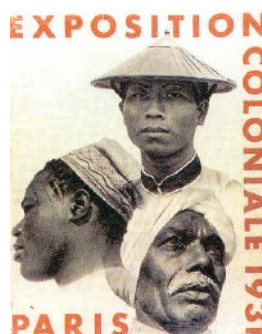


Ranazbouc, Racisme Nazisme et boucs émissaires



Liens avec l'occidentalisation et sa société de marché inepte

- Aliénation

2) Trouble mental, passager ou permanent, qui rend l'individu comme étranger à lui-même et à la société où il est incapable de mener une vie sociale normale.

3) Aversion, hostilité collective envers quelqu'un. Aliénation des esprits, opinion hostile.

4) FIGURÉ Fait de céder ou de perdre (un droit, un bien naturel). Ce serait une aliénation de ma liberté.

PHILOS. état de l'individu qui, par suite des conditions sociales (économiques, politiques, religieuses), est privé de son humanité et est asservi. **Par EXT.** Tout processus par lequel l'être humain est rendu comme étranger à lui-même.

- Étranger

1)adj Qui est d'une autre nation.

3) Qui n'appartient pas ou qui est considéré comme n'appartenant pas à un groupe (familiale, social)

4) Chose. Qui n'est pas propre ou naturel à quelqu'un.

5) personne. Qui n'a pas de part à quelque chose se tient à l'écart de quelque chose.

6) chose. Qui ne fait pas partie de, qui n'a aucun rapport avec.

II N 1) Personne dont la nationalité n'est pas celle d'un pays donné;

2) personne qui ne fait pas partie ou n'est pas considérée comme faisant partie de la famille, du clan; personne avec laquelle on a rien de commun.

Se rappeler toujours que la nation n'est qu'un montage et qu'il n'existe que des frontières géographiques, les autres sont à abolir comme les nations ; elles sont en grande partie cause de « l'étranger » ;

Nous sommes tous des étrangers ou personne n'est étranger. « Etrange étranger »...

L'étranger n'existe pas, celui qui n'a pas de sang étranger dans les veines en a de toute façon sur les mains. Un pays sans « étranger » serait une vaste friche clairsemée de dégénéérés.

Le racisme le colonialisme la xénophobie le nationalisme le sexisme la phobie des autres religions et autres différences servent à justifier la domination sur l'autre voire l'élimination de l'autre par la guerre et la rapine, justifiées par des politiciens financés entre autre par le trafic d'armes érigé en sport national.

On y « exprime » aussi sa frustration, sa fuite d'un stress (Laborit) sur un bouc émissaire, le plus proche quelquefois ; des animaux ou ses propres enfants, sa femme, ou en dehors du cercle familiale : femmes, Rom etc et toute autres personnes ou groupe différents ou supposés comme tels mais jamais ceux en haut de l'échelle difficilement atteignables, invisibles (non palpables par la sectorisation du travail portée à son paroxysme technologique) encore moins le système qui a fondé cet isolement, cette atomisation. Cette fuite, ce stress se traduit aussi dans les excès de drogues et autres artefacts.

&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&

Textes divers dans un désordre non seulement anachronique... faisant office de rapprochement des notions de :

Racisme Ethnocide Christianisme Génocide Nazisme Fascisme Féminicide Capitalisme comprenant des exemples d'hier et d'aujourd'hui de la réelle barbarie de l'idéologie occidentale industrielle capitaliste.

Suivis d'exemples d'alternatives comme Rojava (Syrie) ou les Zapatistes (Mexique). A chacun de reprendre ce « brouillon » pour le faire évoluer avec d'autres contributions afin de le rendre accessible au plus grand nombre pour « élever la conscience du monde. »

Albert Jacquard : « - Ce que je suis, ce n'est pas ce que j'ai reçu , c'est ce que je me suis donné en rencontrant les autres. »...

« - la compétition, la hiérarchie etc... la société réputée intelligente a complètement raté le processus de la rencontre. »...

« -Tous les discours de la croissance ne peuvent être que de menteurs etc.. »

(conférence « Comité anti-Jeux- Olympiques Annecy 2018 » le 28 janvier 2011 à Annecy)

&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&

Premières notions :

« Robert Jaulin a vécu son engagement d'ethnologue comme un combat permanent pour faire reconnaître la pensée profonde des peuples que nous avons disqualifiés pour mieux occulter le fait de notre propre inhumanité.

Inhumanité que nous avons mise concrètement en pratique - (les idéologies ne sont que des paroles tant qu'elles ne sont pas appliquées et qu'elles restent de l'ordre du débat d'idées mais elles servent de justification aux personnes qui ont besoin d'être déresponsabilisées pour commettre ce qu'autrement leur capacité naturelle d'empathie les empêcherait de faire) - à travers les guerres de conquêtes, les massacres, les déportations, les mises en esclavage etc... avec une férocité jamais démentie jusqu'à nos jours.

*Robert Jaulin est allé à la rencontre des peuples en tant que lui-même "autre" ouvert à ce qu'ils pouvaient lui apporter et apporter au reste du monde ouvrant ainsi pour notre société une brèche dans son enfermement qui aurait pu lui permettre de se rendre compte que d'autres voies, d'autres façons de penser, de concevoir le rapport au monde, d'autres alternatives à l'humaine condition pouvaient être entendues, envisagées, prises en compte, respectées et participer ainsi à un véritable universalisme qui ne soit pas fondé sur la domination, le rapport de force mais sur le dialogue et l'échange - celui-ci impliquant la réciprocité et la capacité de dialoguer sans vouloir imposer.»
(dans recueil « l'invention de vivre »)*

sur <http://vadeker.net/corpus/ethnocide.html>

- Ethnocide et génocide- Ethnocide et christianisme- Universalité de l'ethnocentrisme- Ethnocide et capitalisme

*« Le génocide assassine les peuples dans leur corps, l'ethnocide les tue dans leur esprit. »
Pierre Clastres*

Par Clastres Pierre dans l'Encyclopædia Universalis France (1999)

ETHNOCIDE

Le terme d'ethnocide remonte à la fin des années soixante. Bénéficiant des faveurs passagères de la mode et, plus sûrement, de son aptitude à répondre à une demande, à satisfaire un besoin certain de précision terminologique, l'utilisation du mot a largement et rapidement dépassé son lieu d'origine, l'ethnologie, pour tomber en quelque sorte dans le domaine public. Mais la diffusion accélérée d'un mot assure-t-elle à l'idée qu'il a mission de véhiculer le maintien de la cohérence et de la rigueur souhaitables? Il n'est pas évident que la compréhension profite de l'extension et qu'en fin de compte on sache de manière parfaitement claire de quoi l'on parle lorsqu'on se réfère à l'ethnocide. Dans l'esprit de ses inventeurs, le mot était assurément destiné à traduire une réalité qu'aucun autre terme

n'exprimait. Si l'on a ressenti la nécessité de créer un mot nouveau, c'est qu'il y avait à penser quelque chose de nouveau, ou bien quelque chose d'ancien mais non encore pensé. En d'autres termes, on estimait inadéquat, ou impropre à remplir cette exigence nouvelle, un autre mot, d'usage depuis plus longtemps répandu, celui de génocide. On ne peut par conséquent inaugurer une réflexion sérieuse sur l'idée d'ethnocide sans tenter au préalable de déterminer ce qui distingue le phénomène ainsi désigné de la réalité que nomme le génocide.

Génocide et ethnocide

Créé en 1946 au procès de Nuremberg, le concept juridique de génocide est la prise en compte au plan légal d'un type de criminalité jusque-là inconnu. Plus précisément, il renvoie à la première manifestation dûment enregistrée par la loi de cette criminalité: l'extermination systématique des juifs européens par les nazis allemands. Le délit juridiquement défini de génocide s'enracine donc dans le racisme, il en est le produit logique et, à la limite, nécessaire: un racisme qui se développe librement, comme ce fut le cas dans l'Allemagne nazie, ne peut conduire qu'au génocide. Les guerres coloniales qui se sont succédé depuis 1945 à travers le Tiers Monde ont d'autre part donné lieu à des accusations précises de génocide contre les puissances coloniales. Mais le jeu des relations internationales et l'indifférence relative de l'opinion publique ont empêché l'institution d'un consensus analogue à celui de Nuremberg: il n'y eut jamais de poursuites.

Si le génocide antisémite des nazis fut le premier à être jugé au nom de la loi, il n'était en revanche pas le premier à être perpétré. L'histoire de l'expansion occidentale au XIXe siècle, l'histoire de la constitution d'empires coloniaux par les grandes puissances européennes, est ponctuée de massacres méthodiques de populations autochtones. Néanmoins, par son extension continentale, par l'ampleur de la chute démographique qu'il a provoquée, c'est le génocide dont furent victimes les indigènes américains qui retient le plus l'attention. Dès la découverte de l'Amérique, en 1492, une machine de destruction des Indiens se mit en place. Cette machine continue à fonctionner là où subsistent, au long de la forêt amazonienne, les dernières tribus «sauvages». Au cours de ces dernières années, des massacres d'Indiens ont été dénoncés au Brésil, en Colombie, au Paraguay. Toujours en vain.

Or, c'est principalement à partir de leur expérience américaine que les ethnologues, et tout particulièrement Robert Jaulin, ont été amenés à formuler le concept d'ethnocide. C'est d'abord à la réalité indienne d'Amérique du Sud que se réfère cette idée. On dispose donc là d'un terrain favorable, si l'on peut dire, à la recherche de la distinction entre génocide et ethnocide, puisque les dernières populations indigènes du continent sont simultanément victimes de ces deux types de criminalité. Si le terme de génocide renvoie à l'idée de «race» et à la volonté d'extermination d'une minorité raciale, celui d'ethnocide fait signe non pas vers la destruction physique des hommes (auquel cas on demeurerait dans la situation génocidaire), mais vers la destruction de leur culture. L'ethnocide, c'est donc la destruction systématique des modes de vie et de pensée de gens différents de ceux qui mènent cette entreprise de destruction. En somme, le génocide assassine les peuples dans leur corps, l'ethnocide les tue dans leur esprit. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit bien toujours de la mort, mais d'une mort différente: la suppression physique et immédiate, ce n'est pas l'oppression culturelle aux effets longtemps différés, selon la capacité de résistance de la minorité opprimée. Il n'est pas ici question de choisir entre deux maux le moindre: la réponse est trop évidente, mieux vaut moins de barbarie que plus de barbarie. Cela dit, c'est à la vraie signification de l'ethnocide qu'il s'agit de réfléchir.

Il partage avec le génocide une vision identique de l'Autre: l'Autre, c'est la différence, certes, mais c'est surtout la mauvaise différence. Ces deux attitudes se séparent sur la nature du traitement qu'il faut réserver à la différence. L'esprit, si l'on peut dire, génocidaire veut purement et simplement la nier. On extermine les autres parce qu'ils sont absolument mauvais. L'ethnocide, en revanche, admet la relativité du mal dans la différence: les autres sont mauvais, mais on peut les améliorer en les obligeant à se transformer jusqu'à se rendre, si possible, identiques au modèle qu'on leur propose, qu'on leur impose. La négation ethnocidaire de l'Autre conduit à une identification à soi. On pourrait opposer le génocide et l'ethnocide comme deux formes perverses du pessimisme et de l'optimisme. En Amérique du Sud, les tueurs d'Indiens poussent à son comble la position de l'Autre comme

différence: l'Indien sauvage n'est pas un être humain, mais un simple animal. Le meurtre d'un Indien n'est pas un acte criminel, le racisme en est même totalement évacué, puisqu'il implique en effet, pour s'exercer, la reconnaissance d'un minimum d'humanité en l'Autre. Monotone répétition d'une très ancienne infamie: traitant, avant la lettre, de l'ethnocide, Claude Lévi-Strauss rappelle dans *Race et histoire* comment les Indiens des Isles se demandaient si les Espagnols nouveaux venus étaient des dieux ou des hommes, tandis que les Blancs s'interrogeaient sur la nature humaine ou animale des indigènes.

Ethnocide et christianisme

Qui sont, d'autre part, les praticiens de l'ethnocide? Qui s'attaque à l'âme des peuples? Apparaissent au premier rang, en Amérique du Sud mais aussi en bien d'autres régions, les missionnaires. Propagateurs militants de la foi chrétienne, ils s'efforcent de substituer aux croyances barbares des païens la religion de l'Occident. La démarche évangélisatrice implique deux certitudes: d'abord que la différence – le paganisme – est inacceptable et doit être refusée; ensuite que le mal de cette mauvaise différence peut être atténué, voire aboli. C'est en cela que l'attitude ethnocidaire est plutôt optimiste: l'Autre, mauvais au départ, y est supposé perfectible, on lui reconnaît les moyens de se hausser, par identification, à la perfection que représente le christianisme. Briser la force de la croyance païenne, c'est détruire la substance même de la société. Aussi bien s'agit-il du résultat recherché: conduire l'indigène, par le chemin de la vraie foi, de la sauvagerie à la civilisation. L'ethnocide s'exerce pour le bien du sauvage. Le discours laïque ne dit pas autre chose lorsqu'il énonce, par exemple, la doctrine officielle du gouvernement brésilien quant à la politique indigéniste. «Nos Indiens, proclament les responsables, sont des êtres humains comme les autres. Mais la vie sauvage qu'ils mènent dans les forêts les condamne à la misère et au malheur. C'est notre devoir que de les aider à s'affranchir de la servitude. Ils ont le droit de s'élever à la dignité de citoyens brésiliens, afin de participer pleinement au développement de la société nationale et de jouir de ses bienfaits.» La spiritualité de l'ethnocide, c'est l'éthique de l'humanisme.

L'horizon sur lequel prennent figure l'esprit et la pratique ethnocidaire se détermine selon deux axiomes. Le premier proclame la hiérarchie des cultures: il en est d'inférieures, il en est de supérieures. Quant au second, il affirme la supériorité absolue de la culture occidentale. Celle-ci ne peut donc entretenir avec les autres, et singulièrement avec les cultures primitives, qu'une relation de négation. Mais il s'agit d'une négation positive, en ce qu'elle veut supprimer l'inférieur en tant qu'inférieur pour le hisser au niveau du supérieur. On supprime l'indianité de l'Indien pour en faire un citoyen brésilien. Dans la perspective de ses agents, l'ethnocide ne saurait être par suite une entreprise de destruction: il est au contraire une tâche nécessaire, exigée par l'humanisme inscrit au cœur de la culture occidentale.

Universalité de l'ethnocentrisme

On nomme ethnocentrisme cette vocation à mesurer les différences à l'aune de sa propre culture. L'Occident serait ethnocidaire parce qu'il est ethnocentriste, parce qu'il se pense et se veut la civilisation. Une question néanmoins se pose: notre culture détient-elle le monopole de l'ethnocentrisme? L'expérience ethnologique permet d'y répondre. Considérons la manière dont les sociétés primitives se nomment elles-mêmes. On s'aperçoit qu'en réalité il n'y a pas d'autodénomination, dans la mesure où, en mode récurrent, les sociétés s'attribuent presque toujours un seul et même nom: les Hommes. Illustrant de quelques exemples ce trait culturel, on rappellera que les Indiens Guarani se nomment Ava, qui signifie les Hommes; que les Guayaki disent d'eux-mêmes qu'ils sont Aché, les Personnes; que les Waika du Venezuela se proclament Yanomami, les Gens; que les Eskimos sont des Inuit, des Hommes. On pourrait allonger indéfiniment la liste de ces noms propres qui composent un dictionnaire où tous les mots ont le même sens: hommes. Inversement, chaque société désigne systématiquement ses voisins de noms péjoratifs, méprisants, injurieux.

Toute culture opère ainsi un partage de l'humanité en deux parts: elle-même, qui s'affirme comme représentation par excellence de l'humain, et les autres, qui ne participent qu'à un moindre titre à l'humanité. Le discours que tiennent sur elles-mêmes les sociétés primitives, qui se trouve condensé

dans les noms qu'elles se confèrent, est donc ethnocentriste de part en part: affirmation de la supériorité de son soi culturel, refus de reconnaître les autres comme des égaux. L'ethnocentrisme apparaît alors la chose du monde la mieux partagée, et, de ce point de vue au moins, la culture de l'Occident ne se distingue pas des autres. Il convient même, poussant un peu plus loin l'analyse, de penser l'ethnocentrisme comme une propriété formelle de toute formation culturelle, comme immanent à la culture elle-même. Il appartient à l'essence de la culture d'être ethnocentriste, dans la mesure exacte où toute culture se considère comme la culture par excellence. En d'autres termes, l'altérité culturelle n'est jamais appréhendée comme différence positive, mais toujours comme infériorité sur un axe hiérarchique.

Il n'en reste pas moins que, si toute culture est ethnocentriste, seule l'occidentale est ethnocidaire. Il s'ensuit donc que la pratique ethnocidaire ne s'articule pas nécessairement à la conviction ethnocentriste. Sinon, toute culture devrait être ethnocidaire: or ce n'est pas le cas. C'est à ce niveau, nous semble-t-il, que se laisse repérer une certaine insuffisance de la réflexion que mènent depuis un certain temps les chercheurs que préoccupe à juste titre le problème de l'ethnocide. Il ne suffit pas en effet de reconnaître et d'affirmer la nature et la fonction ethnocidaire de la civilisation occidentale. Tant que l'on se contente de déterminer le monde blanc comme monde ethnocidaire, on reste à la surface des choses, on demeure en la répétition, légitime certes, car rien n'a changé d'un discours déjà prononcé, puisque aussi bien l'évêque Las Casas par exemple, dès l'aube du XVI^e siècle, dénonçait en termes fort précis le génocide et l'ethnocide que les Espagnols faisaient subir aux Indiens des Isles et du Mexique. De la lecture des travaux consacrés à l'ethnocide, on retire l'impression que pour leurs auteurs, la civilisation occidentale est une sorte d'abstraction sans racines socio-historiques, une vague essence qui, de tout temps, enveloppa en soi l'esprit ethnocidaire. Or notre culture n'est en rien une abstraction, elle est le produit lentement constitué d'une histoire, elle relève d'une recherche généalogique. Qu'est-ce qui fait que la civilisation occidentale est ethnocidaire? Telle est la vraie question. L'analyse de l'ethnocide implique, au-delà de la dénonciation des faits, une interrogation sur la nature, historiquement déterminée, de notre monde culturel. C'est donc vers l'histoire qu'il s'agit de se tourner.

Pas plus qu'abstraction extratemporelle, la civilisation de l'Occident n'est une réalité homogène, un bloc indifférencié identique en toutes ses parties. C'est pourtant l'image que paraissent en donner les auteurs cités plus haut. Mais, si l'Occident est ethnocidaire comme le soleil est lumineux, alors ce fatalisme rend inutile, et même absurde, la dénonciation des crimes et l'appel à la protection des victimes. Ne serait-ce point au contraire parce que la civilisation occidentale est ethnocidaire d'abord à l'intérieur d'elle-même qu'elle peut l'être ensuite à l'extérieur, c'est-à-dire contre les autres formations culturelles? On ne peut pas penser la vocation ethnocidaire de la société occidentale sans l'articuler à cette particularité de notre propre monde, particularité qui est même le critère classique de distinction entre les sauvages et les civilisés, entre le monde primitif et le monde occidental: le premier regroupe l'ensemble des sociétés sans État, le second se compose de sociétés à État. Et c'est à cela qu'il faut tenter de réfléchir: peut-on légitimement mettre en perspective ces deux propriétés de l'Occident, comme culture ethnocidaire, comme société à État? S'il en était ainsi, on comprendrait pourquoi les sociétés primitives peuvent être ethnocentristes sans être pour autant ethnocidaire, puisqu'elles sont précisément des sociétés sans État.

Histoire, culture et ethnocide

L'ethnocide, est-il admis, c'est la suppression des différences culturelles jugées inférieures et mauvaises, c'est la mise en œuvre d'un principe d'identification, d'un projet de réduction de l'Autre au même (l'Indien amazonien supprimé comme Autre et réduit au même comme citoyen brésilien). En d'autres termes, l'ethnocide aboutit à la dissolution du multiple dans l'Un. Qu'en est-il maintenant de l'État? Il est, par essence, la mise en jeu d'une force centripète, laquelle tend, lorsque les circonstances l'exigent, à écraser les forces centrifuges inverses. L'État se veut et se proclame le centre de la société, le tout du corps social, le maître absolu des divers organes de ce corps. On découvre ainsi, au cœur même de la substance de l'État, la puissance agissante de l'Un, la vocation de refus du multiple, la crainte et l'horreur de la différence. À ce niveau formel où nous nous situons actuellement, on constate que la pratique ethnocidaire et la machine étatique fonctionnent de la

même manière et produisent les mêmes effets: sous les espèces de la civilisation occidentale ou de l'État se décèlent toujours la volonté de réduction de la différence et l'altérité, le sens et le goût de l'identique et de l'Un.

Quittant cet axe formel et en quelque sorte structuraliste pour aborder celui de la diachronie, de l'histoire concrète, considérons la culture française comme cas particulier de la culture occidentale, comme illustration exemplaire de l'esprit et du destin de l'Occident. Sa formation, enracinée dans un passé séculaire, apparaît strictement coextensible à l'expansion et au renforcement de l'appareil d'État, d'abord sous sa forme monarchique, ensuite sous sa forme républicaine. À chaque développement du pouvoir central correspond un déploiement accru du monde culturel. La culture française est une culture nationale, une culture du français. L'extension de l'autorité de l'État se traduit dans l'expansionnisme de la langue de l'État, le français. La nation peut se dire constituée, l'État se proclamer détenteur exclusif du pouvoir lorsque les gens sur qui s'exerce l'autorité de l'État parlent la même langue que lui. Ce processus d'intégration passe évidemment par la suppression des différences. C'est ainsi qu'à l'aurore de la nation française, lorsque la France n'était que la Franchimanie et son roi un pâle seigneur du nord de la Loire, la croisade des Albigeois s'abattit sur le sud pour en abolir la civilisation. L'extirpation de l'hérésie cathare, prétexte et moyen d'expansion pour la monarchie capétienne, traçant les limites presque définitives de la France, apparaît comme un cas pur d'ethnocide: la culture du Midi – religion, littérature, poésie – était irréversiblement condamnée, et les Languedociens devinrent sujets loyaux du roi de France.

La Révolution de 1789, en permettant le triomphe de l'esprit centraliste des Jacobins sur les tendances fédéralistes des Girondins, mena à son terme l'emprise politique de l'administration parisienne. Les provinces, comme unités territoriales, s'appuyaient chacune sur une ancienne réalité, homogène du point de vue culturel: langue, traditions politiques, etc. On leur substitua le découpage abstrait en départements, propre à briser toute référence aux particularismes locaux, et donc à faciliter partout la pénétration de l'autorité étatique. Ultime étape de ce mouvement par lequel les différences s'évanouissent l'une après l'autre devant la puissance de l'État: la III^e République transforma définitivement les habitants de l'Hexagone en citoyens grâce à l'institution de l'école laïque, gratuite et obligatoire, puis du service militaire obligatoire. Ce qui subsistait d'existence autonome dans le monde provincial et rural y succomba. La francisation était accomplie, l'ethnocide consommé: langues traditionnelles traquées en tant que patois d'arriérés, vie villageoise ravalée au rang de spectacle folklorique destiné à la consommation des touristes, etc.

Pour bref qu'il soit, ce coup d'œil jeté sur l'histoire de notre pays suffit à montrer que l'ethnocide, comme suppression plus ou moins autoritaire des différences socioculturelles, est inscrit d'avance dans la nature et dans le fonctionnement de la machine étatique, laquelle procède par uniformisation du rapport qui la lie aux individus: l'État ne connaît que des citoyens égaux devant la loi.

Affirmer, à partir de l'exemple français, que l'ethnocide appartient à l'essence unificatrice de l'État conduit logiquement à dire que toute formation étatique est ethnocidaire. Examinons rapidement le cas d'un type d'État fort différent des États européens. Les Incas étaient parvenus à édifier dans les Andes une machine de gouvernement qui fit l'admiration des Espagnols, tant par l'ampleur de son extension territoriale que par la précision et la minutie des techniques administratives qui permettaient à l'empereur et à ses nombreux fonctionnaires d'exercer un contrôle presque total et permanent sur les habitants de l'empire. L'aspect proprement ethnocidaire de cette machine étatique apparaît dans sa tendance à incaïser les populations nouvellement conquises: non seulement en les obligeant à payer tribut aux nouveaux maîtres, mais surtout en les contraignant à célébrer en priorité le culte des conquérants, le culte du Soleil, c'est-à-dire de l'Inca lui-même. Religion d'État, imposée par la force, fût-ce au détriment des cultes locaux. Il est vrai également que la pression exercée par les Incas sur les tribus soumises n'atteignit jamais la violence du zèle maniaque avec lequel les Espagnols anéantirent plus tard l'idolâtrie indigène. Pour habiles diplomates qu'ils fussent, les Incas savaient néanmoins utiliser la force lorsqu'il le fallait, et leur organisation réagissait avec la plus grande brutalité, comme tout appareil d'État lorsque son pouvoir est mis en question. Les fréquents soulèvements contre l'autorité centrale du Cuzco, impitoyablement réprimés d'abord, étaient ensuite châtiés par la déportation massive des vaincus dans des régions très éloignées de leur territoire natal,

c'est-à-dire marqué par le réseau des lieux de culte (sources, collines, grottes): déracinement, déterritorialisation, ethnocide...

La violence ethnocidaire, comme négation de la différence, appartient bien à l'essence de l'État, aussi bien dans les empires barbares que dans les sociétés civilisées d'Occident: toute organisation étatique est ethnocidaire, l'ethnocide est le mode normal d'existence de l'État. Il y a donc une certaine universalité de l'ethnocide, en ce qu'il est le propre non seulement d'un vague «monde blanc» indéterminé, mais de tout un ensemble de sociétés qui sont les sociétés à État. La réflexion sur l'ethnocide passe par une analyse de l'État. Mais doit-elle s'arrêter là, s'en tenir au constat que l'ethnocide c'est l'État et que, de ce point de vue, tous les États se valent? Ce serait là retomber dans le péché d'abstraction que nous avons précisément reproché à l'«école de l'ethnocide», ce serait encore une fois méconnaître l'histoire concrète de notre propre monde culturel.

Ethnocide et capitalisme

Où se situe la différence qui interdit de placer sur le même plan, ou de mettre dans le même sac, les États barbares (Incas, Pharaons, despotismes orientaux, etc.) et les États civilisés (le monde occidental)? On décèle d'abord cette différence au niveau de la capacité ethnocidaire des appareils étatiques. Dans le premier cas, cette capacité est limitée non pas par la faiblesse de l'État mais, au contraire, par sa force: la pratique ethnocidaire – abolir la différence lorsqu'elle devient opposition – cesse dès lors que la force de l'État ne court plus aucun risque. Les Incas toléraient une relative autonomie des communautés andines lorsque celles-ci reconnaissaient l'autorité politique et religieuse de l'empereur. On s'aperçoit en revanche que dans le second cas – États occidentaux – la capacité ethnocidaire est sans limites, elle est effrénée. C'est bien pour cela qu'elle peut conduire au génocide, que l'on peut en effet parler du monde occidental comme absolument ethnocidaire. Mais d'où cela provient-il? Que contient la civilisation occidentale qui la rend infiniment plus ethnocidaire que toute autre forme de société? C'est son régime de production économique, espace justement de l'illimité, espace sans lieux en ce qu'il est reculé constant de la limite, espace infini de la fuite en avant permanente. Ce qui différencie l'Occident, c'est le capitalisme en tant qu'impossibilité de demeurer dans l'en deçà d'une frontière, en tant que passage au-delà de toute frontière; c'est le capitalisme, comme système de production pour qui rien n'est impossible, sinon de ne pas être à soi-même sa propre fin, et cela qu'il soit d'ailleurs libéral, privé, comme en Europe de l'Ouest ou planifié, d'État, comme le connaissait l'Europe de l'Est. La société industrielle, la plus formidable machine à produire, est pour cela même la plus effrayante machine à détruire. Races, sociétés, individus; espace, nature, mers, forêts, sous-sol: tout est utile, tout doit être utilisé, tout doit être productif, d'une productivité poussée à son régime maximal d'intensité.

Voilà pourquoi aucun répit ne pouvait être laissé aux sociétés qui abandonnaient le monde à sa tranquille improductivité originaire; voilà pourquoi était intolérable, aux yeux de l'Occident, le gaspillage représenté par l'inexploitation d'immenses ressources. Le choix laissé à ces sociétés était un dilemme: ou bien céder à la production, ou bien disparaître; ou bien l'ethnocide, ou bien le génocide. À la fin du siècle dernier, les Indiens de la pampa argentine furent totalement exterminés afin de permettre l'élevage extensif des moutons et des vaches, qui fonda la richesse du capitalisme argentin. Au début de ce siècle, des centaines de milliers d'Indiens amazoniens périrent sous les coups des chercheurs de caoutchouc. Actuellement, dans toute l'Amérique du Sud, les derniers Indiens libres succombent sous l'énorme poussée de la croissance économique, brésilienne en particulier. Les routes transcontinentales, dont la construction s'accélère, constituent des axes de colonisation des territoires traversés: malheur aux Indiens que la route rencontre! De quel poids peuvent peser quelques milliers de «sauvages» improductifs au regard de la richesse en or, minerais rares, pétrole, en élevage de bovins, en plantations de café, etc.? Produire ou mourir, c'est la devise de l'Occident. Les Indiens d'Amérique du Nord l'apprirent dans leur chair, tués presque jusqu'au dernier, afin de permettre la production. Un de leurs bourreaux, le général Sherman, le déclarait ingénument dans une lettre adressée à un fameux tueur d'Indiens, Buffalo Bill: «Autant que je peux l'estimer, il y avait, en 1862, environ 9 millions et demi de bisons dans les plaines entre le Missouri et les montagnes Rocheuses. Tous ont disparu, tués pour leur viande, leur peau et leurs os [...]. À cette même date, il y avait environ 165 000 Pawnees, Sioux, Cheyennes, Kiowas et Apaches, dont

L'alimentation annuelle dépendait de ces bisons. Eux aussi sont partis, et ils ont été remplacés par le double ou le triple d'hommes et de femmes de race blanche qui ont fait de cette terre un jardin et qui peuvent être recensés, taxés et gouvernés selon les lois de la nature et de la civilisation. Ce changement a été salubre et s'accomplira jusqu'à la fin.»

Le général avait raison. Le changement s'accomplira jusqu'à la fin, il prendra fin lorsqu'il n'y aura plus rien du tout à changer.

&&&&&&&&&&&&&&&&&&&
Aout 2016



[algerieMadagascarCopie](#)



[FrancenGuerreCopie](#)

&&&&&&&&&&&&&&&&&&&

Animalité

L'animalité est la première étape de la déshumanisation de l'autre pour le dominer voire l'exterminer, en tout cas s'accaparer son milieu, ses richesses etc.

- **Un éternel Treblinka et un si fragile vernis d'humanité**

1/ <http://www.editions-calmann-levy.com/livre/titre-292860-Un-eternel-Treblinka-auteur-ecrivain-Charles-Patterson.html>

- **Un éternel Treblinka** Charles Patterson Paru le 01/2008

La souffrance des animaux, leur sensibilité d'êtres vivants, est un des plus vieux tabous de l'homme. Dans ce livre iconoclaste – que certains considéreront même comme scandaleux –, mais courageux et novateur, l'historien américain Charles Patterson s'intéresse au douloureux rapport entre l'homme et l'animal depuis la création du monde.

Il soutient la thèse selon laquelle l'oppression des animaux sert de modèle à toute forme d'oppression, et la « bestialisation » de l'opprimé est une étape obligée sur le chemin de son anéantissement. Après avoir décrit l'adoption du travail à la chaîne dans les abattoirs de Chicago, il note que Henry Ford s'en inspira pour la fabrication de ses automobiles. Ce dernier, antisémite virulent et gros contributeur au parti nazi dans les années 30, fut même remercié par Hitler dans Mein Kampf. Quelques années plus tard, on devait retrouver cette organisation du « travail » dans les camps d'extermination nazis, où des méthodes étrangement similaires furent mises en œuvre pour tétaniser les victimes, leur faire perdre leurs repères et découper en tâches simples et répétitives le meurtre de masse de façon à banaliser le geste des assassins.

Un tel rapprochement est lui-même tabou, étant entendu une fois pour toutes que la Shoah est unique. Pourtant, l'auteur yiddish et prix Nobel de littérature Isaac Bashevis Singer (qui a écrit, dans une nouvelle dont le titre de ce livre est tiré, « pour ces créatures, tous les humains sont des nazis ») fut le premier à oser la comparaison entre le sort réservé aux animaux d'élevage et celui que les hommes ont fait subir à leurs semblables pendant la Shoah.

S'inspirant de son combat, Patterson dénonce la façon dont l'homme s'est imposé comme « l'espèce des seigneurs », s'arrogeant le droit d'exterminer ou de réduire à l'esclavage les autres espèces, et conclut son essai par un hommage aux défenseurs de la cause animale, y compris Isaac Bashevis Singer lui-même.

« Le livre de Charles Patterson pèsera lourd pour redresser les torts terribles que les hommes, au fil de l'histoire, ont infligés aux animaux. Je vous incite vivement à le lire et à réfléchir à son

important message. »

(Jane Goodall, primatologue)

« *Le défi moral posé par Un éternel Treblinka en fait un livre indispensable pour celui qui cherche à explorer la leçon universelle de la Shoah.* » (Maariv, journal israélien)

2/ <http://www.cahiers-antispecistes.org/spip.php?article213>

CAN°22 février 2003 (égalité animale)

Eternal Treblinka

Anne Renon

En 2002 est paru en anglais aux éditions Lantern Books (New York) *Eternal Treblinka: our Treatment of Animals and the Holocaust*, livre de près de 200 pages de Charles Patterson. L'ouvrage sera traduit et publié en Italie, Allemagne, Pologne et République Tchèque cette année. Plusieurs personnes, dont Anne Renon, travaillent à ce qu'il soit traduit également en français. Patterson a antérieurement publié d'autres ouvrages sur les thèmes de l'Holocauste et du mouvement pour les droits civiques aux États-Unis. L'article ci-dessous se propose de donner un aperçu général du contenu d'*Eternal Treblinka*.

La Rédaction

Eternal Treblinka est dédié à la mémoire d'Isaac Bashevis Singer et c'est à ce dernier que Charles Patterson a emprunté la citation mise en exergue de son ouvrage :

En pensée, Herman prononça l'oraison funèbre de la souris qui avait partagé une partie de sa vie avec lui et qui, à cause de lui, avait quitté ce monde. « Que savent-ils, tous ces érudits, tous ces philosophes, tous les dirigeants de la planète, que savent-ils de quelqu'un comme toi ? Ils se sont persuadés que l'homme, l'espèce la plus pécheresse entre toutes, est au sommet de la création. Toutes les autres créatures furent créées uniquement pour lui procurer de la nourriture, des peaux, pour être martyrisées, exterminées. Pour ces créatures, tous les humains sont des nazis ; pour les animaux, la vie est un éternel Treblinka. »

Le titre en lui-même, *Eternal Treblinka* : la façon dont nous traitons les animaux et l'Holocauste, peut suffire à déclencher l'hostilité de ceux et celles qui veulent à tout prix conserver une frontière entre eux-mêmes et les animaux non-humains. En effet, pour certains, se permettre de comparer le massacre des Juifs à celui des animaux, c'est dévaloriser les Juifs. Pour d'autres, comme moi, la comparaison ne vise nullement à dévaloriser les uns au mépris des autres ; elle permet simplement de dénoncer l'horreur des abattoirs aujourd'hui, tout comme on a dénoncé l'horreur des camps d'extermination.

Eternal Treblinka se divise en trois parties, chacune composée de deux ou trois chapitres. Elles s'intitulent respectivement « **Erreur capitale** », « **Espèce suprême, race suprême** » et « **Échos de l'Holocauste** ». L'ensemble est riche de faits historiques, de citations, de références et d'anecdotes diverses.

Erreur capitale

La première partie retrace, assez brièvement mais de manière fort intéressante, l'histoire de l'exploitation des animaux non-humains par le biais de leur domestication depuis l'Antiquité, en notant par ailleurs ce qu'en disaient les principales religions ainsi que des philosophes, tels Platon ou Aristote. Par exemple, ce dernier arguait que la domination des hommes sur les animaux s'étendait aux esclaves et aux femmes, que les peuples voisins « non-civilisés » étaient des esclaves par nature. Patterson établit ainsi une corrélation entre l'esclavage des animaux et celui des humains. Il cite également la loi romaine, Cicéron, saint Thomas d'Aquin ou encore Francis Bacon, selon qui « l'homme était le centre du monde », sans oublier Descartes. Le fossé ainsi établi entre humains et non-humains, au moyen de « critères tels que la possession de raison, la capacité à utiliser un langage

intelligible, la religion, la culture ou les mœurs a procuré aux hommes les outils pour juger les autres peuples. Ceux qui ne possédaient pas les qualités requises étaient considérés comme sous-humains. Ceux-là devenaient ainsi des bêtes d'une certaine utilité qu'il fallait domestiquer et rendre dociles, ou bien des prédateurs, des parasites dont il fallait se débarrasser » (p. 25).

Le deuxième chapitre expose comment le fait de qualifier d'animaux certaines catégories de personnes a pu servir de prélude à leur persécution, exploitation et meurtre. Ainsi les Anglais comparaient les Hottentots à leurs troupeaux d'animaux, qui semblaient davantage caqueter telles des poules ou des dindes que parler comme des hommes ; Georges Cuvier (1769-1832) décrivait les Africains comme « la race humaine la plus dégradée qui soit et dont les formes se rapprochent de celles des bêtes » ; Paul Broca (1824-80), un pathologiste français, anthropologue, mesura des crânes humains pour démontrer que la taille du cerveau était proportionnelle à l'intelligence, déclarant que la taille du cerveau, et donc l'intelligence, des hommes blancs était supérieure à celle des femmes, des pauvres et des « races inférieures » non-européennes (pp. 28-29).

Patterson consacre ensuite quelques pages au génocide des Indiens d'Amérique, eux aussi considérés comme non-humains à l'époque ; puis il traite de la guerre des Philippines et de la Shoah en passant par Hiroshima et Nagasaki. Il relate comment, pour chacun de ces massacres, les assaillants avaient traité leurs victimes de « sauvages, gorilles, « gooks » (littéralement Asiate- synonyme de saloperie en américain), singes jaunes, babouins, chiens, rats, vipères, vermine, cochons, moutons », et j'en passe.

Patterson nous dit plus loin : « En 1991, pendant la guerre du Golfe, les pilotes américains comparaient les tirs sur les soldats iraquiens à des tirs sur des dindes ; les civils qui couraient s'abriter n'étaient que des « cafards ». En temps de guerre, ce genre de comparaisons permet de déshumaniser l'ennemi et facilite ainsi le meurtre [...], il s'agit d'une redéfinition nécessaire pour que des non-psychopathes puissent massacrer des innocents sans toutefois se reprocher quoi que ce soit. Enfin, dans *Mein Kampf*, Hitler décrivait les Juifs comme étant « des araignées qui sucent lentement le sang du peuple, une bande de rats qui se battent entre eux (...) les sangsues éternelles. »

Espèce suprême, race suprême

La deuxième partie (chapitres 3 à 5) commence par deux citations ; la première est tirée de *The Lives of Animals*, de J.M. Coetzee, la seconde est de Theodor Adorno : « *Auschwitz commence lorsque quelqu'un regarde un abattoir et se dit : ce ne sont que des animaux.* » Cette deuxième grande partie étudie la manière dont le massacre industrialisé des animaux, d'une part, et des humains, d'autre part, se sont enchevêtrés au cours du vingtième siècle, et comment l'eugénisme et l'abattage à la chaîne ont traversé l'Océan Atlantique pour trouver une terre fertile en Allemagne nazie.

Le chapitre trois, intitulé « L'industrialisation de l'abattage - La route qui mène à Auschwitz en passant par les États-Unis », nous présente le célèbre Henry Ford sous un jour nouveau, nous apprenant qu'il était antisémite et qu'il a aidé au développement de la propagande nazie. On y apprend également que Ford a tiré son idée de travail à la chaîne d'un abattoir de Chicago. On y découvre par ailleurs de nombreuses descriptions des abattoirs américains du début du siècle dernier, notamment grâce à *Work and Community in the Jungle: Chicago's Packinghouse Workers, 1894-1924*, de l'historien James Barrett (p. 60). Ou encore, par l'intermédiaire de l'artiste engagée Sue Coe, qui dans les années 1990 a passé six ans à visiter des abattoirs à travers les États-Unis ; elle a publié un ensemble de croquis et descriptions⁵ depuis les petites entreprises familiales jusqu'aux géants de l'abattage (p. 65).

Le chapitre 4, « Pour un meilleur troupeau », nous présente l'histoire de l'eugénisme, sa naissance aux États-Unis au sein de l'Association des Éleveurs Américains, puis son implantation en Europe. Voici une anecdote tirée de ce chapitre : Lothrop Stoddard, anthropologue américain reconnu, passa quelques mois en Allemagne nazie au cours de l'année 1940. Il eut accès aux secrets de la recherche scientifique et assista à un jugement de la Cour suprême en matière d'hérédité, qui devait statuer sur le sort d'une enfant retardée mentale ; d'une sourde et muette dont la famille présentait de nombreuses tares héréditaires ; d'un maniaco-dépressif (au sujet duquel Stoddard écrivit qu'il fallait le stériliser) ; et enfin d'un homme « semblable à un singe » avec des antécédents homosexuels, marié à une Juive, dont il avait eu trois enfants « qui n'allaient jamais bien ». Stoddard quitta la séance en étant très impressionné par l'efficacité de la Cour à éliminer les « éléments inférieurs ». De retour aux États-Unis, il assura à ses compatriotes Américains que « les Nazis retiraient les mauvaises graines du troupeau allemand de manière scientifique et tout à fait humaine ». Quant au « problème des Juifs », celui-ci était déjà réglé en principe, il ne restait plus qu'à appliquer ce qui était prévu, à savoir les « éliminer physiquement » (p. 100).

Patterson remarque ensuite que les centres agricoles travaillant sur l'eugénisme ont fourni une grande partie du personnel envoyé dans les camps de la mort. Il termine le chapitre sur la phrase suivante : « Pour le personnel T4 et les ouvriers des camps de la mort envoyés en Pologne pour exterminer les Juifs, leur expérience dans l'exploitation et l'abattage des animaux s'est révélée être un excellent entraînement. » (p. 108)

Dans le chapitre 5, « Sans même une larme en hommage », on apprend que : « Au cours du vingtième siècle, deux des nations industrialisées du monde, les États-Unis et l'Allemagne, ont tué des millions d'êtres humains et des milliards d'autres êtres. Chacune a donné sa propre contribution au carnage du siècle : l'Amérique à donné les abattoirs au monde moderne ; l'Allemagne nazie lui a donné les chambres à gaz. Bien que ces deux opérations fatales aient des victimes et des buts différents, elles ont plusieurs traits en commun. »

Patterson étudie ainsi la terminologie commune aux deux espaces de meurtre.

Il poursuit avec le fait que les personnes malades, faibles ou blessées à leur arrivée dans un camp étaient immédiatement écartées, puis « éliminées » pour ne pas représenter une gêne ; il en va de même aujourd'hui encore pour les animaux trop affaiblis à leur arrivée pour se tenir debout et qu'on abandonne dans un coin jusqu'à ce que quelqu'un ait le temps de « s'occuper » d'eux.

Ensuite, Patterson nous parle des « petits » (p. 116) et nous dit notamment que nombre des animaux mangés ne sont que des bébés : cochons, agneaux, veaux âgés de quelques mois, ou cochons de lait âgés d'une à neuf semaines. Certains ouvriers admettent que le plus dur est de tuer les agneaux et les veaux « parce qu'ils ne sont que des bébés » ; « parfois un veau tout juste séparé de sa mère vient téter le doigt d'un ouvrier dans l'espoir de recevoir du lait, mais il ne reçoit que la méchanceté des hommes ». En parallèle, la plupart des membres composant les Einsatzgruppen (groupes d'action allemands chargés de massacres de civils) trouvaient qu'il était plus dur de tuer les enfants que les hommes et les femmes ; dans les camps, cette tâche était exécutée tellement vite que certaines victimes étaient jetées dans la fosse encore vivantes.

Les paragraphes suivants traitent du rapport entre Hitler et les animaux, nous expliquant qu'il traitait ses ennemis de « porcs », les diplomates anglais de « petits vers », son propre peuple de « stupide troupeau de moutons » tandis que ses sœurs n'étaient que « des oies stupides ». Patterson réserve également une place au fait qu'Hitler était anti-végétarien, qu'en arrivant au pouvoir en 1933 il a interdit toutes les associations végétariennes allemandes, fait arrêter leurs présidents, puis interdire également ce type d'association dans les territoires occupés. Patterson donne ensuite une explication au mythe de Hitler-végétarien (p. 127 et suiv.).

Échos de l'Holocauste

Enfin, **la troisième partie** (chapitres 6 à 8) nous présente le parcours de Juifs et d'Allemands concernés par l'Holocauste qui se sont tournés vers les droits des animaux. Elle commence notamment par une citation de Helmut Kaplan : « Un jour, nos petits-enfants nous demanderont : où étais-tu pendant l'Holocauste des animaux ? Qu'as-tu fait contre ces crimes horribles ? Nous ne pourrions donner la même excuse une seconde fois, dire que nous ne savions pas. »

Le chapitre 6 « Nous aussi, nous étions comme ça » nous parle donc de victimes directes ou indirectes de la Shoah qui se sont tournées vers la libération animale. Beaucoup d'enfants de survivants à l'Holocauste ont fait leur carrière dans des professions tournées vers autrui : professeurs, conseillers conjugaux, psychiatres, psychologues ou assistants sociaux. Une femme dont douze membres de la famille sont morts en camp confie : « Quand on grandit en apprenant que sa famille a été tuée par un gouvernement et un peuple qui les jugeaient sans valeur, qui avaient un pouvoir total sur eux et qui l'exerçaient sans ménagement, en leur prenant tout, jusqu'à leur vie, on ne peut s'empêcher d'avoir de l'empathie pour ceux qui sont encore dans cette situation. Les animaux sont faibles, sans voix, ils ne peuvent s'entraider ni s'aider eux-mêmes. Nous aussi, les Juifs, nous étions comme ça. » (p. 140)

Plus loin, on découvre l'histoire de « Hacker », pseudonyme d'un militant de l'ALF, qui porte encore le tatouage qu'il s'était vu attribuer, enfant, à Auschwitz. Arrivé aux États-Unis à l'âge de dix ans, il fut adopté par un boucher, dont il finit par reprendre le commerce, jusqu'à ce qu'il en soit dégoûté et devienne végétarien (p. 142).

Quelques paragraphes plus loin, Patterson nous présente Susan Kalev, elle aussi rescapée des camps de concentration, qui participa à sa première manifestation pour les animaux juste après avoir accosté une femme qui arborait un tee-shirt décrivant la vie des veaux séparés de leur mère (p. 143).

Le dernier exemple que je vous présenterai est celui de Lucy Kaplan, diplômée de Princeton et de l'université de droit de Chicago, auteure de la préface de *Eternal Treblinka*. Ses parents se sont rencontrés dans un camp autrichien. Lucy Kaplan a été hantée par des images de l'Holocauste toute sa vie ; elle est « certaine d'avoir en partie été attirée par la libération animale parce qu'elle perçoit des similitudes entre l'exploitation institutionnalisée des animaux et le génocide nazi » (p. 146).

Les interviews s'enchaînent pour conclure sur cette remarque pessimiste d'Albert Kaplan, fils de Juifs russes : « La grande majorité des survivants à l'Holocauste est carnivore et ne s'intéresse pas plus à la souffrance des animaux que les Allemands se préoccupaient de la souffrance des Juifs. Qu'est-ce que cela signifie ? Laissez-moi vous le dire. Cela signifie que nous n'avons rien appris de l'Holocauste. Rien. Tout cela pour rien. Il n'y a aucun espoir » (p. 167).

Je ne détaillerai pas **le chapitre 7**, « Cet abattoir sans limites », dans lequel Patterson nous donne un aperçu très fourni des livres de Isaac Bashevis Singer, en nous faisant partager quelques moments clefs de ses récits, illustrant ainsi la compassion de cet admirable auteur yiddish, prix Nobel de littérature. Un régal.

Le chapitre 8, « De l'autre côté de l'Holocauste – Des Allemands donnent leur voix aux sans-voix », nous présente des histoires individuelles, comme dans le chapitre 6, mais cette fois-ci les interviewés sont allemands. Permettez-moi de vous rapporter le récit de Liesel Appel, que Patterson nous livre sous le titre « Le bébé d'Hitler » (p. 210).

Liesel, née en 1941, était l'enfant tant attendu d'un couple d'Allemands désireux de faire honneur au Führer en lui « donnant » un petit Aryen de plus. Son père lui disait qu'elle devait sa vie à Adolf Hitler et qu'elle avait pour devoir de s'assurer que l'Allemagne reste un pays fort. « Mon père était mon héros ». Liesel ne savait rien des activités nazies de ses parents et c'est au cours du printemps 1951 qu'elle tomba de haut, un an après la mort de son père. Elle jouait à la marelle lorsqu'un jeune homme très bien habillé et parlant parfaitement l'allemand lui demanda : « Ma petite, où habites-tu ? ». Liesel sourit et lui montra sa maison du doigt. Lorsque l'étranger acquiesça d'un signe de tête, Liesel remarqua qu'il portait une petite casquette sur l'arrière de la tête. Il lui raconta qu'il avait habité dans la maison voisine et qu'un grand homme lui avait sauvé la vie au cours de Kristallnacht.

Devant l'air dubitatif de l'enfant, l'étranger lui expliqua qu'en novembre 1938 Hitler avait donné l'ordre de détruire tout ce qui appartenait aux Juifs. Il n'avait lui-même que 9 ans à l'époque ; on avait tué ses parents, on l'avait jeté par la fenêtre du deuxième étage et un voisin était venu le chercher pour le cacher. Il habitait désormais en Israël et était revenu pour remercier l'homme qui lui avait sauvé la vie. Liesel était fort étonnée d'entendre parler d'Israël, de Kristallnacht ou de gens se faisant tuer à côté de chez elle. Mais tout à coup, elle fut certaine d'une chose : c'était son père qui avait sauvé ce jeune homme ! Elle le prit par la main et le mena jusqu'à chez elle pour que sa mère le rencontre. Lorsque cette dernière l'aperçut, son visage se glaça et elle envoya sa fille dans sa chambre. Par la fenêtre, Liesel vit le jeune homme partir à toutes jambes, puis entendit sa mère monter l'escalier. Elle était rouge de colère : « Ne t'avise plus jamais de faire rentrer des gens comme ça chez nous !

- Des gens comme quoi ? » Liesel eut soudain le pressentiment que ses parents étaient pour quelque chose dans l'horrible histoire du jeune homme.

« Maman, qu'est-ce qu'on a fait pendant la guerre ? On n'a pas sauvé cet homme ? »

Sa mère l'attrapa par le bras et la secoua violemment.

« Ton père était un homme respectable ! Ses croyances étaient justes ! Pourquoi aurait-il sauvé un Juif ? »

Liesel n'avait jamais répondu à ses parents, elle était une petite fille bien élevée. Elle regarda sa mère dans les yeux et lui répondit :

« Vous êtes des assassins ! Ne pose plus jamais la main sur moi ! »

Elle poussa sa mère hors de la chambre et claqua la porte.

« Ce fut la fin de mon enfance, confie Liesel. Je ne l'ai plus jamais touchée, ni appelée maman. »

Patterson nous livre la suite de cette histoire, la vie de Liesel, devenue végétarienne, et je vous laisserai la découvrir par vous-même, en espérant que vous aurez bientôt l'occasion de lire *Eternal Treblinka*.

POUR CONCLURE...

Avant de rédiger le synopsis que vous venez de lire, j'ai traduit l'article que Charles Patterson a lui-même rédigé pour présenter son livre, *Animals, Slavery and the Holocaust*, et que vous pouvez consulter en anglais sur le site d'une association norvégienne pour les animaux⁷. Il sera prochainement disponible en français sous le titre, *Les animaux, l'esclavage et l'Holocauste*, sur le site des Cahiers*.

Notes :

1. Toutes les citations contenues dans cet article ont été traduites par Anne Renon.

2. Isaac Bashevis Singer, tiré de la nouvelle *The Letter Writer*.

3. J.M. Coetzee, *The Lives of Animals*, Profile Books, London, 2000 (cf. Cahiers antispécistes n°20)

4. Ouvrage romancé sur le travail des ouvriers d'abattoirs, publié en 1987, en anglais, aux éditions Urbana, University of Illinois Press.

5. Sue Coe, *Dead Meat*, New York : Four Walls Eight Windows, 1995.

6. *La Nuit de Cristal* : il s'agit de la nuit du 9 au 10 novembre 1938, au cours de laquelle une centaine de personnes furent tuées, une centaine de synagogues brûlées et 7 500 magasins pillés en Allemagne. Ce titre lui a été donné en référence aux vitrines et à la vaisselle brisées cette nuit-là.

7. <http://www.dyrevernalliansen.no/art...>

*. Après une longue hésitation, nous, La Rédaction, avons choisi de ne pas publier cet article, jugeant qu'il ne reflétait pas fidèlement l'ensemble des sujets abordés dans Eternal Treblinka, car il se focalisait essentiellement sur le rôle d'Henry Ford dans le mouvement antisémite et sur l'eugénisme. Comme vous avez pu le constater, je l'espère, à la lecture de ce synopsis, l'impression que donne la lecture d'Eternal Treblinka est bien différente : Patterson met à notre disposition un certain nombre de faits, d'éléments historiques, de citations, de témoignages, etc. sur des sujets bien plus divers que Henry Ford et l'eugénisme, pour nous laisser ensuite libres d'en tirer des conclusions. Voilà pourquoi nous avons préféré vous parler d'Eternal Treblinka de la façon la plus neutre possible en relisant ce résumé.

~~~~~

Extrait de « **Peakoil, le baril serait-il devenu le Maître du monde ?** - L'Allegro, il pensiero ed il moderato » – par Guy Demenge

« Au procès de Nuremberg, Baldur Von Schirach, ancien chef des jeunesses hitlériennes, déclara qu'à l'âge de dix-sept ans, il était devenu un antisémite convaincu après avoir lu *Le Juif éternel* : Vous ne pouvez pas imaginer l'influence qu'a eue ce livre sur la pensée de la jeunesse allemande, La jeune génération était éperdue d'admiration devant ce symbole du succès et de la prospérité que représentait Henry Ford, et s'il disait que les Juifs étaient coupables, eh bien naturellement on le croyait. »

Hitler, avec cette fascination qu'on les autocrates pour les immenses fortunes, considérait son aîné de 26 ans comme son père spirituel ou comme le Grand frère. Ford lui adressa son portrait que, pieusement, le futur Chancelier fit suspendre dans la salle précédant son bureau au Q.G. du parti nazi à Munich.

« En 1923, quand Hitler apprit du correspondant d'un célèbre quotidien américain, que son mentor souhaitait devenir le candidat républicain à la présidence, il déclara ceci : J'aimerais pouvoir lui envoyer quelques-unes de mes troupes de choc à Chicago et dans d'autres grandes villes américaines pour aider à son élection. Nous considérons Heinrich (sic) Ford comme le chef pour l'Amérique, de notre mouvement fasciste dont l'expansion sera irrésistible... »

Notez bien la mention de Chicago en lieu et place de Detroit ou Dearborn, les villes de l'automobile ; cela n'a rien d'un hasard. Ford lui-même, peut nous éclairer à ce sujet : « Dans *Ma vie et mon oeuvre* (Payot, 1926, p. 78), son autobiographie parue aux Etats-Unis en 1922, le big boss révélait que son idée de la chaîne de production était née d'une visite (vers 1880, donc à l'âge de 17 ans) des abattoirs de Chicago : Je crois que c'était la première chaîne jamais installée. L'idée (de l'implanter ailleurs) m'est venue en voyant au plafond les rails que les bouchers utilisent. » Ceci laisse supposer de la part du jeune-homme une prescience exceptionnelle, puisque à cette époque, aucun véhicule à moteur n'avait encore pris la route aux U.S.A. et que personne ne pouvait imaginer que cela puisse un jour se faire.

« Une publication de Swift & Company décrit au début des années 20 – à propos de l'immense complexe d'abattoirs de l'Union Stock Yard inauguré à Chicago en 1865 (et dans lequel Frederick W. Taylor, 1856-1915, aurait travaillé quelques années) – le principe de la division du travail en ces usines à massacres : Les animaux abattus, suspendus tête en bas à une chaîne mouvante, ou convoyeur, passent d'ouvrier en ouvrier, et chacun exécute une tâche particulière du processus. Comme les auteurs de cette publication voulaient s'assurer que les abattoirs de Chicago se verraient décerner l'honneur d'avoir inventé la chaîne d'assemblage (dans ce cas de désassemblage), ils ajoutèrent : Ce procédé s'est avéré si efficace qu'il a été adopté par nombre d'autres industries, comme par exemple les chaînes d'assemblage d'automobiles.

Avec nos ateliers modernes qui, de plus en plus, ressemblent à des cliniques, il nous est difficile d'imaginer ce qu'étaient au milieu du 19e siècle ces mouroirs géants alimentés par le flot continu des animaux provenant des Etats voisins de l'Union et se déversant 24 heures sur 24 de milliers de wagons.

L'historien James R Barret – l'auteur de *Work and Community in the Jungle*, Ed.

Chicago's Packinghouse Workers 1894 – écrit qu'au début du XXe siècle les abattoirs américains étaient « dominés par le spectacle, le bruit et l'odeur de la mort à une échelle monumentale ; Les sons émis par la machine à tuer et par les animaux mis à mort agressaient l'oreille en permanence. « Tous ces mugissements ne parvenaient pas à masquer le vacarme des engrenages, des carcasses qui s'entrechoquaient, des fendoirs et des haches qui tranchaient la chair et les os. »

Upton Sinclair, connu à vingt sept ans un tel succès avec son premier roman reprenant le titre : La Jungle (NY) Signet 1990, que plus tard un comité d'éminents intellectuels, mené par Albert Einstein, le proposa pour le Nobel de littérature. Dans les abattoirs, ce roman met en scène un jeune immigrant lituanien du nom de Rudkus, en voici quelques extraits :

«... Rudkus est intégré à une équipe d'immigrants lituaniens débarqués il y a peu. (...) Ils doivent se présenter aux Unions Stock Yards pour l'apprentissage. (...) Un compatriote les guide vers une galerie surélevée d'où ils dominent les parcs pleins « de plus de bétail qu'on aurait pu penser qu'il en existait au monde ». A ce spectacle, Rudkus a le souffle coupé. Quand un des membres du groupe demande ce qui va arriver à toutes ces bêtes, le guide répond : « D'ici ce soir elles seront toutes tuées et découpées et là, de l'autre côté du hall de conditionnement, les camions livreront les colis au train. »

« Alors que la troupe s'approche d'un haut bâtiment, les stagiaires découvrent des files de porcs que l'on force à grimper à la queue leu leu, le long d'une suite de rampes, vers l'étage le plus haut. Le guide explique que leur propre poids les fera redescendre à travers tout le processus en les métamorphosant peu à peu en quartiers, côtes, jambons ou saucisses. Une galerie surplombe la salle d'abattage, à chaque arrivée, la bête essoufflée est arrimée par une patte arrière, et vivement enlevée au moyen d'une grande roue dont les câbles viennent s'enclencher au rail du convoyeur. Surpris, le cochon couine de terreur. Immédiatement saisi, un trancheur l'égorge d'une lame maculée. Des flots de sang jaillissent. Plus loin, les bêtes hurlantes agitées de soubresauts spasmodiques sont plongées dans une cuve bouillonnante. Les grincements et claquements métalliques, les cris perçants de douleur et les grognements rauques s'ajoutent à ces couinements suraigus en un tintamarre indescriptible.

Parfois, une brève pause permet d'ouïr des cris et râles atténués par la distance. Ils proviennent de l'atelier suivant d'écorchage et de tranchage et laissent deviner que le martyre se prolonge. C'en était de trop pour les stagiaires. Les hommes s'entregardaient honteux en riant convulsivement. Les femmes, au bord de la nausée s'étouffaient de leurs propres sanglots... »

Un des passages des plus visuel de ce livre décrit la fabrication des saucisses dans un atelier à la puanteur abominable. « Les ingrédients comprennent : la viande avariée renvoyée à l'usine, celle tombée à terre dans l'eau croupie, dans laquelle traîne des balayures, de la sciure, des crachats, des clous rouillés provenant des caisses de déchets ; des « pétoules » laissés par les rats venus grignoter les carcasses, des croûtes de pain traitées à la mort-aux-rats, et même parfois le cadavre empoisonné d'un de ces rongeurs !

On raconte que lorsque le président Théodore Roosevelt lut ce passage, il jeta les saucisses de son petit déjeuner par une fenêtre de la Maison-Blanche. »

« Le guide nous fit voir que rien n'était perdu : les crânes et les sabots pour les engrais, les os pour la colle, le suif pour les bougies et le savon... tout devait rapporter. »

Et pour résumer la conclusion de Rudkus : Ce que les maîtres-bouchers des Yards tirent de la torture et du meurtre des animaux, c'est ce qu'ils extirpent de notre honte et de notre peine d'ouvrier, et enfin de la bourse des clients intoxiqués : l'or, du crime à la chaîne !

Nous imaginions, dans notre candeur, que la modernité aurait fait reculer la violence et aseptisé le processus. Il ne semble pas. La seule différence serait que les convoyeurs tournent plus vites et que les hommes abattent un volume de bêtes bien plus important.

En comptant les milliards de volailles immolées et dont le conditionnement est

très automatisé, l'on abat dans l'Union autant d'animaux en six jours, qu'en une année du temps de Sinclair, soit, tenez-vous bien : deux cents millions de bêtes par semaine !

Les opérations de base restent pratiquement les mêmes. Pour les bovins, « l'assommeur » a simplement troqué sa masse pour un perforateur pneumatique et plante dans le front des bêtes confiantes ses fiches d'acier, longue comme la main. Le « fendeur » ne lance plus son fendoir (une très lourde hache), mais débite les carcasses à la tronçonneuse. « Désosseurs » et « apprêteurs » utilisent encore les mêmes couteaux aux lames finement aiguës pour détacher les filets et préparer les morceaux. Ces couteaux et les crochets à viande restent les outils de base de cette industrie. Le récent film : Le marché de la faim, commenté par Jean Ziegler, nous montre d'évidence que l'efficacité technique prime tout et que la violence prodiguée continuellement aux animaux, et sans état d'âme, n'a en rien reculé.

Et quand est-il de la salubrité ? Le sociologue Gail Eisnitz, dans Slaughterhouse, nous livre des extraits d'un rapport d'inspection récent. Amherst (NY), Prometheus, 1997, p. 182.

« ... Un rat a jailli d'un container de l'atelier d'emballage et en trottant est passé sur le pied de l'inspectrice. Celle-ci a fait stopper la chaîne et ordonné l'inspection de toutes les poubelles et containers pour vérifier s'il n'y avait point d'autres rats ou leurs déjections mêlées à la viande. Appelé d'urgence, le vétérinaire en apprenant l'incident se contenta d'en rire, d'envoyer un coup de jet d'eau sur le sol, et surtout après un semblant d'inspection, de faire repartir au plus vite la chaîne. La chasse au rat tourna à la blague de potache, les ouvriers racontant à l'inspectrice que les rats pullulaient dans l'atelier de « refroidissement », courraient la nuit sur les carcasses et les rongeaient. »

Un second inspecteur rapporte : « ... Les bestioles sont au festin. L'atelier est envahi par les rongeurs, et les blattes, parfois longues de deux pouces, prolifèrent. Sur les tables d'éviscération peu ou pas entretenues, les quartiers de viande macèrent dans l'urine surie; le sol où grouille les asticots est de temps à autres désinfecté à l'eau de javel puis lavé à grands seaux, mais les puisards sont souvent colmatés et pendant le travail, il arrive que des éclaboussures de la mixture fétide viennent polluer les carcasses. »

« Ce processus dantesque de mort violente à la chaîne – nous dit C. Patterson – a introduit quelque chose de nouveau dans nos sociétés industrielles modernes : La banalisation du geste qui tue, et un niveau jamais encore atteint de désensibilisation. Pour la première fois, des machines furent utilisées pour accélérer ce rituel du meurtre de masse en reléguant les hommes au niveau de simples servants (ou rouages) contraints de se conformer au rythme et aux exigences imposées par la chaîne elle-même. Le XXe siècle nous l'a démontré, il ne restait plus qu'un pas à franchir du massacre industrialisé des abattoirs américains aux chaînes du meurtre collectif de l'Allemagne nazie. » Et comme l'a dit Theodor W. Adorno – philosophe d'origine juive ; prestigieux chef de file de l'école de Francfort et qui s'exila aux Etats-Unis au début des années 30 :

Auschwitz commence quand quelqu'un visite un abattoir et pense : ce ne sont que des animaux. Henri Ford, dont le volet fascisant et antisémite est volontairement oublié des historiens, en fut le passeur incontesté. Nous pensons vous en avoir donné une idée en ces quelques pages inspirées de l'ouvrage de Charles Patterson, déjà cité (pages 113 à 119) et que nous vous recommandons. Mais la réelle portée délétère de ces deux idéologies jumelles du taylorisme et du fordisme ne peut être totalement perçue si l'on méconnaît la façon dont elles furent accueillies un peu près partout avec un enthousiasme délirant. De plus, les horreurs qu'elles ont engendrées en tant de places n'ont qu'à peine refroidi cet enthousiasme.

Ces idéologies – adulées, directement par des personnes aussi différentes que Lénine (qui fut subjugué par l'idée que l'on peut rendre les ouvriers aussi dociles que des chevaux de labour... et qui laissera Trotski interdire les soviets à l'usine dès mars 1918), ou Kennedy, Milton Friedmann..., ou indirectement, chaque fois que le mot « productivité » est annoncé comme la panacée – ne cache-t-elle pas un monstrueux appétit de pouvoir et une secrète jouissance à ravalé symboliquement ou réellement





« Je me souviens d'une nuit d'avril 1964 à Genève. J'avais été à Cuba en 1958-1959. Je voulais y retourner pour y vivre. Les amis de la délégation cubaine à la première Conférence sur le commerce m'avaient fixé rendez-vous à l'hôtel Intercontinental. Nous y discutâmes jusqu'à l'aube. Le Che était là. Avec son ironie chaleureuse, toujours un peu déroutante, il me dit: « Mais toi, ici, tu es dans le cerveau du monstre ! Que veux-tu de plus ? Ton champ de bataille est ici... » Il me désignait la ville de Genève qui défigurée par la prolifération des banques, se réveillait sous nos yeux. »[...]

« Mais leur victoire la plus éclatante, les seigneurs de la banque helvétique la remporte au niveau de la lutte de classe idéologique: par leur appareil de propagande internationale hors pair, par leur corruption de larges secteurs de la classe politique autochtone, les seigneurs de la banque répandent l'idée d'une identité complète entre leur stratégie de pillage et de recel et les intérêts nationaux de l'État et du peuple suisses. »... « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme »... « L'argent est le sang des pauvres disait Léon Bloy. Jamais cette évidence n'a été plus vraie que lorsqu'on l'applique à un certain système bancaire qui, avec la plus-value tirée d'hommes affamés, accumule d'incroyables trésors dans les mausolées suisse de la finance internationale »... « La bourgeoisie française s'est démasquée à Vichy. »... « Faux anti-capitalistes, les xénophobes perturbent le programme de la classe dominante en ce qu'ils réclament une réduction trop forte de la main d'œuvre étrangère, qui aurait des conséquences catastrophiques pour l'économie du pays. Ils mettent enfin en lumière la contradiction entre l'internationalisme de la bourgeoisie et l'isolationnisme politique de vastes couches de la population. Ils ne s'agit pourtant là que de contradictions secondaires: les xénophobes servent objectivement les intérêts de l'oligarchie dans la mesure où ils approfondissent la division entre travailleurs nationaux et ouvriers immigrés. »... « Se puede matar el hombre\_Pero no mataran la forma\_En que se alegraba su alma\_Cuendo soñaba ser libre: Il peuvent tuer l'homme\_mais ils ne peuvent tuer la façon\_dont son âme se réjouit\_lorsqu'elle rêve d'être libre »  
**(Jean Ziegler « Une Suisse au dessus de tout soupçon »)**

p17 « Son arrogance l'aveugle. Depuis longtemps, l'occident ne se rend plus compte du rejet qu'il suscite. C'est qu'en matière de désarmement, de droit de l'homme, de non prolifération nucléaire, de justice sociale planétaire, il pratique en permanence le double langage. »[...]

p32 [d'après Maurice Halbwachs « Les cadres sociaux de la mémoire »] : « plus un événement est traumatisant pour une société, plus profondément celle-ci l'enfouit dans sa mémoire. La conscience collective doit alors lentement apprivoiser l'horreur vécue. Ce n'est qu'après une longue période de maturation que la communication deviendra possible, que l'horreur vécue se transformera en objet d'analyse. »[...]

p45 à 52 chasse à l'esclave

p52 « Mais le 20 Mai 1802, Bonaparte rétablit l'esclavage ... : « L'apport de ce sang là menaçait de communiquer au sang européen « la nuance qui s'était répandue en Espagne après l'invasion des Maures... » »[...][voir aussi Toussaint Louverture <http://bellaciao.org/fr/spip.php?article13683>  
<http://www.potomitan.info/articles/napoleon.php>]

« Nombre d'anciens révolutionnaires retournèrent leur veste » Billot-Varenne...Victor Hugues

p53 à 66 la conquête coloniale ( Faidherbe, Gallieni, Bugeaud Garnier Gérard, corps expéditionnaires

p56 « **Or sans racisme pas de conquête coloniale. Soumettre à son joug un être humain présuppose la négation de son humanité.En effet , si le maître (le conquérant) percevait comme son semblable et son égal celui ou celle qu'il réduit aux fers, il ne pourrait ni justifier ni même supporter mentalement son crime. C'est pourquoi colonialisme et maladie mentale ont partie liée.** Le curieux destin du capitaine Voulet illustre mon propos. »[...]

p64 Tasmanie George Arthur

p66 Rapt James Stephen en Australie puis Canada [voir aussi Michel Debré Creuse-Réunion...]

p76 « Les négriers de Bordeaux »

p114 « Zone d'exportation spéciales en Chine »[voir aussi Ciudad Juarez Mexique

<http://www.contretemps.eu/interventions/assassinats-ciudad-ju%C3%A1rez-ph%C3%A9nom%C3%A8ne-f%C3%A9minicides-nouvelles-formes-violences-contre-femm>  
<http://bellaciao.org/fr/spip.php?article145300...>]

p116 « Les oligarchies financières chinoise, indienne et occidentale sont concurrentes et solidaires au sein du même système d'oppression et d'exploitation des peuples. La souffrance des populations alimente la haine de l'occident. »

p122 « Schizophrénie » des droit-de-l'hommes

p123 sarkozy Darfour Tchad

p127 Beit Hanoun Palestine

p137 « Pourquoi cette cécité ? Pourquoi cette tranquille arrogance quand des centaines de millions d'hommes rejettent ce double langage et conteste à l'occident son hégémonie morale ?

P153 « Or l'indépendance du nouvel Etat [sécessionniste] avait été essentiellement l'oeuvre des services secrets français et la très grande majorité de la population du Biafra était hostile à la sécession [avec le Nigéria fédéral]...[leurre de la lutte interreligieuse...] René Faulques idem au Katanga (assassinat Lumumba). 35 officier de l'OAS responsables et payés par Elf.

P157 accords entre pétroliers et juntes militaires...

**Jean Ziegler** (La haine de l'occident).

#####

p13 Si l'on veut saisir, comprendre, apprécier Afrique 50, on doit impérativement le voir en ayant en permanence en tête l'état d'esprit moyen des français à cette époque. Le crâne bourré par trois quart de siècle de propagande (l'école, la presse, la littérature, le cinéma, les expositions, les exhibitions, etc. La grande majorité d'entre eux en sont encore à croire dur comme fer que la France a civilisé des contrées entières, que les "indigènes" sont éperdues de reconnaissance."

**Alain Ruscio** (Afrique 50 **René Vautier** "De sable et de sang").

#####

Le devenir : « La productivité est accrue grâce à l'exploitation effective d'acquis scientifiques et technologiques à faible coût respectueux de la santé et de l'environnement.

L'accès à l'éducation, à la formation professionnelle, aux soins de santé et à l'eau potable est garantie par un État reconsidéré, devenu bon gestionnaire, ... »

L'actuel: « la mondialisation commence par le lavage de cerveaux des élites politiques et intellectuelles » **Aminata Traoré** (le viol de l'imaginaire)

#####

« Sans céder à l'idéalisation, l'histoire et la culture africaine peuvent offrir des éléments d'enrichissement de nos démocraties. L'attachement à l'esprit de justice ou à la dignité, clé de voûte de la démocratie, les modalités traditionnelles de gestion des relations sociales; basées sur la vieille sagesse africaine du règlement pacifique des conflits... » cite Ki-Zerbo: « une démocratie de base...l'essentiel était de communiquer, de débattre devant tout le monde des problèmes communs... » « cette forme de démocratie représentative exprimée au premier échelon de la structure sociale et basée sur la recherche du consensus est une piste vers une forme de participation citoyenne. » p320, cite la **Charte du Mandé en 1235** (avant donc 1776,1789 et 1948)...(sous la direction d'**Adame Ba Konaré**, « Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy » )

#####

« Il est inconcevable que, sous l'effet des événements, les nations qui se prétendent les « plus vieilles démocraties » au monde, foulent au pieds les valeurs et les principes qu'elles se sont elles-même donnés comme référence. » **Drissa Diakité**, (Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy )

#####

« La philosophie est la réflexion qui est menée autour du sens de l'existence, comme le produit d'une pensée autonome et réflexive qui a pour objet une compréhension globale du monde et de l'homme »... « cite Nietzsche dans « généalogie de la morale » qui démonte l'impérialisme intellectuel, les théories évolutionnistes en vigueur, évolution de l'esprit humain orienté vers le progrès technique, la « conscience » et la « raison » » cite Biedinger: « La philosophie n'est pas l'activité intellectuelle d'une catégorie déterminée de savant spécialistes...Elle est contenue dans

le langage lui même...dans le religion populaire et donc aussi dans tout le système de croyances, superstition, opinions... dans ce qu'on appelle généralement folklore » « Tout raisonnement , même celui qui dénigre la croyance et lui reproche d'être trop arbitraire, s'appuie en vérité sur une autre croyance: celle d'atteindre la Vérité. »... « La croyance est inhérente à l'humain »... « même sans être intégrées à des raisonnements rigoureux, les croyances (dans le consensus politique ou la palabre par exemple) peuvent être efficaces, dans le mesure où chacun y trouve du sens. Ainsi, il n'est pas nécessaire d'ériger ces valeurs en véritable lois, ni de les intégrer à un système judiciaire, pour que leur efficacité puisse apparaître et perdurer » cite Mauss: « justifie l'importance cognitive de ces représentations collectives que sont les mythes, en démontrant combien les divisions traditionnelles des sciences humaines françaises (qui rattachent « la langue à l'intellect, le mythe et l'art à la fantaisie, le droit et les mœurs à la volonté ») conduisent à scléroser la pensée: « Cette répartition tranchée et arbitraire aboutit à éliminer de la religion primitive la moralité, le vouloir, le sens de la force de production (alors que, justement l'idée de causation et de création y domine) » »

(**S. Fagbohoun** «Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine »).

« La pensée occidentale dissocie la modernité en séparant ses aspects techniques et matériels, les plus visibles, et les fondement philosophiques, à savoir la conception du monde et l'action sur le monde » ( «Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine »).

« interrogation sur l'apprentissage des connaissances dans le monde d'aujourd'hui, disséminé et le risque d'apprendre seul la rend fragile, incomplète, mensongère parfois, mal construite toujours, elle perd sa force de vérité et sa qualification. Elle n'est plus connaissance mais rumeur du monde; elle n'est plus de l'ordre du savoir; il faut des décennies parfois tâtonnantes, que seule une collectivité soudée peut rendre valide à la fin. »

(**Catherine Clément** «Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine »)

~~~~~

« devoir et responsabilité sont deux exigences de civilisation. L'irresponsabilité est barbarie, absence de devoir. La civilisation est expression du devoir »... cite **Cheik Anta Diop Théophile Obenga**, (L'Afrique répond à Sarkozy)

« Le faire importe plus que le dire; et l'être importe plus que le faire » **E.H. Ibrahima Sall** (L'Afrique répond à Sarkozy)

« Seule une symbiose équilibrée des valeurs de nos civilisations est capable d'imposer entre les hommes, l'égalité et le respect mutuel » « Le processus de socialisation est la véritable vocation de l'humanité » « Ce sera grâce à la mobilisation de la société civile, à notre capacité d'indignation devant le mal, devant l'injustice, que l'Afrique changera » **Makhily Gassama**, (L'Afrique répond à Sarkozy)

« jusqu'au jour où s'instaurera sur cette terre une nouvelle citoyenneté faite de connaissances approfondies, partagées, de respect mutuel, de solidarité entre les peuples. Ce sera peut être quand l'exploitation de l'homme par l'homme disparaîtra, quand les préjugés seront déstructurés » **Babacar Diop Buuba** , (L'Afrique répond à Sarkozy)

~~~~~

### - Frantz Fanon

p171 "En 1884, les nations occidentales réunies à Berlin décidaient de se partager le continent africain et fondaient légalement le régime colonial."

p6 "[Le racisme] entre dans un ensemble caractérisé, celui de l'exploitation d'un groupe d'homme par un autre" [...]

"[Fanon était] viscéralement proches de ses malades en qui il voit avant tout les victimes du système qu'il combat." [...]

p7"Il dénonce l'hypocrisie de ceux qui ne voient dans le colonialisme et ses suites

-guerres,tortures- qu'une excroissance monstrueuse qu'il suffit de circonscrire et de réprouver,

*alors qu'il s'agit d'un ensemble parfaitement logique, parfaitement cohérent qui rend irrémédiablement complice tous ceux qui vivent en son sein."*[...]

*p24 "A quoi sert la belle situation quand elle n'aboutit pas à un milieu familial ou parental, quand elle ne permet pas l'épanouissement du "milieu"?"*

*« La science psychanalytique tient l'expatriement pour un phénomène morbide. Ce en quoi elle a parfaitement raison."*

*p27 "Un noir ouvrier sera du côté du mulâtre ouvrier contre le noir bourgeois. On a ici la preuve que les histoires raciales ne sont qu'une superstructure, qu'un manteau, qu'une sourde émanation idéologique dévêtant une réalité économique."*[...]

*p41 "En réalité, les nations qui entreprennent une guerre coloniale ne se préoccupent pas de confronter des cultures. La guerre est une gigantesque affaire commerciale et toute perspective doit être ramenée à cette donnée. L'asservissement , au sens le plus rigoureux, de la population autochtone est la première nécessité. Pour cela il faut briser ses systèmes de référence."*[...]

*p46 "L'habitude de considérer le racisme comme une disposition de l'esprit, comme une tare psychologique doit être abandonnée."*[...]*"L'opresseur, par le caractère global et effrayant de son autorité, en arrive à imposer à l'autochtone de nouvelles façons de voir, singulièrement un jugement péjoratif à l'égard de ses formes originales d'exister. Cet événement désigné communément aliénation est naturellement très important. On le trouve dans les textes officiels sous le nom d'assimilation."*[...]

*p48 "La réalité est qu'un pays colonial est un pays raciste"*[...]

*"Il n'est pas possible d'asservir des hommes sans logiquement les inférioriser de part en part. Et le racisme n'est que l'explication émotionnelle, affective, quelquefois intellectuelle de cette infériorisation"*[...]

*p49 "En fait le racisme obéit à une logique sans faille. Un pays qui vit, tire sa substance de l'exploitation de peuples différents, infériorise ces peuples. Le racisme appliqué à ces peuples est normal. Le racisme n'est donc pas une constante de l'esprit humain. Il est, nous l'avons vu, une disposition inscrite dans un système déterminé."*

[...]

*p61 "La fonction d'une structure sociale est de mettre en place des institutions traversées par le souci de l'homme [sa dignité]. Une société qui accule ses membres à des solutions de désespoir est une société non viable, une société à remplacer. Le devoir du citoyen est de le dire. Aucune morale professionnelle, aucune solidarité de classe, aucun désir de laver le linge en famille ne prévalent ici. Nulle mystification pseudo-nationale ne trouve grâce devant l'exigence de la pensée.(lettre au ministre)"*

*p73 "La torture en Algérie n'est pas un accident, ou une erreur ou une faute. Le colonialisme ne se comprend pas sans la possibilité de torturer, de violer ou de massacrer."*

*p91"problème de la mystification engendrée par des dizaines d'années d'enseignement mensonger et de falsification historique systématisée."*[...]

*p100 "[Sucre dans les Caraïbes] L'abolition de l'esclavage a laissé le nouvel affranchi aussi dépendant et à la merci du sucre roi qu'il l'avait été comme esclave (Eric Williams) »*

*p122 "La véritable libération n'est pas cette pseudo indépendance où les ministres à responsabilité voisinent avec une économie dominée par le pacte colonial."*[...]*"Le peuple colonialiste ne sera guéri de son racisme et de son inhumanité spirituelle que si , réellement, il accepte de considérer l'ancienne possession comme une nation absolument indépendante."*[...]*"la volonté de libération du peuple algérien conteste à n'en pas douter la fiction de l'Algérie française. Mais c'est aussi un certain type de comportement, un style de contact intellectuel qui se trouve condamné de part en part. Le combat du peuple algérien est une critique radicale du pseudo droit de propriété: "notre Afrique noire, notre Algérie...Et en même temps une mise en demeure du peuple français à se critiquer, à se débarrasser de la mentalité colonialiste, antidémocratique et raciste, bref à vivre et à dépasser des contradictions historiquement élaborées."*[...]

*p129 "Le développement dialectique de ce combat devait provoquer en retour un bouleversement idéologique en France et faire éclater l'évidence que l'effort [militaire] français allait à l'encontre de l'histoire, de la morale, de l'humain."*[...]

p130 "Ces trois ordres de facteurs cernent la réalité nationale française et induisent , suscitent et démasquent les contradictions constitutives d'un pays colonialiste et raciste à exigences doctrinales paradoxalement démocratiques." [...]

p139 "Par la suite, au moment de se retirer de ce territoire, les colonialistes furent mis dans l'obligation de jeter leur masques. Dans les négociations sur l'indépendance, il était d'abord question des intérêts économiques: banques, zone monétaire, permis de recherches, concessions d'exploitation, inviolabilité des propriétés volées aux paysans lors de la conquête, etc[zones essais nucléaire]. D'œuvre civilisatrice, évangélique ou culturelle, il ne fut plus question. L'heure était aux choses sérieuses et non aux balivernes. De telles attitudes devaient éclairer la conscience des hommes en lutte dans d'autres régions du monde." [...]  
"L'acceptation d'une souveraineté nominale et le refus absolu d'une indépendance réelle, telle est la réaction type des nations colonialistes à l'égard de leurs anciennes colonies. Le néocolonialisme est imprégné par quelques idées qui, à la fois , font sa force en préparant sa nécessaire décadence." [...]

"Le néocolonialisme va mettre à profit cette indétermination. Armé d'une bienveillance révolutionnaire, et spectaculaire, il va tout reconnaître à l'ancienne colonie. Mais ce faisant, il lui arrache une dépendance économique qui devient programme d'aide et d'assistance."  
[...]

p163 "Il ne fut pas rare de constater une certaine nuance hostile voire haineuse de l'ouvrier colonialiste à l'égard du colonisé. C'est que le recul de l'impérialisme et la reconversion des structures sous-développées spécifique de l'État colonial s'accompagnent dans l'immédiat de crises économiques que les ouvriers du pays colonialiste sont les premiers à ressentir. Les capitalistes métropolitains se laissent arracher des avantages sociaux et des augmentations de salaire par leur ouvriers dans l'exacte mesure où l'État colonialiste leur permet d'exploiter et de razzier les territoires occupés [Cf Sezin Topsis "Une autre histoire des trente glorieuses"] [...]

p180 " Il est vrai que cet aveuglement n'est pas le résultat d'une erreur d'appréciation. La France et son gouvernement sont encore dominés par des intérêts colonialistes." [...]

p185 cite De Gaulle: "Nous blancs et civilisés, nous nous devons de trouver un terrain d'entente." [...] cite Césaire: « **Ce que le bourgeois humaniste du 20e siècle ne pardonne pas à Hitler, ce n'est pas le crime en soi, le crime contre l'homme blanc, c'est d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les arabes d'Algérie, les coolies de l'Inde et les nègres d'Afrique** ". [...]

p186 "Bien sûr, chaque année 300 tonnes d'or quittaient le territoire guyanais pour renflouer les caves de la Banque de France." [...]

p208 "Il est clair toutefois que cette explication psychologique, qui fait appel à un hypothétique besoin de défoulement de l'agressivité ne nous satisfait pas. Il nous faut encore une fois revenir aux schémas marxistes. Les bourgeoisies triomphantes sont les plus impétueuses, les plus entreprenantes, les plus annexionnistes qui soient (Ce n'est pas pour rien que la bourgeoisie française de 1789 mit l'Europe à feu et à sang)." [...]

p216 " Il n'est pas vrai de dire que l'ONU échoue parce que les causes sont difficiles. En réalité, l'ONU est la carte juridique qu'utilisent les intérêts impérialistes quand la carte de la force brute échoue."

[...] p217 "Le tort de Lumumba a été alors dans un premier temps de croire en l'impartialité amicale de l'ONU. Il oubliait singulièrement que l'ONU, dans l'état actuel, n'est qu'une assemblée de réserve, mise sur pied par les grands, pour continuer entre deux conflits armés la "lutte pacifique" pour le partage du monde."

(Frantz Fanon "Pour la révolution africaine")

~~~~~

« Une civilisation qui s'avère incapable de résoudre les problèmes que suscite son fonctionnement est une civilisation décadente. Une civilisation qui choisit de fermer les yeux à ses problèmes les plus cruciaux est une civilisation atteinte. Une civilisation qui ruse avec ses principes est une civilisation moribonde »

p73 « Et puisque vous parlez d'usines et d'industries, ne voyez vous pas, hystérique, en plein cœur de nos forêts ou de nos brousses, crachant ses escarbilles, la formidable usine, mais à l'arbres, la prodigieuse mécanisation, mais de l'homme, le gigantesque viol de ce que notre

humanité de spoliés a su encore préserver d'intime, d'intact, de non souillé, la machine, oui, jamais vue, la machine, mais à écraser, à broyer, à abrutir les peuples ? En sorte que le danger est immense... »

(Aimé Césaire « Discours sur le colonialisme »)

~~~~~

*p9 « Le grand obstacle à notre mouvement vient des « réalistes » qui vénèrent plus l'ordre que la justice et qui préfère une paix négative, caractérisée par l'absence de tension, à une paix positive, caractérisé par la mise au jour des conflits. Encore faut-il bien préciser que nous , qui produisons les actions directes, ne sommes pas ceux qui produisons les tensions. Nous nous contentons de les dévoiler. Nous les faisons apparaître au grand jour pour qu'on puisse les reconnaître et les traiter » **M.Luther King***

~~~~~

« Devant cette situation, nous- les peuples indigènes et les habitants humbles et honnêtes de cette planète- nous croyons qu'est arrivé le temps de stopper pour renouer avec nos racines, avec le respect du à la mère terre, avec la Pachamama comme nous l'appelons dans les Andes.

Aujourd'hui, les peuples indigènes de l'Amérique latine et du monde nous sommes en train d'être convoqués par l'histoire pour devenir l'avant-garde de la défense de la nature et de la vie.

Je suis convaincu que la déclaration des nations Unies sur les droits des peuples indigènes, approuvée récemment après tant d'années de lutte, doit passer du papier à la réalité pour que nos savoirs et notre participation nous aident à construire un nouvel avenir d'espérance pour tous.

On ne saurait se passer des peuples indigènes pour que s'opère le virage de l'humanité pour la préservation de la nature, des ressources naturelles que nous utilisons d'une manière ancestrale. Nous avons besoin d'un coup fort de gouvernail, fondamental et à un niveau mondial pour arrêter d'être les condamnés de la terre. Les pays du Nord doivent réduire leurs émissions de carbone entre 60 et 80 % si nous voulons éviter que la température croisse de plus de 2 grades prévus que le réchauffement global atteigne des proportions catastrophiques pour la vie et la nature.

Nous devons créer une Organisation mondiale du milieu ambiant avec un pouvoir inaliénable, et discipliner l'organisation mondiale du Commerce nous engageant sur la voie de la barbarie. Il n'est pas possible de parler de croissance de produit Brut national sans prise en compte de la destruction et l'épuisement des ressources naturelles,

Nous devons adopter un indicateur qui permette la prise en compte, d'une manière combiné, de l'indice du Développement humain et de l'empreinte écologique pour mesurer notre situation médio-environnemental. Il faut que soient appliquées de forts impôts sur la super concentration de la richesse et que soient adoptés des mécanismes effectifs de redistribution équitables. Il n'est pas possible que trois familles aient les revenus supérieurs au PIB réunis de 48 pays les plus pauvres. Nous ne pouvons parler d'équité et de justice social tout en perpétuant cette situation.

les États Unis et l'Europe consomment, en moyenne, 8,4 fois plus que la moyenne mondiale. Pour eux il est nécessaire de baisser le niveau de consommation et de reconnaître que tous nous sommes les hôtes d'une même terre, de la même Pacamama.

je sais que ce n'est pas facile d'opérer un changement quand une partie extrêmement puissante est invitée à renoncer à ses extraordinaires profits pour que survive la planète Terre. Dans mon propre pays, je souffre avec le front haut, ce sabotage permanent pour que soient maintenus leurs privilèges parce que nous sommes en train d'en finir avec les privilèges pour que tous nous puissions « vivre bien » et non mieux que nos semblables.

Je sais que le changement dans le monde est beaucoup plus difficile que dans mon pays, mais j'ai une absolue confiance dans l'être humain, dans sa capacité de raisonner, d'apprendre de ses erreurs, de récupérer ses racines et de changer pour forger un monde juste, divers, intégrant, équilibré et harmonieux avec la nature. »

Evo Morales Ayma Presidente de la República de Bolivia

~~~~~

« (...) *Moi aussi je peux réclamer mon dû, moi aussi je peux réclamer des intérêts. Les archives des Indes font état, avec force papiers, force reçus et signatures, de ce que, entre les seules années 1503 et 1660, sont arrivés à Santa Lucar de Barrameda (Espagne) 185 mille kilos d'or et 16 millions de kilos d'argent, en provenance de l'Amérique. Pillage ? Cela ne viendrait pas à l'idée ! Ce serait penser que nos frères chrétiens ne respectent pas leur septième commandement...*

*Non ! Ces 185 mille kilos d'or et ces 16 millions de kilos d'argent doivent être considérés comme le premier d'entre les divers prêts à l'amiable consentis par l'Amérique en faveur du développement de l'Europe. (...)*

*Voilà pourquoi, passé ce cinquième centenaire du « Prêt », nous sommes en droit de nous poser des questions : nos frères européens ont-ils fait une utilisation rationnelle ou tout au moins productive, des ressources généreusement avancées par le «Fond Indo-américain International» ?*

*Nous sommes au regret de répondre non. (...) Du point de vue financier, au bout d'un moratoire de 500 ans, ils se sont montrés tout aussi incapables de régler capital et intérêts que de se passer des rentes monétaires, des matières premières et de l'énergie bon marché en provenance des pays du Tiers-Monde.*

*(...) Nous nous limiterons à exiger la restitution des métaux précieux avancés, plus un modique intérêt fixe de 10 % par an, intérêt composé sur les 300 dernières années. Sur cette base, et en application de la formule européenne de l'intérêt composé, nous informons nos découvreurs qu'ils nous doivent, au titre du premier paiement de leur dette, une quantité de 185 mille kilos d'or et de 16 millions de kilos d'argent, chacune élevée à la puissance 300.*

*C'est-à-dire à un nombre qui, s'il fallait l'exprimer, ferait appel à plus de trois cent chiffres et dont le poids dépasserait largement celui de la Terre. »*

**Carta a la Iglesias**, mai 2000, Salvador (Extraits : Lettre d'un chef indien aztèque aux gouvernements européens au sujet des dettes européennes vis-à-vis de l'Amérique des Indiens)

~~~~~

- **Eduardo Galeano**

« Le développement est un voyage qui compte plus de naufragés que de navigateurs »...« Il faudra qu'elle commence par renverser ses maîtres, pays par pays. Des temps s'ouvrent, de rébellion et de changement. Certains croient que le destin repose sur les genoux des dieux, mais la vérité est qu'il travaille, comme un déficit brûlant, dans les consciences des hommes. »... « On écrit pour essayer de répondre aux questions qui vous bourdonnent dans la tête, mouches tenaces qui vous empêchent de dormir, et ce que l'on écrit peut prendre un sens collectif lorsqu'il coïncide d'une certaine manière avec le besoin social de la réponse. »... « On nous ment sur le passé comme on nous ment sur le présent: on nous masque la réalité. »

(**Eduardo Galeano** « Les veines ouvertes de l'Amérique latine »)

« Pour que l'histoire ne se répète pas, il faut sans cesse la remémorer: l'impunité qui récompense le délit encourage le délinquant. Et lorsque le délinquant c'est l'État, qui viole, vole, torture et tue sans rendre de compte à personne, alors il donne lui même le feu vert à la société entière pour violer, voler, torturer et tuer. Et la démocratie en paie, à longue ou courte échéance, les conséquences.

L'impunité du pouvoir, fille de la mal-mémoire, est une des maîtresses de l'école du crime. Et le nombre d'élève augmente chaque jour.

Lorsqu'elle est vraiment vivante, la mémoire ne contemple pas l'histoire, mais elle incite à la faire. Davantage que dans les musées où la malheureuse s'ennuie, la mémoire est dans l'air que nous respirons. Et dans l'air elle nous respire. Elle est contradictoire, comme nous. Elle n'est jamais au repos. Elle change, avec nous. » (Eduardo Galeano « Mémoires et mal-mémoire »)

~~~~~

p27« L'Autre Campagne inauguré en Janvier 2006 est le résultat de la 6ème déclaration Lacandone (rédigé par l'EZLN), il s'agit d'un retour sur la tactique zapatiste, de son origine à cette date. Le bilan qui est fait aboutit à la conclusion que **le changement social doit se faire collectivement et à travers l'union, par le dialogue, de toutes les formes de résistance au capitalisme et qu'il ne faut plus attendre de transformations substantielles de la part des systèmes politiques de représentation.** [...] « qui établissait en termes simples les termes du déploiement d'une lutte anticapitaliste « d'en bas et à gauche ». Ce positionnement déclenche une réflexion critique sur les relations entre savoir, pouvoir et sujet. »[...]

p29 « L'Autre Campagne peut en ce sens être vue comme la mise en scène d'actes de défi et de dignité. Souligner leur existence est important face à la présence servile des médias qui forgent les manières de voir les dominés et occultent leurs expériences et leurs histoires. »

p30 Sous-Commandant Marcos : « Il n'est pas possible d'avancer d'avantage dans la construction de l'autonomie des peuples indigènes si on ne transforme pas radicalement le système. Non seulement c'est impossible, mais le temps nous est compté. Si nous laissons faire, que les choses restent en haut, comme nous le voyons, et **si nous restons désunis**, nous serons tous détruits, individuellement et collectivement. »

p38 « Les principes sous tendant l'idée d'autonomie des zapatistes, basés sur la possibilité de redéfinir les actes de gouvernement à partir du sens de la responsabilité éthique du « **commander en obéissant** », constituait une critique en acte de l'idée d'autonomie libérale posant l'existence de sociétés se gouvernant elles-mêmes. »

p44 « L'Autre Campagne rompait avec le pouvoir des dénominations verticales imposées par la violence symbolique qui faisait de l'autre un sujet politique subalterne. »

p54 « Selon l'analyse des zapatistes, **la classe politique à la tête des État-Nations, désormais sous la coupe des élites du pouvoir mondiale, n'a désormais plus de marge de manœuvre, dès lors le jeu électoral des systèmes politiques perd de son sens. De ce point de vue, la construction du changement social devrait donc venir d'en bas, à partir des besoins et problèmes immédiats des gens.** »

p55 « L'autre façon de faire de la politique commençait donc avec l'interpellation directe, d'où l'importance de l'écoute. La première étape de l'Autre Campagne **consiste à écouter**, subvertissant ainsi la forme de la politique traditionnelle, celle de la parole verticale, celle de la voix qui sait. L'écoute permet de lier des expériences de résistance et de réactiver des mémoires de luttes de tous les groupes subalternes, **de sentir que leur paroles avait une valeur. Pouvoir parler depuis en bas, telle était la forme concrète que revêtait l'inversion pratique de l'hégémonie.** »... (Néozapatisme, collectif (Antonio Fuentes Diaz)

~~~~~

- Jacques Nyiteij

Le monde que vous défendez, Monsieur Rocard, n'est plus en crise, Il est moribond. Que nous proposez vous de ses enjeux actuels? Le progrès ? La croissance ? La production matérielle et la consommation de masse? L'Occident en profitera mais que nous restera-t-il ? Les cancers de Mururoa et des guerres claniques pour que des multinationales se partagent le nickel de Goro ou l'exploitation halieutique, à l'image de Total en Birmanie ou au Gabon? » ... « Abandonnez cette

suffisance verbale qui rappelle aux Kanaks les discours des gouvernements coloniaux... Ne pensez plus pour nous. Laissez nous venir à notre façon dans l'histoire du monde. Avec notre propre conscience de la terre, notre conception de la vie et du bonheur, de la place de l'homme parmi ses frères et du mode de satisfaction de ses véritables besoins. Laissez nous poser notre pierre personnelle à l'édifice d'un pays multiracial » Jacques Nyiteij (mai 2008)

*« La procédure démocratique ce n'est pas simplement 51% des gens d'accord, c'est quasiment 100%. On discute jusqu'à ce que l'ensemble de la société accepte de faire des concessions »
« Ce principe du consensus exprime le souci de préserver la cohésion d'un groupe dans le respect des différences. Il est l'exercice et l'éloge de la fragilité des liens à conserver pour faire société. » Jean Marie Tjibaou*

- Goulag

(wikipedia)

[...]

L'évolution du Goulag a suivi l'histoire du pays. Les premiers « camp de concentration » (terme venu des camps d'internement anglais lors de la guerre des Boers en Afrique du Sud) sont créés par les deux camps en lutte aux cours de la guerre civile russe, bolcheviques et blancs. Les camps mis en place par les bolcheviks étaient situés à l'extérieur des villes et destinés à accueillir les « éléments peu sûrs » (aristocrates, marchands, etc.) pour un régime menacé par la guerre civile. Les protagonistes du conflit reprenaient ainsi à leur compte le système carcéral des camps de travail, les katorgas, qui existaient déjà dans l'Empire russe. L'Empire russe utilisait en effet depuis le XVIIe siècle des brigades de travail forcé en Sibérie. Les objectifs assignés aux camps de travail n'avaient pas changé depuis l'époque impériale : éloigner les opposants politiques, et sous Staline, les marginaux, peupler de façon autoritaire les régions vides, exploiter les ressources de l'immense Russie et terroriser la population. Staline ajouta aussi la fonction de rééducation : le travail forcé devait transformer le monde ancien et forger un « Homme nouveau ».

[...]

"Les deux systèmes ont cherché à déshumaniser les victimes par et dans un langage visant à rendre leur déportation et/ou destruction « acceptable » ; l'humiliation des victimes était ainsi triple : par les crimes fictifs dont elles étaient accusées, par les épithètes dont elles étaient affublées, puis par le silence entourant les conditions de leur déportation ou de leur mort, relayé par tous ceux qui niaient l'existence de tels traitements. Cependant, le Goulag se démarquait des camps nazis sur plusieurs points : d'abord, le système concentrationnaire soviétique a duré beaucoup plus longtemps que le système nazi et a comporté plus de 600 camps alors que le système allemand n'a pas dépassé 50 ; ensuite, les prisonniers soviétiques survivants pouvaient être libérés à l'issue de leur peine (même si celle-ci était prolongée) et étaient alors assignés à résidence dans la région par les autorités, dans le but de peupler des régions lointaines ou de climat difficile, où les non-prisonniers rechignaient à s'installer[23]."...Grâce à l'ouverture des archives soviétiques, des données fiables existent pour les quatorze années du 1er janvier 1934 au 31 décembre 1947 : elles montrent que, dans l'ensemble des camps du Goulag, 963 866 prisonniers sont morts, soit environ 69 000 par an ; comme la mortalité était d'un peu plus de 10 % des déportés, cela permet d'évaluer leur nombre total durant ces 14 ans à environ dix millions (5 % de la population)[...]...

Il s'agissait d'une abondante main-d'œuvre servile pour les gigantesques chantiers de l'URSS et d'un moyen de peupler des régions lointaines au climat difficile, tout en les russifiant (puisque la seule langue commune entre déportés et autochtones est le russe). Le renouvellement considérable de la population des camps rend très difficile un bilan définitif. Nicolas Werth estime la mortalité dans les camps de concentration soviétiques dans l'avant-guerre entre 3 et 7 % et dans l'après-guerre entre 0,4 et 1,2 %. Abordant la question du parallèle entre les camps de concentration soviétiques et nazis (qu'ils soient d'extermination de races ou de travail à destination des politiques), il écrit : « point important à préciser : en aucun lieu, ni à aucun moment, la mortalité des camps de travail soviétiques n'a atteint celle que l'on a pu observer dans les camps de concentration nazis durant la guerre, et qui était de l'ordre de 50 à 60 % ».[...]

Nazisme et bouc émissaire

Par Julien, pour "Nos Libertés", le 2 mai 2011.

La fonction du bouc émissaire est essentielle dans une société qui veut asseoir son pouvoir, son autorité sur les autres et faire accepter l'inacceptable. Le nazisme n'a pu exister et perdurer pendant douze ans que parce qu'il s'appuyait sur le principe du bouc émissaire. Le bouc émissaire a comme fonction de souder le groupe contre un ennemi commun. Cet ennemi commun peut être l'étranger, le Juif, le Musulman, le voleur, le pauvre, le Roms, le gros, le fumeur, le buveur. On retrouve cette thématique du bouc émissaire dans les séries policières, diffusées à longueur de journée sur le petit écran. Le bouc émissaire représente à l'écran le méchant, celui que les policiers (américains, ou français) traquent en permanence: drogués, déviant sexuel, pédophile, alcoolique, voleur de voitures, vendeur de marijuana. Et le rôle de l'État (la police) c'est de nous protéger des méchants, comme dans les feuilletons télévisés. Le rôle de la série policière est donc de maintenir intacte cette croyance chez les téléspectateurs. En échange de cette protection policière étatique: le citoyen accepte que l'État lui prenne son argent, sa liberté, son épargne, sa santé, sa nourriture, ses enfants. En réalité, le bouc émissaire n'est jamais celui qui opprime, exploite, tue, rackette les autres. Le bouc émissaire permet au pouvoir en place de détourner le doigt accusateur qui se dirige vers lui, vers un faux responsable. Lorsque Michelin licencie 8 000 personnes, lorsque Peugeot délocalise à l'étranger, lorsque les salariés de France Télécom se suicident, lorsque le Mediator tue plus de 2 000 personnes, lorsque la médecine tue plus de 100 000 personnes par an, lorsque le nucléaire cancérise des millions de personnes, lorsque les sociétés du CAC 40 cachent leurs fabuleux bénéfices dans des paradis fiscaux, ces « sociétés » ont toutes un besoin urgent d'un bouc émissaire, qui détournera le doigt accusateur pointé vers elles. Et ce bouc émissaire, bien souvent inoffensif, pourra être n'importe quelle cible, telle que les Juifs, les fumeurs, les gros, les paresseux, les sdf, les rmistes, les Musulmans, les alcooliques, les clients de prostitués, les pauvres, les conducteurs de 4x4, les amateurs de corrida, les acheteurs de fourrures. Ce ne sera à aucun moment l'État et ses partenaires économiques et financiers, puisque la propagande est là pour maintenir l'illusion d'un État vertueux et angélique, qui s'occupe du bien public, de la santé pour tous et de la prospérité de chacun.

Le nazisme n'a rien à voir avec la France (et l'Europe) de 2011, car les formes du pouvoir, les avancées technologiques, la centralisation des médias, l'internationalisation des industriels sont très différentes. En 1933, Hitler a pu s'appuyer sur le nouveau média de masse, la radio, pour faire sa propagande immonde auprès des masses. Aujourd'hui, la télévision permet de faire bien mieux et surtout de manière plus subtile, plus trompeuse pour l'intelligence. Hier, Adolf Hitler parlait seul dans un micro. En 2011, des spécialistes, des experts sont invités à débattre démocratiquement d'un sujet: le tabac, le sida, le réchauffement climatique, le cancer, l'islam, la mondialisation. Malheureusement, il manque un sous-titre essentiel aux émissions de télévision: elles sont orientées, elles ne présentent pas tous les points de vue d'un sujet. Par exemple, sur le sujet du cancer le principal point de vue autorisé est la chimiothérapie. Or une chimiothérapie correspond à des doses de plus de 10 000 mSv, soit l'équivalent de près de 3 minutes d'exposition à proximité de la centrale nucléaire de Tchernobyl, lors de son explosion... La majorité des autres thérapies contre le cancer sont soit absentes de la propagande, soit très critiquées. Hier, Adolf Hitler n'avait pas de caméra de vidéo surveillance afin de mettre sous contrôle l'ensemble des citoyens. Il fallait des agents de la Gestapo qui rapportaient ce qu'ils avaient vu dans la rue: un Juif sans étoile, un Juif dans le tramway, un Aryen discutant avec un juif. Hier, Adolf Hitler avait besoin de camps de concentration pour fournir une main-d'oeuvre gratuite à IG Farben et au reste de l'industrie de guerre. Aujourd'hui, les esclaves sont chinois ou indiens, loin des regards occidentaux. Hier, Adolf Hitler n'avait pas de radars automatiques, ni de système informatique complexe, ni de programme Échelon, ni de puces RFID. Notre époque est donc totalement différente du nazisme de 1933-1945 dans sa forme, mais pas dans ses objectifs: fabriquer des boucs émissaires pour que les cartels industriels et bancaires puissent continuer à tuer, monopoliser, coloniser, exploiter, esclavager, délocaliser, polluer, cancériser. Aujourd'hui, plus besoin d'un Adolf hurlant dans un micro pour accepter l'inacceptable: prison pour alcool au volant, retrait de permis, permis à point, gilet jaune, exclusion des fumeurs, exclusion des sdf,

exclusion des pauvres, exclusion des gros, chute du pouvoir d'achat, dettes étatiques colossales, détournements de fonds publics, destruction des artisans, etc. La propagande démocratique de la presse, de la radio et de la télévision suffit à ce que le peuple se soumette à la volonté de l'État et de ses experts grassement payés.

Le nazisme a été un système excellent pour les milliardaires des cartels qui permit de ruiner la classe populaire, la classe moyenne et même une bonne partie de la classe bourgeoise. Le nazisme était un modèle exemplaire pour permettre: la soumission, l'ordre, l'esclavage, le racket, l'exploitation, les journées de douze heures, la guerre, les bombes, la famine. Mais, comment un peuple entier a-t-il pu accepter les cartes d'alimentation, la faim, les contrôles incessants, la Gestapo en permanence? Parce que le peuple allemand avait un bouc émissaire sur qui taper, le « sale » Juif sur lequel il pouvait cracher, se défouler. Bien sûr, une grande partie des Allemands se doutait bien que le petit cordonnier juif de leur quartier n'était pas responsable de leurs misères, de même que le Français de 2011 se doute que le fumeur n'est pas responsable de la multiplication par 100 des cancers des poumons depuis 1945. Mais la propension de l'humain à se mentir à lui-même est sans limite. Cette farce du Juif responsable de sa torture quotidienne lui permettait donc de ne pas avoir à être courageux, de ne pas avoir à affronter de face l'État, seul responsable avec ses amis industriels de ce totalitarisme. Et, bien souvent, les Allemands, peuple très discipliné, se contentaient simplement d'obéir aux ordres de leurs supérieurs. « Mon supérieur veut que je vous interdise de sortir de chez vous après 21h, alors j'exécute les ordres ». « Mon supérieur souhaite vous exproprier de votre logement, alors j'obéis, mais je comprends votre situation désespérée... » Le principal défaut du nazisme était son côté trop rapide et trop voyant. En 2011, le nazisme est beaucoup plus intelligent: il avance de manière progressive et de façon démocratique: les experts pensent que vous devez arrêter de fumer, de boire, de rire, de penser, de désobéir, de manifester, de vous révolter ou de faire du bruit. Le nazisme est la conséquence logique du capitalisme. Pour faire des milliards il faut des usines immenses et des esclaves soumis et pauvres. Pour sortir du nazisme, il faudra sortir du capitalisme, sortir d'un système de domination par un petit groupe, un système où le gigantisme est l'objectif central. Comme le disait Montesquieu: « C'est une expérience éternelle que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser [...] Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir. » Un monde humain sera possible lorsque les citoyens auront mis au point des outils pour contrôler, encadrer tous les centres de pouvoir (État, multinationales, banques, médias, OMS, OMC, FMI, BM, Codex Alimentarius, ministres, députés, maires, juges, policiers, etc.). Les humains doivent abandonner la religion capitaliste, la religion technologique, la religion communiste pour apprendre à cultiver ce que l'école et les autorités ne leur enseignent pas: la liberté, l'insoumission, l'autonomie, l'indépendance et le combat de tous les pouvoirs en place.

Voyons maintenant ce qu'était concrètement le nazisme de 1933-1945, avec des extraits d'un livre de Victor Klemperer (1881-1960), universitaire juif allemand victime et rescapé du nazisme, qui racontât dans un livre de plus de 1400 pages sa vie au quotidien sous le joug d'Adolf dans "Mes soldats de papier" et "Je veux témoigner jusqu'au bout", parus aux éditions du Seuil, en 2000, et en 1995 en Allemagne. Victor Klemperer est aussi l'auteur de l'ouvrage "LTI, la langue du IIIe Reich", paru en 1996 chez Albin Michel. L'une des raisons de sa survie au nazisme est le fait qu'il était marié à une protestante, les mariages mixtes étaient, en effet, un peu moins persécutés.

Extraits:

2 août 1934

"La langue du IIIe Reich a commencé sur le mode lyrique et extatique, puis elle est devenue langue de guerre, puis elle a glissé vers le mode mécaniste et matérialiste."

[...]

2 mai 1935

"Mardi matin, sans aucun préavis, deux feuilles délivrées par la poste: « En vertu de l'article 6 de la loi portant rétablissement du fonctionnariat de carrière, j'ai demandé votre révocation. Document de révocation ci-joint. » Le Directeur par intérim du ministère pour l'Éducation populaire."

[...]

9 novembre 1935

“Nous sommes allés chez les Wengler dans l'après-midi. J'ai été encore une fois incroyablement impressionné de les voir allumer la TSF et passer de Londres à Rome, de Rome à Moscou, etc. Les notions d'espaces et de temps sont annihilées. On ne peut que devenir mystique. Pour moi, la radio détruit toute forme de religion et engendre en même temps la religion. Et cela doublement: a) par le fait qu'il existe un tel miracle, b) par le fait que c'est l'intelligence humaine qui l'invente, l'explique, l'utilise. Mais cette même intelligence humaine tolère sans broncher le gouvernement d'Hitler.”

[...]

16 mai 1936

“Je ne crois plus du tout que ce gouvernement ait encore des ennemis à l'intérieur. Le peuple, dans sa grande majorité, est satisfait, un petit groupe accepte Hitler comme un moindre mal, personne ne veut vraiment s'en débarrasser, tout le monde voit en lui le libérateur des affaires extérieures, tout le monde a peur des conditions russes comme un enfant a peur du croque-mitaine, et tous, dans la mesure où ils ne sont pas sincèrement grisés, jugent inopportun au nom du réalisme politique de s'indigner de bagatelles telles que l'oppression des libertés civiles, la persécution des Juifs, la falsification de toute vérité scientifique, l'annihilation systématique de tout sens moral. Et tout le monde tremble pour son pain, sa vie, tout le monde est si épouvantablement lâche.”

[...]

12 septembre 1937

“Où que j'aille, partout cet écriteau: « Juifs indésirables! » Et maintenant, pendant le cinquième congrès du parti, cette recrudescence de la haine antijuive. Les Juifs assassinent l'Espagne, les Juifs sont un peuple de criminels, tous les crimes sont à imputer au Juif (Goebbels). Et le peuple est si stupide qu'il croit tout ce qu'on lui raconte. Tout le monde rouspète; mais personne ne bouge, et la masse finalement croit tout ce qu'on lui raconte.”

[...]

23 mai 1938

“J'avais écrit un jour, dans ma critique de Jolles qu'il ne fallait pas séparer le peuple des intellectuels, mais distinguer dans l'âme de tout un chacun, d'une part la strate du peuple, celle qui relève de l'instinct et qui est susceptible de tomber sous le joug de la suggestion, et d'autre part la strate de la pensée. J'ajoute aujourd'hui que l'éducation sous le IIIe Reich a pour but d'élargir chez tout le monde la strate du peuple au point qu'elle en vienne à étouffer la strate de la pensée: fêtes, rassemblements, presse, émotions nationales, etc.”

[...]

12 juillet 1938

“De nouveau, durcissement invraisemblable de l'antisémitisme. J'ai parlé de l'obligation de déclaration des biens juifs dans une lettre aux Blumenfeld. En plus de cela: interdiction de certaines activités professionnelles, carte jaune pour les cures dans les stations thermales. La « Weltanschauung » se déchaîne sous des allures scientifiques. À Munich se tient la Société académique pour la recherche sur le judaïsme; un professeur détermine les traits éternels du judaïsme: cruauté, haine, passion, grande adaptabilité au milieu.”

[...]

2 octobre 1938

“La politique est devenue plus que jamais le jeu secret d'une poignée de gens qui décident du sort de millions d'hommes et de femmes en prétendant incarner le peuple. Désespoir grammaticalisé, désespoir inconscient. Mais, pour citer Bernardin de Saint-Pierre: « Si le gouvernement est corrompu, c'est la faute au peuple corrompu. »”

[...]

2 décembre 1938

“À Leipzig, les SA ont versé de l'essence dans la synagogue et dans un grand magasin juif, les pompiers avaient seulement le droit de protéger les immeubles environnants, pas de combattre l'incendie. On a ensuite arrêté le propriétaire du magasin comme incendiaire et escroc à l'assurance.”

[...]

3 décembre 1938

“Aujourd'hui, c'est la « Journée de la solidarité allemande ». Interdiction aux Juifs de sortir de douze heures à vingt heures. Lorsque à onze heures et demie, je suis allé à la boîte aux lettres et

chez l'épicier, où il m'a fallu attendre, j'ai eu de vrais spasmes cardiaques. Je ne supporte plus cette situation. Hier soir, ordonnance du ministre de l'Intérieur: les autorités locales sont dorénavant habilitées à imposer aux Juifs des restrictions de temps et de lieux dans leur circulation en ville. [...] Hier après-midi, à la bibliothèque, le préposé au prêt, Striegel, m'a invité à le suivre dans l'arrière-salle. De la même manière qu'il m'avait annoncé, il y a un an, l'interdiction de la salle de lecture, il m'annonce maintenant l'interdiction totale de la bibliothèque."

[...]

6 décembre 1938

"Le bon sens juridique de l'homme allemand s'est à nouveau manifesté hier dans une ordonnance, prenant effet immédiatement, du ministre de la Police Himmler: retrait du permis de conduire pour tous les Juifs. Motif: le meurtre commis pas Grünspan prouve que les Juifs ne sont pas « fiables », ils n'ont donc plus le droit de prendre le volant."

[...]

1er janvier 1939

"Eva (ndlr: sa femme) était profondément exaspérée d'entendre Fräulein Gump dire que rien ne s'arrangerait tant que nous n'aurons pas un État juif quelque part dans le monde. Certes, c'est du pur nazisme, c'est pour moi tout aussi répugnant que pour elle."

[...]

20 septembre 1939

"Notre situation devient de jour en jour plus catastrophique. Hier nouvelle ordonnance pour les Juifs: compte spécial de garantie à disposition restreinte, obligation de déposer à la banque tout argent liquide. Aujourd'hui: enquête de la police au sujet de nos fournisseurs. Tout indique que nous allons être plus sévèrement rationnés que le reste de la population."

[...]

9 décembre 1939

"Je suis allé lundi à la Communauté juive, à côté de la synagogue qui a été brûlée puis rasée, pour payer mes impôts et ma cotisation pour l'Aide d'hiver. Grande agitation: les tickets de pain d'épice et de chocolat ont été retirés des cartes d'alimentation « en faveur de ceux qui ont des proches au front ». Les cartes d'habillement devraient elles aussi être rendues: les Juifs n'obtiennent des vêtements que sur demande spéciale auprès de la Communauté. C'était le genre de petite chose qui ne compte plus. Puis le fonctionnaire du parti qui était là a voulu me parler: « Nous vous en aurions de toute façon avisée ces jours-ci: vous devez quitter votre maison d'ici le 1er avril. Vous pouvez la vendre, la louer, la laisser vide, c'est votre affaire, mais vous devez la quitter. Vous avez droit à une pièce. Comme votre femme est aryenne (ndlr: non-juive), on vous accordera deux pièces dans la mesure du possible. » Le fonctionnaire n'était pas du tout impoli, il comprenait parfaitement aussi dans quelle misère nous allions être plongés, sans que quiconque en tire le moindre avantage. La machine sadique nous passe tout simplement sur le corps."

[...]

6 juillet 1940

"Nouvelle interdiction pour les Juifs: cette fois de pénétrer dans le Grosser Garten et tous les autres parcs. [...] Nous allons faire de petites promenades après le dîner, nous profitons de chaque minute jusqu'à neuf heures pile. Quelle inquiétude pour moi, l'idée que nous pourrions rentrer trop tard! Katz prétend que nous n'avons pas non plus le droit de manger à la gare. Personne ne sait exactement ce qui est permis, on se sent menacé de partout. N'importe quel animal est plus libre et plus assuré juridiquement."

[...]

9 juillet 1940

"Il se peut que mon scepticisme actuel face aux grandes idées comme patrie, honneur national, héroïsme, etc. soit un signe général de vieillesse. Mais que les idées que je tenais pour certaines et sur lesquelles reposait pour l'essentiel le travail de ma vie s'effondrent totalement... Mon idée de l'Allemagne, brisée depuis des années, et maintenant la France! Comme si c'était un petit État des Balkans ou la Tchécoslovaquie. Tout d'abord cette cessation des combats: deux millions de soldats se rendent. Metz est prise par une poignée d'hommes, Belfort ne fait pas mine de se défendre, des pans entiers de la ligne Maginot non plus. Et voilà qu'ils convoquent leur Assemblée nationale pour modifier leur constitution dans un sens « totalitaire », qu'ils se battent contre l'Angleterre, à laquelle ils ont déjà porté préjudice en acceptant les conditions de l'armistice, voilà qu'ils menacent de mort tout Français qui continuerait à combattre au sein des

forces anglaises, ils se mettent eux-mêmes sous le joug allemand et font de leur pays un protectorat. Que reste-t-il de mon idée de la France?"

[...]

11 août 1940

"Le téléphone a été supprimé et interdit pour tous les juifs. La nasse dans laquelle nous nous trouvons se resserre de plus en plus."

[...]

30 août 1940

"Chaque jour, de nouvelles rumeurs circulent au sujet de nouvelles tortures, et jusqu'à présent la plupart ont été avérées. Maintenant, il paraît qu'on a prévu des brassards jaunes pour distinguer les Juifs (ils ont déjà été introduits dans les usines), en outre confiscation des machines à coudre et à écrire juives."

[...]

10 décembre 1940

"Le Juif, l'Anglais: rien que des collectifs, l'individu ne compte pas. Usage ancien renouvelé, élargi, souligné jusqu'à l'emphase, « idéologisé ». Dans le journal juif que Katz me passe de temps en temps, on peut lire souvent cette expression nauséabonde: « l'homme juif ». Katz dit: la doctrine de la race de Herzl (ndlr: l'un des promoteurs du sionisme au début du 20e siècle) est la source des nazis, ils ont copié le sionisme par l'inverse."

[...]

23 juin 1941

"J'ai dit: de la même manière que le tribun de Rousseau s'adresse sur l'agora à la cité-État, Hitler s'adresse par la radio à tout le monde. Il y a une différence majeure. L'homme de Rousseau et après lui, les hommes de la Révolution française s'adressent à une assemblée populaire physiquement présente, ils doivent s'attendre à tout moment à des objections, ce sont des orateurs parlementaires, ils ne peuvent pas raconter n'importe quoi, ils sont obligés de discuter, d'argumenter, ils sont freinés dans leurs ardeurs. Les nouveaux Führers parlent seuls, personne ne peut les contredire, ils parlent devant un parlement fantoche muet comme ils parlent à la radio, ils n'ont à craindre aucune critique de la presse, ils sont totalement effrénés. Ils cherchent sans aucun scrupule à abrutir les masses muettes, ils aspirent à faire de cette multitude d'individus doués d'âme le corps collectif mécanisé qu'ils appellent peuple et qui n'est plus que masse."

[...]

8 septembre 1941

"Ce matin, Frau Kreidl, les traits décomposés, blême, nous a apporté la nouvelle: le Journal officiel du Reich annonce que les Juifs vont devoir porter un brassard jaune. Pour nous, c'est un chavirement, une catastrophe."

[...]

15 septembre 1941

"Le brassard juif devenu réalité sous forme d'étoile de David, entre en vigueur le 19 septembre. En outre: interdiction de quitter le périmètre urbain. Frau Kreidl était en larmes, Frau Voss a eu une crise cardiaque. Friedheim déclare que c'était le coup le plus dur jusqu'à présent, pire que le prélèvement sur la fortune. Moi-même, je me sens brisé, totalement décontenancé. Eva, qui peut maintenant bien marcher, veut se charger à ma place de toutes les courses, et j'ai décidé de ne quitter la maison que la nuit tombée pour quelques minutes seulement. [...] Le manque de tabac est tel que je suis forcé depuis deux jours de vivre sans fumer du tout, aujourd'hui plus dur que jamais. On peut encore en dégoter ici ou là quelques cigarettes (qui ne me disent rien).

Hochgemuth fournit encore Eva, lui donne encore cinq cigarillos par semaine, il m'arrive encore d'eux ou trois chez Walter dans la Moritzstrasse. La plupart du temps il est fermé pendant l'heure juive. Walter est supprimé à partir de vendredi, combien de temps encore et en quelle quantité Hochgemuth va-t-il livrer? Eva va être aussi échec et mat dans peu de temps en ce qui concerne la possibilité de fumer. À partir de vendredi elle va devoir faire tous les jours la cuisine à la maison pour nous deux. Mais faire la cuisine avec quoi? La gêne se fait de plus en plus oppressante, nous n'avons plus de pommes de terre et il pleut, il pleut depuis des semaines."

[...]

13 octobre 1941

"Le cordonnier: « À partir de maintenant, envoyez donc votre épouse. La corporation interdit strictement qu'on travaille pour vous. Vous devez aller chez le cordonnier juif. »"

[...]

9 novembre 1941

“Les déportations se poursuivent vers la Pologne, dépression extrême partout chez les Juifs. J’ai rencontré les Neumann à l’école normale primaire dans la Teplizer Strasse (ndlr: rue se dit « Strasse » en allemand), eux d’habitude si vaillamment optimistes étaient complètement effondrés, ils avançaient l’idée du suicide. Une possibilité d’aller à Cuba venait de s’offrir à eux au moment même où l’arrêt absolu de toute émigration est entré en vigueur. À Berlin, l’oncle de Frau Neumann, le frère aîné d’Atchen Fink, presque soixante-dix ans, s’est suicidé avec sa femme au moment où ils devaient être déportés. Neumann m’a dit qu’il préférerait mourir et savoir sa femme morte plutôt que de la voir: « couverte de poux à reconstruire Minsk ».”

[...]

17 janvier 1942

“L’usine Zeiss-Ikon se bat pour conserver sa section juive qui est bien rôdée. Elle doit employer dans les 400 personnes. Dans un premier temps, tous devaient être déportés. Une première réclamation hier a permis d’en garder la moitié. L’usine semble avoir fait appel à une commission militaire, et il est possible que d’autres libérations aient lieu aujourd’hui. Paul Kreidl se trouve dans un autre Arbeitseinsatz (ndlr: travail forcé); il est travailleur de force à la construction ferroviaire. C’est lui qui avait récemment exprimé la crainte que les convois de Juifs ne soient fusillés à leur arrivée.”

[...]

16 mars 1942

“Fräulein Ludwig nous a envoyé une tête de poisson pour Muschel (ndlr: son chat), elle avait obtenu ce poisson par des amis en tant qu’Aryenne. Le poisson est excessivement rare et strictement interdit aux ménages juifs. Instruction: faire aussitôt bouillir la tête, brûler les arêtes! La peur de la Gestapo. 90 % de toutes les conversations des Juifs tournent autour des perquisitions de la Gestapo. Friedmann, qui a été arrêté récemment, on a, paraît-il, trouvé chez lui une quantité assez importante de vin et de conserve de fruits. Il se trouve maintenant en camp de concentration.”

[...]

14 mai 1942

“ Deux jeunes garçons, six et douze ans à peu près, pas prolétaires, viennent à ma rencontre sur un trottoir étroit. Le plus vieux pousse en chahutant son petit frère contre moi au moment de me croiser et me lance « sale Juif! ». Il devient de plus en plus difficile de supporter toute cette infamie. Et toujours cette peur de la Gestapo.”

[...]

15 mai 1942

“Il est interdit aux Juifs portant l’étoile et à toute personne habitant avec eux de garder des animaux d’intérieur (chiens, chats, oiseaux), l’interdiction prend effet immédiatement. Il est également interdit de donner ces animaux aux soins d’un tiers. C’est la sentence de mort pour Muschel, que nous avons eu pendant plus de onze et auquel Eva tient beaucoup.”

[...]

18 mai 1942

“Un homme de quatre-vingt-cinq ans avait longé le Grosser Garten. J’ai appris hier que le trottoir qui longe le parc faisait partie de la zone interdite aux Juifs. Il a été convoqué à la Gestapo et tellement roué de coups qu’il a fallu venir le chercher pour le ramener chez lui et le mettre au lit.”

[...]

23 mai 1942

“Dans notre appartement, après le passage de la Gestapo, j’ai trouvé le chaos laissé par des brutes simiesques, ivres et cruelles, exactement cette dévastation bestiale dont j’avais si souvent entendu parler, mais qui, dans sa réalité est monstrueusement impressionnante.”

[...]

19 juillet 1942

“Premier jour de faim véritablement cruelle. Un minuscule reste de pomme de terre, si noir, et si puant qu’il soulève l’estomac, un minuscule reste de pain. Pour Eva non plus rien à dénicher parce qu’elle n’a plus de tickets. Demain, elle va devoir mendier chez Frau Fleischer.”

[...]

21 août 1942

“Sur un quart de page de journal, j’ai trouvé ce titre dans la rubrique culturelle: « Humanité ordonne! » Curieux qu’il soit autorisé; car il est « idéologiquement » un persiflage de la formule « Führer ordonne ». À cette occasion, j’ai compris à quel point cette formule est centrale dans tout le système de pensée du national-socialisme, et combien se révèle justement ici une racine, et peut-être la plus puissante, du national-socialisme et du fascisme. La lassitude d’une génération. Elle veut se libérer de la contrainte d’une vie propre.”

[...]

8 septembre 1942

“Il y a seulement un an, Zeiss-Ikon employait 7 000 ouvriers allemands; aujourd’hui il n’y a plus que 500 Allemands, le reste, les 6 500 ont été remplacés par des étrangers, des Russes, des Polonais, des Français, des Hollandais, etc. 6 500 ouvriers forcés, des étrangers, des ennemis pour seulement 500 Allemands, c’est tout de même une situation extrêmement morbide et symbolique de l’état actuel de l’Allemagne.”

[...]

29 décembre 1942

“ La soeur cadette de Frau Glaser nous a dit que Vienne était sur le point d’être totalement vidée de ses Juifs, Berlin aussi procède maintenant à des évacuations massives. Elle a parlé de cruautés épouvantables à l’encontre des Juifs roumains. Ils ont dû creuser leur propre fosse commune, se dénuder, puis ils ont été abattus.”

[...]

10 septembre 1944

“Nouvelles dispositions de « totalisation »: universités en grande partie fermée, les classes supérieures des écoles secondaires envoyées au travail d’usine, toutes les revues à part celles qui sont importantes pour la guerre supprimées, dissolution du ministère des Finances prussien, reprise par le Reich.”

Comprendre la seconde guerre mondiale



Par Nos Libertés le jeudi 9 octobre 2008

IG Farben

Comprendre la seconde guerre mondiale, c'est comprendre son histoire, comprendre le monde dans lequel nous vivons. Aujourd'hui le nazisme est décrit comme la folie d'un homme qui extermina les populations juives dans des camps de concentration. Cette vision du nazisme est d'ailleurs officialisée par la loi Gayssot du 13 juillet 1990, qui interdit à tout historien de remettre en question la version officielle du génocide, chose plutôt étonnante dans "le pays des droits de l'homme". Que des juifs aient été tués pendant la seconde guerre mondiale c'est certain, mais ce n'est qu'un aspect du nazisme. Le nazisme c'est l'endoctrinement d'un pays entier derrière un leader

charismatique par un nouveau moyen de communication : la radio. Jusqu'au début du XXe siècle les journaux faisaient de la propagande de masse, mais ils n'avaient pas les moyens de toucher les couches populaires incapables de lire. Avec le développement exponentiel de la radio dans les années 30, un homme politique pouvait soudainement toucher l'ensemble d'un pays de manière instantanée. Contrairement à l'écrit où la rationalité domine, la radio fait appelle à l'émotion de l'auditeur : La peur, moteur essentiel de la manipulation. Le nazisme c'est l'endoctrinement des masses dans une guerre contre la diversité et la liberté, la propagande des masses pour satisfaire la production de masse, l'industrialisation de la société, le taylorisme, le fordisme. Le nazisme c'est l'amour de l'ordre, de l'autorité, de la soumission, l'amour de l'esclave pour le führer tout puissant.

La deuxième guerre mondiale est l'histoire de groupes industriels qui voient leurs affaires se porter mal à cause de la crise de 1929 et des dangers de remise en cause du capitalisme par les mouvements communistes en occident. Ces industriels américains et européens tombent d'accord pour que des régimes autoritaires ou fascistes se développent en Allemagne, en Italie, au Japon puis ensuite dans les pays envahis. Le nazisme n'est pas un accident de l'histoire. Le nazisme est l'histoire des progrès, sans contre-pouvoirs, de l'industrie. Après la naissance de l'industrie au XIXe siècle, le XXe siècle est le siècle du nazisme, c'est-à-dire la transformation de petits industriels en monstres industriels mondiaux, les cartels de la chimie, de la pharmacie, du pétrole, de l'agro-industrie, de l'armement, etc.

Comprendre l'impasse du XXIe siècle c'est comprendre l'impasse des cartels industriels au XXe siècle.

Comprendre comment IG Farben et Rockefeller (Standard Oil), notamment, s'associent à Hitler, un artiste-peintre raté, pour pouvoir conquérir le monde. 1945 signifie la disparition d'Adolf Hitler, mais pas la disparition des cartels, bien au contraire. Ces cartels industriels américano-européens ont pu, au lendemain de la seconde guerre mondiale, établir les outils politiques qui allaient leur permettre de régner sur le plan mondial : OMS, OMC, FMI, Codex Alimentarius, FAO, Banque Mondiale, Otan.

Le nazisme c'est la prise de pouvoir politique du directeur du trust industriel. Le nazisme c'est l'esclavage industriel à grande échelle. Le nazisme c'est la propagande de masse qui emmène la classe moyenne dans une guerre inutile, parce qu'il faut bien que les barbares dépensent leur testostérone, contrôlée par l'Église, contre un oppresseur extérieur : le Juif, le Rrom, le Manouche, le Gitan, le Français, le Polonais, le Tchèque, l'homosexuel, le communiste, le drogué, le rebelle, l'étranger, le différent.

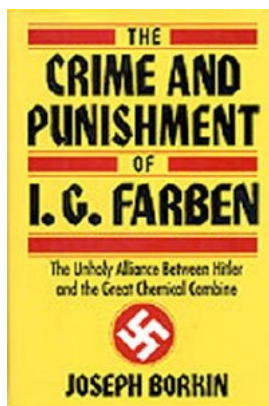
Le nazisme c'est la transformation de toute la population en professionnel consciencieux qui exécute les ordres du régime, en policier qui obéit à l'ordre du directeur de l'usine. Le nazisme c'est cet outil de fabrication des projections mentales que sont la radio et aujourd'hui la télévision, renforcées par l'incroyable explosion des moyens de propagande publicitaire des multinationales. Le nazisme c'est quand la diversité a été complètement détruite au profit de l'efficacité guerrière industrielle : vaccins, pesticides, herbicides, DDT, PCB, OGM, centrales nucléaires, moteur diesel, plastique, aspartame, édulcorants, etc.

George Orwell, auteur de "1984", fut l'un des premiers à comprendre qu'elle allait être l'impact de l'utilisation de la radio pour manipuler par la peur.

Le nazisme c'est la guerre contre le tabac et l'alcool menée par le régime nazi en utilisant des scientifiques comme caution d'autorité supérieure (voir notre article : "La Guerre des nazis contre le tabac"). Le nazisme c'est la création de l'Ordre des Médecins par Pétain en 1940, la création du Groupement Interprofessionnel des Semences par Pétain en 1941, la création du Service de

Protection des Plantes par Pétain en 1941, la suppression du diplôme d'herboriste par Pétain en 1941, la création du Comité Technique Permanent de la Sélection par Pétain en 1942, la création de l'Ordre des Pharmaciens par le gouvernement provisoire en 1945. Le nazisme c'est la disparition des libertés et des diversités au profit de l'ordre, la sécurité et la peur. Le nazisme c'est la victoire de la machine sur l'homme. Le nazisme c'est la victoire de la pensée unique, du clonage et de "Big Brother". Le nazisme c'est un sujet d'actualité.

Voyons maintenant, au travers du cartel IG Farben, comment les industriels allemands de la guerre ont porté Adolf Hitler au pouvoir, avec les extraits d'un livre de Joseph Borkin, qui fit partie de la commission spéciale d'enquête du Sénat américain sur l'industrie de guerre.



("IG Farben, La puissance, les crimes et la chute d'une entreprise multinationale et capitaliste" Joseph Borkin 1978 Éditions Alta)

Extraits :

"Dans la troisième semaine d'avril 1915, Haber, escorté par son petit groupe de soldats et de techniciens de l'IG Farben, se rendit dans un secteur du front occidental; près d'Ypres, en Belgique. Cinq mille cylindres métalliques remplis de chlore liquide furent mis en batterie dans les tranchées de première ligne. Un vent défavorable fit ajourner l'expérience à plusieurs reprises. Ce fut, en fin de compte, dans l'après-midi du 22 avril que Haber donna l'ordre d'ouvrir les cylindres de chlore. Le rapport du field marshal britannique, sir JDP French, décrit la suite des événements : Après un violent bombardement, l'ennemi a attaqué la division française, vers cinq heures du matin, en se servant pour la première fois de gaz asphyxiants. Un observateur par avion a signalé qu'à l'heure indiquée, il a vu une épaisse fumée jaune sortir des tranchées allemandes, entre Langemarck et Bixchoote. Ce qui suivit est presque impossible à décrire. Sur toute la ligne tenue par la division française, l'effet de ces gaz était si brutal que toute activité militaire était rendue pratiquement impossible. Au début de l'opération, personne ne pouvait comprendre de quoi il s'agissait, les gaz qui couvraient le sol supprimant toute visibilité. Des centaines d'hommes étaient morts ou agonisants. Au bout d'une heure, la position a dû être abandonnée; des canons sont restés sur place, au nombre de cinquante environ."

[...]

"En mai 1915 Bosch (ndlr : pdg de IG Farben) avait réussi. L'usine d'Oppau était prête pour la production massive de nitrate synthétique. Les canons de l'armée allemande pourraient désormais tirer sans que l'industrie ait recours aux mines du Chili. Et toute l'Allemagne acclamait Carl Bosch comme un héros national."

[...]

"À l'été de 1916, les fabricants de produits chimiques, comme Du Pont, reçurent de l'administration américaine un encouragement pour leurs projets,

sous forme de protection douanière."

[...]

"Les Allemands furent vivement impressionnés par la puissance, voire la supériorité de l'armée britannique en homme et en matériel, lors de la bataille de la Somme en juin 1916. Ce qui les surprit fut de voir l'infanterie anglaise capable de subir d'énormes pertes, sans abandonner la lutte. Si bien que, pour les patrons de l'industrie chimique allemands, la victoire de l'Allemagne n'avait plus aussi nettement le caractère d'une certitude. Cette mise en doute, qu'ils n'osaient avouer, n'en étaient pas moins lourde de conséquences pour l'après-guerre. Si bien qu'en août 1916, les sociétés importantes de l'industrie chimique : celles que l'on appelait les « trois grandes » BASF, Bayer et Hoechst, auxquelles se joignirent bientôt Kaller, Cassela, Agfa, Ter Meer et Greisham, acceptèrent la proposition de Duisberg et formèrent IG Farben (Interessen Gemeinschaft der Teerfarbenindustrie : Groupement d'Intérêt de l'Industrie allemande des colorants dérivés du goudron)."

Hoechst est désormais intégré dans le monstre Sanofi Aventis

[...]

"Carl Duisberg (ndlr : patron de Bayer) se plaignit à nouveau. Le personnel manquait, les salaires étaient en forte hausse. Tandis que le chiffre de la production baissait d'une manière inquiétante. Il suggéra que l'état-major mit au travail la réserve de main-d'oeuvre constituée par la population belge. Il n'ignorait pas, cependant, qu'un premier essai de recrutement en Belgique avait échoué. Les ouvriers de ce pays ne voulaient pas aider ses envahisseurs. Et, moins de deux mois après, l'armée allemande commençait à déporter par la force des travailleurs belges en direction des zones industrielles allemandes. Cette opération, avec les brutalités qu'elle comportait, révolta la nation belge."

[...]

"L'Allemagne avait perdu la guerre, mais l'IG Farben entendait bien ne pas perdre la paix. Quelques semaines plus tard, inspiré par la prudence, Carl Duisberg s'expatria. Une dépêche publiée par le "New York Times" du 24 décembre 1918 signala son départ : Nous apprenons que le docteur Carl Duisberg, de Leverkusen, la plus importante personnalité allemande dans l'industrie des colorants d'aniline, a cherché refuge en Suisse. [...] À la même époque, Fritz Haber subissait le contrecoup de la guerre des gaz et de l'indignation qu'elle avait soulevé dans le monde scientifique, si bien qu'il dut émigrer en Suisse incognito, affublé d'une barbe postiche."

[...]

"À la suite de contacts qui sont restés secrets, Carl Bosch (BASF) put organiser un rendez-vous clandestin avec Frossard, où il lui exposa son plan pour atténuer la rigueur des exigences françaises quant au sort des usines de l'IG Farben. Dans les grandes lignes, il s'agissait d'une entente du gouvernement français avec les compagnies de l'IG Farben pour exploiter en commun le marché des produits chimiques. Les compagnies allemandes feraient l'apport de leur technique, soigneusement tenue secrète jusqu'à ce jour, sans laquelle - Frossard ne l'ignorait pas - les Français avaient déjà certaines difficultés pour la remise en service des usines confisquées. Il fallait que la situation fût désespérée pour qu'elle obligeât Bosch à leur offrir ce marché. En contrepartie, les compagnies de l'IG Farben redeviendraient copropriétaires pour moitié des usines qui leur étaient confisquées. Et celles d'Allemagne seraient épargnées. Frossard approuva ce plan, ainsi que Bosch l'avait prévu."

[...]

"Le service de l'armement américain croyait encore qu'une industrie nationale puissante et indépendante était un élément nécessaire à la défense du pays. La firme Du Pont, espoir de ce service, essaya de lancer à grands frais ses fabrications de colorants, suivant les indications fournies par les brevets allemands saisis aux États-unis. Mais comme l'expliqua Irénée du Pont,

président de la firme : « un chimiste ordinaire est incapable de s'en servir. Ils ont été faits pour des Allemands qui ont passé leur vie à fabriquer des produits chimiques. » [...] Ne pouvant acquérir la technologie allemande tant désirée, Du Pont eut recours à un procédé plus expéditif. Vers la fin de l'année 1920, le docteur E.C. Kunze, représentant de la firme, réussit à débaucher quatre ingénieurs chimistes de Bayer."

[...]

"L'éclipse de la fabrication allemande pendant la guerre de la Ruhr fut, pour les industries chimiques étrangères, une occasion magnifique de prospérité. Affranchis de la concurrence germanique, les producteurs américains fournissaient leur marché intérieur à 95 %."

[...]

"À l'automne de 1923, devant le pouvoir grandissant de la concurrence étrangère, Carl Duiseberg comprit la nécessité pressante de réagir. [...] Il proposa donc que leurs services d'exportation se réunissent pour former un organisme commun. [...] Carl Bosh fit un bond vers l'avenir en proposant la fusion de toutes les compagnies de l'IG Farben. [...] En 1924, les huit sociétés de l'IG Farben se mirent d'accord pour fusionner en une seule compagnie."

[...]

"L'IG Farben était la plus puissante entreprise d'Europe et la plus grande fabrique de produits chimiques dans le monde entier. Usant de son pouvoir financier, l'IG Farben partit à la conquête de nouveaux territoires. Une de ses premières campagnes lui donna le contrôle de l'industrie allemande des munitions."

IG Farben

[...]

"L'IG Farben s'efforçait en même temps de renforcer son emprise sur les marchés extérieurs de produits chimiques. Aux États-Unis elle créa la General Dyestuff Corporation et un peu plus tard, l'American IG Chemical Company. Elle recouvra, sous leur nom, presque tous les biens ayant appartenu aux anciennes sociétés de l'IG Farben, et mis sous séquestre pendant la première guerre mondiale comme appartenant à des nationaux de pays ennemis."

[...]

"IG Farben proposa à ses concurrents français de faire revivre l'ancien cartel Bosch-Brossard. Il en résulta un accord, signé en 1927, qui prévoyait des ententes sur les tarifs, des agences commerciales communes, des échanges d'informations techniques et un partage des marchés."

[...]

"L'intention de Carl Bosch était de développer la production à l'intérieur du pays, avec les ressources financières de l'IG Farben, mais aussi de mettre dans son jeu une compagnie, telle que la Standard Oil de Rockefeller, pour l'exploitation du procédé à l'échelle mondiale. La standard Oil était pourvue, non seulement de ressources financières énormes, mais d'une organisation de recherche et de progrès technique étendue et puissante."

Standard Oil (aujourd'hui Exxon)

[...]

"Howard, patron de la Standard Oil, en visite chez BASF, fut émerveillé surtout par les travaux concernant le pétrole synthétique (ndlr : fabriqué chimiquement)"

[...]

"À peine l'IG Farben avait-elle signé le contrat de mariage avec la Standard Oil que leur union traversa une série d'épreuves qui la firent chanceler. La grande dépression de 1929, joignant ses effets à la découverte d'énormes gisements de pétrole au Texas, fit tomber les cours si brutalement que la Standard Oil perdit tout espoir de commercialiser un pétrole synthétique, sauf peut-être à long terme."

[...]

"Les divergences de vues sérieuses étaient chose rare au conseil de direction,

mais celle dont le pétrole synthétique fut l'objet se changea en controverse amère. Les deux parties décidèrent de confier l'estimation du projet à deux commissions ad hoc, l'une présidée par Fritz Ter Meer et l'autre par l'ingénieur en chef, Friedrich Jaehne. Au début de 1931, les commissions déposèrent leur rapport. Celui de Ter Meer recommandait de poursuivre l'exécution du programme. Tandis que celui de Jaehne se prononçait pour l'arrêt définitif. Suivant l'ingénieur en chef, on ne pouvait prévoir dans quel délai un pétrole synthétique pourrait être produit, en partant de la houille, et vendu avec bénéfice. Cette vente ne serait donc possible qu'à la faveur d'une subvention gouvernementale, et Jaehne, conservateur en matière de politique, était opposée à cette formule en toutes circonstances. «Parce que» disait-il, «toute industrie qui accepte un subside de l'État se met sous le joug de l'État. Mieux vaudrait fermer l'usine.» Mais l'autorité et le prestige de Bosch lui donnaient toujours le dernier mot quant aux grandes décisions à prendre. Si bien qu'en fin de compte ce furent les recommandations du comité Ter Meer qui furent adoptées. Et cette fois encore le projet de Bosch fut maintenu. Peu de temps après, le prix Nobel de chimie fut décerné à Bergius et Bosch pour la part qu'ils ont prise à l'invention et à l'application des méthodes de synthèse chimique sous haute pression. Bosch était le premier ingénieur titulaire de ce titre, et son prestige de héros national s'en trouva accru."

[...]

"Aux élections de juillet 1932, le parti national-socialiste prit la tête avec 230 sièges sur les 608 du Reichstag. En août, Hitler revendiqua le poste de chancelier dans un gouvernement de coalition. Le président Hindenburg le lui ayant refusé, le gouvernement von Papen fut renversé par les votes réunis des nationaux-socialistes et des communistes. Là-dessus le Reichstag fut dissous par Hindenburg et les élections fixées au 6 novembre. Carl Bosch estima que le temps était venu d'entrer en contact avec Hitler et de connaître ses intentions - s'il devenait chancelier - quant à un soutien gouvernemental pour la fabrication du carburant synthétique. Cependant Bosch n'acceptait pas encore une rencontre officielle entre Hitler et la direction de la société. Il fit demander par l'intermédiaire de Gattineau un rendez-vous pour Heinroch Buetefisch. [...] « Avant de vous entendre leur dit Hitler, je voudrais vous faire connaître mon avis sur la situation dans son ensemble. De nos jours, une économie sans pétrole est inconcevable pour un pays comme l'Allemagne qui tient à rester politiquement indépendant. Il en résulte que le carburant fabriqué en Allemagne doit devenir une réalité quel qu'en soit le prix de revient, et que l'hydrogénation du charbon doit être mise au point sans aucun retard. »"

[...]

"Le 20 février, Hjalmar Schacht, devenu l'un des plus actifs parmi les membres de la corporation financière dévoué à Hitler, convoqua un certain nombre d'industriels et de banquiers importants pour une réunion secrète au domicile d'Hermann Goering. Cette fois l'IG Farben était représentée par le baron Georg von Schnitzler, un des plus importants parmi les membres non techniciens du conseil de direction. Après tout l'IG Farben était la première société industrielle allemande. Schacht déclara qu'il attendait des firmes représentées à la séance une souscription globale de trois millions de marks pour la campagne électorale de Hitler. Là-dessus, Schnitzler, suivant les instructions de Bosch, engagea l'IG Farben pour quatre cent mille marks, ce qui le plaça au premier rang des généreux donateurs du national-socialisme."

[...]

"Peu après le scrutin du 5 mars 1933, Hitler et Bosch se rencontrèrent pour la première fois. Leur entretien débuta dans la cordialité : Hitler donnait à Bosch l'assurance formelle que son gouvernement soutiendrait avec énergie le programme du pétrole synthétique. Bosch, de son côté, s'engageait à étendre l'usine de Leuna. Les deux hommes avaient une pensée commune :

l'Allemagne devait produire elle-même tout le carburant qui lui était nécessaire. Mais Bosch voulut ensuite aborder un autre sujet que ses collaborateurs lui avaient pourtant recommandé de tenir sous silence : il avertit le chancelier que, si les savants juifs devaient s'expatrier, la physique et la chimie allemandes allaient prendre un siècle de retard. Il n'alla pas plus loin, Hitler l'interrompit par un hurlement : « eh bien, l'Allemagne se passera pendant cent ans de chimistes et de physiciens ! » Là-dessus, il le congédia brutalement."

[...]

"En juin 1933 l'IG Farben participa avec le IIIe Reich à l'une des entreprises les plus secrètes du gouvernement allemand, la création d'une force aérienne clandestine, en infraction avec le traité de Versailles."

[...]

"Tablant sur l'appui de Hitler, Carl Bosch prit la décision de construire une grande usine pour la fabrication de buna (ndlr : caoutchouc synthétique), sans attendre la signature d'un contrat avec le gouvernement. Il choisit pour site un vaste terrain à Schkopau, près des ateliers à haute pression de Leuna. Et bientôt les travaux y commencèrent. C'était une décision audacieuse, bien à la manière de Bosch."

[...]

"Le 14 décembre 1933, l'accord fut signé par Bosch et Schmitz, au nom de l'IG Farben, et par les représentants du gouvernement, avec l'approbation personnelle de Hitler. Suivant les termes du contrat, la société devait agrandir les ateliers de Leuna, pour la fabrication de pétrole synthétique, de telle manière qu'au bout de quatre ans, en 1937, l'usine puisse produire entre 300 000 et 350 000 tonnes annuellement."

[...]

"La conjoncture était très favorable à l'industrie chimique, qui recevrait, pendant quelques mois, 90 % du budget d'investissement au titre du plan quadriennal, dont 72,7 % pour IG Farben : la part du lion. Ce qui fit dire plus tard au chef du département de l'industrie chimique au ministère de l'Économie : « le plan de quatre ans était, en réalité, un plan IG Farben. »"

[...]

"L'année 1937 fut celle d'une mutation radicale dans l'image politique de l'IG Farben. Les adhésions du personnel au parti nazi se multiplièrent. Presque tous les membres de la direction qui n'en étaient pas s'y firent admettre, et parmi eux Carl Krauch, Fritz Ter Mer, Georg von Schnitzler, etc."

[...]

"À la fin de 1938, la suprématie de l'IG Farben dans la préparation industrielle de la guerre se confirmait indiscutablement. Ses usines et laboratoires travaillaient jour et nuit pour permettre à Hitler de lancer les divisions allemandes à l'assaut de l'Europe. Et l'on aurait pu dire, à propos du plan de quatre ans, ce qui est bon pour l'IG Farben est bon pour l'Allemagne."

[...]

"La Luftwaffe n'avait pas un stock suffisant de plomb tétraéthyle. Pénurie grave si jamais Hitler ne réussissait pas à intimider les Tchèques et leurs alliés à l'automne de 1938, et se retrouverait ainsi engagé dans une guerre générale. Le plomb tétraéthyle est un produit additif à l'essence, indispensable aux moteurs d'avion. Par un fâcheux concours de circonstance, les usines allemandes qui devaient en produire ne seraient en mesure de le faire qu'un an plus tard, vers la fin de 1939. Le ministère de l'Air, très averti des relations entre l'IG Farben et la Standard Oil, comptait sur Krauch pour en tirer parti et emprunter à ses associés américains les cinq cents tonnes d'additifs indispensables à la Luftwaffe. Les dirigeants de l'IG Farben étaient mieux placés que toute autre organisation privée pour mesurer l'importance du problème. « Sans plomb tétraéthyle », disait l'un d'eux, « il n'y aura pas de guerre possible à notre époque. » Ils engagèrent la conversation avec Ethyl Export Corporation, une filiale de la Standard Oil."

[...]

"Au bout de quelques jours, il fut convenu que la Standard Oil achetait pour vingt mille dollars les 20 % du capital de Standard IG appartenant à l'IG Farben, et que Walter Duisberg devenu citoyen américain, achetait les 50 % des parts de Jasco, également propriété de l'IG Farben, pour la modeste somme de quatre mille dollars."

[...]

"La Standard Oil aurait le droit de vente exclusif, sur le territoire des États-Unis et des pays en guerre contre l'Allemagne, pour les produits et méthodes de fabrication couverts par les brevets Jasco. L'IG Farben se réservant le reste du globe."

[...]

"En décembre sous le coup d'une inspiration tardive, Howard (pdg de la Standard Oil) proposa à l'IG Farben que le contrat Jasco fût antidaté du 1er septembre 1939, soit deux jours avant que la Grande Bretagne et la France déclarent la guerre à l'Allemagne."

[...]

"À l'été de 1940, les derniers brevets concernant le buna furent transférés de l'IG Farben à Jasco. Toutefois, suivant l'accord des parties, la technologie ne fut pas communiquée. Et vers la fin de 1941, cette lacune prit le caractère d'un terrible échec personnel pour Howard, un désastre pour la Standard Oil, et, ce qui est beaucoup plus grave, un échec militaire pour la nation américaine. Car le 7 décembre 1941, le Japon attaqua Pearl Harbor, et les États-Unis se trouvèrent brusquement aux prises avec une gigantesque crise du caoutchouc, étant complètement isolés des pays du Sud-Est asiatique, producteurs de gomme naturelle."

[...]

"Depuis 1933, date où Carl Bosch devint l'homme lige de Hitler, préparant ainsi l'Allemagne à la guerre, l'IG Farben illustrait de plus en plus, sur le plan théorique et pratique, la moralité nazie. Durant ces cinq dernières années, la société fut le principal bailleur de fonds du parti nazi. Elle éliminait ses éléments juifs, administrateurs et cadres. En même temps les dirigeants aryens se faisaient inscrire au parti, quelques-unes même à la redoutable milice noire des SS."

[...]

"Le 11 mars 1938 marqua le premier essai de la politique hitlérienne pour élargir de force les frontières allemandes. Quelques jours après l'entrée en Autriche des troupes nazies, l'IG Farben était prête à les suivre. Ses dirigeants présentèrent aux autorités d'occupation un mémoire intitulé : "Nouvelle organisation pour la grande industrie chimique en Autriche. Le programme n'était pas autre chose qu'une requête au gouvernement pour que l'IG Farben soit autorisé à absorber les usines Skoda Wetzler, les plus importantes de l'Autriche, mais il était soigneusement présenté dans le cadre de l'intérêt national. Suivant les promesses de l'IG, société juive naguère, mais aujourd'hui prête à marcher au pas de parade des nazis, la fusion de Skoda aurait le double avantage de contribuer au plan de quatre ans et d'affranchir l'industrie autrichienne de ses attaches juives. Skoda se trouvait en effet sous l'hégémonie des Rothschild, et l'IG Farben ne manqua pas d'exploiter cette situation."

[...]

"L'invasion de l'Autriche avait soulevé une vague de terreur, et l'industrie chimique ne devait pas y échapper. Immédiatement après l'Anschluss, tous les dirigeants israélites de Skoda furent révoqués par décret gouvernemental, l'IG Farben les remplaça par des Aryens, membres de son personnel. Cependant, pour protéger le fruit du pillage contre des recours en justice ultérieurs, l'IG Farben entra en pourparlers avec Josef Joham représentant personnel des Rothschild."

[...]

*"Le tour de la Pologne était venu. Une fois encore l'IG Farben se tenait prête pour le pillage. [...] Le 1er septembre 1939, l'Allemagne envahit la Pologne, les pays alliés intervinrent et la guerre commença. [...] Peu après l'IG Farben prenait possession des usines polonaises, dans les conditions fixées par elle. La preuve était faite aptitude à prospérer dans les intrigues du milieu nazi."
[...]*

*"Le 9 mai, sur l'ordre de Hitler, la Reichswehr prit l'offensive en France et, le 22 juin, la campagne était finie. À l'exception de l'Angleterre et de l'Union soviétique, toute l'Europe était à la merci du dictateur. Et l'IG Farben se tenait prête à recevoir sa part du butin. Elle avait établi un plan de réorganisation pour l'industrie chimique mondiale, qui devait restaurer et maintenir le prestige de l'industrie chimique allemande. Sous forme de tableaux précis et détaillés, L'IG Farben se déclarait prête à absorber les usines chimiques de France, Norvège, Pays-Bas, Danemark, Luxembourg et Belgique. Mais faudrait-il en rester là ? L'IG Farben trouvait place, dans ses projets, pour d'autres conquêtes : l'Union soviétique, à cette époque amie et alliée de l'Allemagne, la Suisse pays neutre, la Grande Bretagne encore invaincue, et pour finir l'Italie, pays allié. Puis il y aurait un bref entracte, immédiatement suivi par la fusion avec l'industrie chimique des États-Unis. Suivant les prévisions de l'IG Farben, la France était la clef qui lui donnerait le contrôle de l'industrie chimique européenne."
[...]*

*"Le principe de cette collaboration était censé applicable à tous les domaines de l'industrie privée. Hitler et Pétain approuvaient donc, d'une façon générale, l'établissement de rapports entre les deux industries, conformes à ceux que Frossard proposait d'établir entre l'IG Farben et les usines françaises. Le gouvernement allemand ne confisquerait pas. [...] Les sociétés françaises de fabrication chimique formeraient un seul groupement, sous le nom de Francolor, où l'IG Farben aurait 51 % du capital et les Français 49 %."
[...]*

*"L'Union soviétique et l'Asie formaient un marché potentiel assez vaste pour étourdir des hommes d'affaires, mêmes doués d'imagination comme les chefs de l'IG Farben. Pour eux et leur société, la marche vers l'est de Hitler était la promesse d'une zone commerciale neuve à exploiter et de profits importants. Les perspectives d'après-guerre étaient donc si brillantes que les administrateurs de l'IG Farben misèrent largement sur le programme Auschwitz. Au lieu de demander au gouvernement du Reich de financer les constructions nouvelles, ils décidèrent que l'IG Auschwitz serait une société privée, dont la société mère assumerait tous les risques. Un crédit de neuf cents millions de marks, soit plus de 250 millions de dollars, fut voté presque à l'unanimité pour construire le groupe d'usines le plus puissant de l'empire de l'IG Farben."
[...]*

*"Il fut convenu que l'IG Farben verserait quatre marks par jour, pour le travail d'un ouvrier spécialisé, interné au camp de concentration, et deux marks s'il s'agissait d'un manoeuvre. Par la suite, les SS acceptèrent de fournir des enfants au prix d'un mark et demi. Ces versements étaient destinés aux SS, les internés ne recevant rien, bien entendu."
[...]*

*"Le camp de l'IG Farben à Monowitz fut mis en service au mois de septembre 1942, avec un lot de déportés d'Auschwitz N°1, qui devaient travailler à la construction des usines de pétrole et de caoutchouc. Mais les travailleurs n'en étaient pas tous capables. Dans la foule de Juifs originaires de toute l'Europe qui débarquaient à Auschwitz, les médecins devaient choisir les plus robustes pour les chantiers de l'IG Farben."
[...]*

"La construction de l'IG Auschwitz garantit à l'IG Farben qui l'a entreprise une place exceptionnelle dans l'histoire et la pratique, aux principes moraux

du national-socialisme, l'IG s'est affranchie des règles traditionnelles sur le traitement des esclaves."

[...]

"Les usines qu'ils ont construites étaient gigantesques, au point qu'elles consommaient plus de courant électrique que toute la ville de Berlin."

[...]

"Le 12 mai 1944 fut une date néfaste pour l'Allemagne et pour l'IG Farben. L'armée de l'air américaine lança vers l'Allemagne neuf cent trente-cinq bombardiers pour détruire son industrie pétrolière de synthèse. Deux cents de ses appareils avaient pour cible l'usine de l'IG Farben, à Leuna."

[...]

"Trois cent cinquante mille ouvriers se mirent au travail pour rétablir la fabrication allemande de pétrole. À Leuna, elle le fut pour moitié en dix jours. Mais le 28 mai, la huitième escadre aérienne de l'US Air Force revint à la charge, et les coups portés par ses attaques diminuèrent, une fois de plus, de cinquante pour cent le tonnage de carburant fabriqué."

[...]

"À l'automne de 1944, la situation militaire de l'Allemagne était désespérée. C'est ce qui explique que trois nazis les plus zélés et les plus fanatiques du IIIe Reich, Bormann, Ley et Goebbels tentèrent de convaincre Hitler qu'il fallait attaquer les positions militaires et les grandes villes de l'ennemi, au moyen du tabun, un produit si violemment toxique qu'une seule goutte sur la peau d'un homme le tue en quelques secondes, en paralysant son système nerveux. Le Tabun et le Sarin furent découverts par les laboratoires de l'IG Farben, au cours de recherches pour la fabrication des insecticides. L'un et l'autre figuraient sur la liste des secrets militaires les plus soigneusement protégés sous le nom de code «N-Stoff».

[...]

"Dès le mois de septembre 1944, Ter Meer et Ernst Struss, secrétaire du conseil de direction, préparaient la destruction des archives de l'IG Farben pour le cas où l'armée américaine occuperait Francfort."

[...]

"Parmi les catégories d'ouvriers travaillant à l'IG Farben Auschwitz, celle des déportés du camp était la plus mal traitée. Ces hommes étaient roués de coups par les capos, eux-mêmes responsables devant les contremaîtres de l'usine du travail imposé à leurs détachements. En sorte que, si la tâche prescrite n'était pas faite intégralement, le capo était puni le soir même, tout aussi brutalement, à son retour au camp. Un mécanisme d'oppression solidaire régnait sur tout le personnel du camp employé aux chantiers."

[...]

"À la fin de février 1947, le gouvernement militaire américain promulgua une ordonnance qui devait servir de base légale à la dissolution de l'IG Farben dans la zone américaine."

[...]

"Mais dans l'ambiance nouvelle de la guerre froide, la dissolution fut suspendue."

[...]

"À la mi-janvier de 1951, la haute commission interalliée donna son approbation définitive à un programme de fractionnement relatif à la propriété. Les cent cinquante-neuf usines de l'IG Farben d'Allemagne occidentale seraient partagées entre neuf sociétés : les trois grandes d'autrefois : Bayer, BASF, Hoechst, plus six autres moins importantes : Agfa, Kalle, Cassella et Huels. Pour tous ceux qui avaient demandé, dans les pays alliés, la dissolution de l'IG Farben, ce fut un amer désappointement."

[...]

"Friederich Jaehne, condamné à un an et demi de prison par le tribunal de Nuremberg, est devenu administrateur chez Hoechst en juin 1955. Au mois de septembre suivant, ses collègues l'étirent président. En 1956, Ter Meer, le seul

criminel de guerre condamné en même temps pour esclavagisme et pillage, devint président du conseil d'administration de Bayer."

[...]

"En 1977, Hoechst, BASF et Bayer se classent parmi les trente plus importantes firmes industrielles du monde entier."

La peur est le moteur principal de la manipulation des peuples :

- 1929 : crise financière, puis crash économique, montée du communisme.
 - La solution le fascisme : Hitler, Mussolini, Pétain, Franco.
 - 1968 : les peuples en ont marre de produire pour consommer et refusent de continuer à être esclaves.
 - La solution : le choc pétrolier de 1973, apparition du chômage de masse, signature par Pompidou le 4 janvier 1973 de la loi qui interdit à l'État de pouvoir emprunter sans intérêt auprès de la Banque de France, immigration d'une main d'oeuvre moins chère et plus docile.
 - 2008 : les peuples se posent des questions sur la dictature industrielle et financière mondiale, sur les délocalisations, sur les privatisations, sur l'Europe, sur la baisse de leur pouvoir d'achat, sur les événements du 11 septembre 2001, sur les médias qui les informent mal, sur les solutions qui ne sont pas commercialisées.
 - La solution : la crise américaine va permettre de faire comprendre au peuple qu'il faut un gouvernement mondial.
- Coup de chance le gouvernement mondial existe déjà... on avait juste pas informé les citoyens de son existence : OMC, OMS, FMI, FAO, Codex Alimentarius, Banque Mondiale, Otan.
-
-

Deuxième interview d'Annie Lacroix-Riz sur Radio galère
11.11.2013

INDUSTRIELS ET BANQUIERS FRANÇAIS SOUS L'OCCUPATION
<http://www.radiogalere.org>

En préambule à cette nouvelle émission et pour faire écho à la précédente, nous joignons la traduction d'un article récemment publié par le parti communiste bolchévique de toute l'Union soviétique qui éclaire en quelques phrases les relations étroites entre le capitalisme étasunien et l'Allemagne de l'entre deux guerres, relations que l'arrivée au pouvoir des nazis n'interrompirent pas. Ces relations ne furent que ralenties par l'état de guerre entre les deux pays et reprirent vigoureusement entre les Etats-Unis et l'Allemagne de l'Ouest pour faire de celle-ci la pièce maîtresse de l'alliance atlantique et de son volet économique la CEE.

La fin de l'article relative à la situation politique en Ukraine illustre la permanence de l'ingérence étasunienne dans la politique européenne, la Russie, même déssoviétisée et amoindrie par la disparition de l'Union, restant un obstacle à l'hégémonie du capitalisme anglo-saxon.

L'ANTRE DU FASCISME

Les Défis du XXI^e siècle

Il y a plus de 70 ans a débuté le plus grand massacre dans l'histoire, qui a été financé par la réserve fédérale des États-Unis et la Banque d'Angleterre.

Les États-Unis et le Royaume-Uni ont, depuis les années 1920, joué un rôle majeur dans le financement d'Hitler et ses acolytes, considérant l'énergique Adolf comme un outil dans la destruction de l'URSS.

Le montant total des investissements étrangers dans l'industrie allemande pendant les années 1924-1929 s'élevait à presque 63 milliards de marks-or. 70 % des revenus proviennent des banquiers aux États-Unis, la plupart de la banque JP Morgan. Résultat : en 1929 l'industrie allemande occupait la deuxième place dans le monde mais dans une large mesure elle était entre les mains des principaux groupes industriels et financiers des États-Unis.

Ainsi, « l'IG Farben », le principal fournisseur de la machine de guerre allemande, a financé à 45 % la campagne électorale d'Hitler en 1930 et était sous le contrôle de la « Standard Oil » de Rockefeller. Morgan, à travers la « General Electric », contrôlait l'industrie de technologie de la radio allemande. En outre, ils possédaient 30 % des actions de la compagnie aéronautique « Focke-Wulf ». « Opel » a été placé sous le contrôle du « General Motors », appartenant à la famille Dupont. Henry Ford contrôlait 100 % des actions du trust « Volkswagen ». En 1926, avec la participation de la Banque « Dillon Reed and Co » des Rockefeller est née le plus grand trust métallurgique d'Allemagne.

La coopération américaine avec le complexe militaro-industriel allemand a été si intense et omniprésente qu'en 1933, tous les grands secteurs de l'industrie allemande et les grandes banques étaient sous le contrôle du capital financier des États-Unis. Wall Street avait alors établi un contrôle total sur chaque trust en Allemagne.

En août 1934, la « Standard Oil » américaine en Allemagne acquit 730 000 acres de terrain et construisit les plus grandes raffineries de pétrole qui fournissaient le carburant pour les avions et les tanks nazis. Puis, ont été livrés par les États-Unis à l'Allemagne les équipements les plus modernes pour les usines aéronautiques, qui commencèrent la production des avions allemands les plus modernes. L'Allemagne a reçu des entreprises américaines « Pratt et Whitney », « Douglas » « Bendix Avmeysn » un grand nombre de brevets militaires et a construit le « Ju-87 » basé sur la technologie américaine. Dans les derniers modèles de chasseurs et de bombardiers du troisième Reich on trouvait des moteurs britanniques. En 1941, alors que la seconde guerre mondiale faisait rage, les investissements américains dans l'économie allemande s'élevaient à 475 millions de dollars.

A titre de comparaison, Hitler a reçu des Anglo-américains en 1933, en valeur actuelle 66,3 milliards de dollars et l'Union soviétique sous le Prêt-Bail durant toute la guerre, seulement 12 milliards, plus de cinq fois moins.

En 1938-1939, l'Union soviétique a tenté de créer une alliance politico-militaire avec les Anglo-américains contre Hitler, mais toutes les tentatives des soviétiques de s'opposer à Hitler avec une force unie ont échoué, et la « pieuse », démocratie américaine couplée avec la « noble » démocratie britannique ont envoyé le bélier fasciste contre l'URSS.

De nos jours, quand l'élite financière mondiale de la Grande-Bretagne et les États-Unis a lancé le prochain plan pour la transition vers un « nouvel ordre mondial », l'identification de son rôle clé dans l'organisation de crimes contre l'humanité est devenue primordiale.

Par le biais d'une active subversion du rapprochement de l'Ukraine avec la Russie, les États-Unis visaient par tous les moyens possibles à renforcer les mouvements nationalistes contre les Russes en Ukraine. Le budget des organisations nationalistes ukrainiennes Rukh et l'UNA - UNSO a été pour près des trois quarts, financé par la CIA, et la plupart des échelons de ces organisations sont au service du gouvernement américain.

Le voyage du chef de « Svoboda » Oleg Tyagnibok et son adjoint pour la politique des affaires Andrew Mohnik aux États-Unis était prévu. Le but du voyage était une rencontre avec la diaspora ukrainienne aux États-Unis. Tous les frais financiers ont été payés par le pays hôte. Les Membres de la famille de Tyagnibok se sont rendus aux États-Unis à l'invitation de la famille de sa femme, qui vit aux États-Unis.

Les dirigeants du Congrès ukrainien canadien en la personne de Ed Baldy et Oreste Varnitsa sont un intermédiaire entre VO « Svoboda » et ses patrons d'outre-mer. Le soutien financier du « Svoboda » va directement des services de renseignement Canadiens dans les mains de la direction du Congrès et puis migre vers les comptes du parti de Tyagnibok non seulement en Ukraine, mais aussi à l'étranger. Il y a eu le cas de fonds canadiens envoyés pour pourvoir aux besoins de la cellule de « Svoboda » en Autriche (Vienne).

Vue l'existence d'un tel soutien financier puissant à Tyagnibok, venant du Canada et les États-Unis, dans un proche avenir nous pouvons attendre une intensification de la politique de l'information dans « Svoboda ».

Le but de nos « amis » outre-mer reste le même - empêcher le rapprochement de l'Ukraine avec la Russie ! Ce sera très utile de recourir aux services de « Svoboda », qui agira comme un bélier frontal des "nationaux - patriotes" contre le rapprochement des peuples frères!

Ainsi, l'Hydre à sept têtes du fascisme anglo-américain est toujours vivante ! Et à la place des têtes coupées en 1945, il en a poussé une douzaine de nouvelles ! Ne pas comprendre cela aujourd'hui, n'est pas moins dangereux que d'être traître à son propre peuple !

S.V. Golik lieutenant-colonel des réserves

Note du traducteur (Comaguer)

Ce texte a été publié dans le dernier bulletin en ligne du parti communiste bolchévique de toute l'union soviétique

No 11 (128) NOVEMBER 2013 FOR BOLSHEVISM-AUCPB

Oleg Tyagnibok est le leader du parti ukrainien SVOBODA (liberté) qui avec 10% des voix s'est classé au 5^e rang des partis politiques ukrainiens aux législatives d'Octobre 2012.

&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&

- Annie Lacroix-Riz

« *La gestion étatique du travailleur étranger dans la France des années trente, reflet de la priorité de l'ennemi intérieur : les cas polonais et yougoslave* », publiée en 2008 (Pilar González-Bernaldo, Manuela Martini et Marie-Louise Pelus-Kaplan, dir., *Étrangers et Sociétés. Représentations, coexistences, interactions dans la longue durée*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 127-138).

Ce travail sur la manipulation étatique et patronale de la xénophobie - sur la protection systématique clandestine des alliés du Reich hitlérien et la croisade contre les ouvriers étrangers qui ne menaçaient pas les intérêts nationaux français - complète la communication « Pour une nouvelle problématique des "indésirables" dans la France des années 1930 », in Françoise Richer, éd., Minorités ethniques et religieuses (XV^e-XXI^e siècles) La voie étroite de l'intégration, Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2014, p. 168-191, déjà publiée sur le site (<http://www.historiographie.info/probindsirable1930.pdf>). »



[Bons et mauvais étrangers](http://www.historiographie.info/probindsirable1930.pdf)

<http://www.historiographie.info/probindsirable1930.pdf>

- Hannah Arendt

P62-63 effet boule de neige du procès Eichmann ; il a eu effervescence de procès d'ancien SS mais tout de même à des très faibles peines. En 1962, 50% des magistrats encore en place avaient déjà servi sous Hitler.

P66 « ...clémence dont les tribunaux allemands ont fait preuve à l'égard des nazis coupables de meurtres de masse. »

p68 « la logique du procès [...] aurait exigé que soit démasquée la complicité, dans la solution finale, de toutes les autorités, de tous les bureaux..., de tous les fonctionnaires des ministères d'Etats, des forces armées, de leur état-major, de la magistrature, et du monde des affaires. »

p106 à 137 relation avec sionisme avant 1939.

p162 en 1938 ? George Bonnait Ministre consulta Ribbentrop pour transférer tous juifs français à Madagascar...

p166 « celle-ci était calculée en fonction des « capacités d'absorption » des diverses installations de mise à mort et aussi des demandes de travailleurs esclaves émanant des nombreuses entreprises industrielles qui avaient découvert tout le profit qu'on pouvait tirer de l'installation de filiales aux alentours des camps de la mort. » (IG Farben, Krupp et Siemens-Schuckert implantés à Auschwitz et aux environs du camp de Lublin. (25000 morts à IG Farben sur 35000 « travailleurs esclaves »).

p220 Conférence de Wannsee en janvier 1942 (Solution finale).pb « ...pour les postes les plus élevés de la fonction publique qui venaient juste après les ministres, car ces hommes, colonne vertébrale de toute administration gouvernementale, étaient difficile à remplacer et Hitler les toléra, tout comme Adenauer devait tolérer ceux d'entre eux qui n'étaient pas irrévocablement compromis »[...] « Aux dires d'Eichmann, « Heydrich s'attendait aux pires difficultés. » et bien, il ne pouvait se tromper davantage »

[On note : cela rappelle la formule de R. Barre pour justifier son amitié avec Papon : « il fallait bien que la France fonctionne », de nos jours il est encore courant d'entendre cette ineptie : « il fallait bien reconstruire la France » ... avec des plots pourris oui]

p225 « les défections des officiers ne commencèrent à se faire sentir que lorsqu'il fut certain que l'Allemagne allait perdre la guerre. »

[On note : idem en France avec les résistants de dernière heure Mitterrand (futur cadre Loreal Bettencourt gendre de Schueller Loréal etc et réfractaires STO avant eux ?]

p227 « coopération » juive, marchandage infâme etc

p250 « effondrement moral »[...] cite De Jong :« Ceux qui ne voulaient pas fermer les yeux ont dû comprendre dès le début qu' « accorder quelques exceptions afin de pouvoir d'autant plus facilement confirmer la règle générale était une pratique généralisée. »[...] Ce qui était moralement si désastreux dans l'acceptation de ces catégories privilégiées était que toute personne requérant d'une « exception » soit faite pour elle reconnaissait implicitement la règle, mais ce point sensible semble avoir échappé à ces « hommes bons » [Cf cas Kastner]

p265 [cas Becher homme d'affaire...] Cavalerie SS épargnée à Nuremberg.

P270 « ...et de ceux qui étaient assez malins pour prévoir le retour à des « conditions normales », dans lesquelles l'argent et les relations redeviendraient des atouts indispensables. »

(**Hannah Arendt** « Eichmann à Jérusalem »)

- Karl Polanyi

« Permettre au mécanisme du marché d'être l'unique directeur du sort des êtres humains et de leur environnement naturel aurait pour résultat la démolition de la société. » **Karl Polanyi**

p134 "Les traquenards du système du marché ne furent pas immédiatement manifestes."

p194"La production est l'interaction de l'homme et de la nature" [...]

"La fiction marchandise ne tenait aucun compte du fait qu'abandonner le destin du sol et des hommes au marché équivaldrait à les anéantir"

p235" Séparer le travail des autres activités de la vie et le soumettre aux lois du marché, c'était anéantir toutes les formes organiques de l'existence et les remplacer par un type d'organisation différent, atomisé et individuel. Ce plan de destruction a été fort bien servi par l'application du principe de la liberté de contrat." [...] "Les conséquences de l'établissement d'un marché du travail sont manifestes aujourd'hui [1944] dans les pays colonisés. Il faut forcer les indigènes à gagner leur vie en vendant leur travail. Pour cela, il faut détruire leurs institutions traditionnelles et les

empêcher de se reformer, puisque, dans une société primitive, l'individu n'est généralement pas menacé de mourir de faim à moins que la société dans son ensemble ne soit dans ce triste cas. Dans le système territorial des Cafres (kraal), par exemple, "la misère est impossible; il n'est pas question que quelqu'un, s'il a besoin d'être aidé, ne le soit pas"(Mair). Aucun Kwakiutl "n'a jamais couru le moindre risque d'avoir faim"(Loeb). "Il n'y a pas de famine dans les sociétés qui vivent à la limite de la subsistance"(Herskovits). C'était également un principe admis qu'on était à l'abri du besoin dans la communauté de village indienne, et, pouvons nous ajouter, dans presque n'importe quel type d'organisation sociale jusqu'à l'Europe du début du 16e siècle, quand les idées modernes sur les pauvres proposées par l'humaniste Vivès furent débattues en Sorbonne. C'est parce que l'individu n'y est pas menacé de mourir de faim que la société primitive est en un sens plus humaine que l'économie de marché et en même temps moins économique. Chose ironique, la première contribution de l'homme blanc au monde de l'homme noir a consisté pour l'essentiel à lui faire connaître le fléau de la faim. C'est ainsi que le colonisateur peut décider d'abattre les arbres à pain pour créer une disette artificielle ou peut imposer un impôt sur les huttes aux indigènes pour les forcer à vendre leur travail. Dans les deux cas, l'effet est le même que celui des enclosures des Tudors avec leur sillages de hordes vagabondes."[...] Or ce que le Blanc pratique aujourd'hui encore à l'occasion dans des contrées lointaines, à savoir la démolition des structures sociales pour en extraire l'élément travail, des Blancs l'ont fait au 18e siècle à des populations blanches avec les mêmes objectifs." [...]

p243 "Accepter une sphère économique séparée d'une sphère politique, cela aurait impliqué qu'elle reconnaissait le principe du gain et du profit comme force organisatrice de la société" [...]

p245 "Personne ne peut mettre en doute la sincérité qui inspire la conviction de Hannah More: plus les pauvres se plient à leur condition dégradée, plus ils vont se tourner facilement vers les consolations célestes." [...]

p258 "En fait, le problème de la protection s'est posé pour les agriculteurs de pays entiers, de continents. Le libre échange international, si on le laisse faire doit nécessairement éliminer les producteurs agricoles par plein contingents, et en quantité toujours plus grande (Borkenau 1939). Ce processus inévitable de destruction a été fortement aggravé par la discontinuité inhérente au développement des moyens de transport modernes, trop coûteux pour être étendus à de nouvelles régions de la planète, à moins qu'il n'y ait beaucoup à gagner." [...] "les continents entiers se sont ouverts" et une avalanche de grain" [...] "confrontée à une destruction totale de la société rurale, elle fut forcée de protéger sa paysannerie en instaurant des lois sur les céréales. Mais si les Etats organisés d'Europe étaient capables de se protéger contre les remous du libre-échange internationale, les peuples colonisés inorganisés ne le pouvaient pas. En se révoltant contre l'impérialisme, les peuples d'outre mer visaient surtout à obtenir le statut politique qui les mettrait à l'abri des bouleversements sociaux causés par les politiques commerciales des Européens." [...]

p266 "On ne prit pas garde que leurs démonstrations prouvaient purement et simplement la grandeur du péril encouru par un peuple qui confiait sa sécurité à une institution aussi fragile que le marché autorégulateur." [...]

p274 "Pour l'économiste, aucune nation n'existe; les transactions s'effectuent non pas entre nations, mais entre individus, dont l'allégeance politique était aussi hors de propos que la couleur de leurs cheveux."

p288 " Il était encore plus évident que l'on avait besoin de méthodes interventionnistes si la région en question se trouvait riche en matières premières nécessaires aux manufactures européennes," [...] "Or de plus en plus souvent, on ne remboursait que sous la menace de l'intervention armée; de plus en plus souvent les routes ne restaient ouvertes qu'à l'aide de canonniers." p297 "extinction physique des colonisés". [...]

p308 "La séparation des pouvoirs, inventée entre temps (1748) par Montesquieu, était désormais utilisée pour séparer le peuple du pouvoir sur toute sa propre vie économique." [...]

p309 "Les chartistes s'étaient battus pour obtenir le droit d'arrêter la meule du marché qui broyait la vie du peuple. Mais on n'accorda de droit au peuple que lorsque l'affreuse adaptation se fut achevée." [...]

p314 "En réalité, rien ne peut mieux illustrer la nature utopique d'une société de marché que les absurdités dans lesquelles la fiction du travail-marchandise doit entraîner la collectivité." [...]

p319 "L'obstination avec laquelle, pendant dix années critiques, les tenants du libéralisme économique avaient soutenu l'interventionnisme autoritaire au service de politiques

déflationnistes eût pour conséquence pure et simple un affaiblissement décisif des forces démocratiques qui, sans cela, auraient pu détourner la catastrophe fasciste. La GB et les US, qui n'étaient pas les serviteurs mais les maîtres de la monnaie, abandonnèrent l'or assez tôt pour échapper à ce péril."[...]

p321 **"système politique et économique menacé de paralysie totale"[...]"Les temps étaient mûrs pour la solution fasciste"[...]"Solution à l'impasse où s'était mis le capitalisme libéral. [...]**

p322**"Elle proposait une manière d'échapper à une situation institutionnelle sans issue qui était, pour l'essentiel, la même dans un grand nombre de pays, et pourtant essayer ce remède; c'était répandre partout une maladie mortelle. Ainsi périssent les civilisations."**[...] « solution à l'impasse où s'était mis le capitalisme libéral »[répétition...]

p323 "Si il y avait un trait caractéristique du fascisme, c'est qu'il ne dépendait pas de ce genre de manifestations populaires. Bien qu'il eut d'habitude pour but d'être suivi par les masses, ce n'était pas le nombre de ses adhérents qui attestait sa force potentielle, mais l'influence des personnes haut placées dont les dirigeants fascistes avaient acquis les bonnes grâces: ils pouvaient compter sur leur influence sur la communauté pour les protéger contre les conséquences d'une révolte avortée, ce qui écartait les risques de révolution. »[...]

p324 «En France le culte du mythe politique de Georges Sorel ont été quelques-uns de ses avant-coureurs multiples et divers. » [...]

p325 « C'est la situation qui a donné naissance au mouvement » [et non l'inverse] [...]

Le fascisme comme le socialisme, était enraciné dans une société de marché qui refusait de fonctionner [...] Il était mondial dans sa portée .

P327 « Dans sa lutte pour le pouvoir politique, le fascisme est complètement libre de négliger ou d'utiliser les questions locales, à son gré . Son objectif transcende le cadre politique et économique : il est social. Il met une religion politique au service d'un processus de dégénérescence. »[...]

p329 « En réalité, le rôle joué par le fascisme a été déterminé par un seul facteur, l'état du système de marché. »[...]

p337 « La civilisation du 19e siècle n'a pas été détruite par l'attaque extérieure ou intérieure de barbares. »[...] « Sa désintégration a été le résultat [de l'action] des mesures adoptées par la société pour ne pas être à son tour, anéantie par l'action du marché autorégulateur.[...] Les guerres extérieures n'ont fait que hâter sa destruction. »

Après un siècle d' « amélioration » aveugle, l'homme restaure son « habitation ». Si l'on ne veut pas laisser l'industrialisme éteindre l'espèce humaine, il faut le subordonner aux exigences de la nature de l'homme. » « pas reposer sur » une économie fondée sur l'intérêt personnel. Une telle organisation de la vie économique est complètement non naturelle. »[...]

p338 « L'histoire économique révèle que les marchés nationaux ne sont pas du tout apparus du fait que la sphère économique s'émancipait progressivement et spontanément du contrôle gouvernemental. Au contraire, le marché a été la conséquence d'une intervention consciente et souvent violente de l'État, qu'a imposé l'organisation du marché à la société pour des fins non économiques » [...]

p345 notion de liberté personnelle « Dans une société établie, le droit à la non conformité doit être protégé par les institutions. L'individu doit être libre de suivre sa conscience sans craindre les pouvoirs qui se trouvent être chargés de tâches administratives dans certains secteurs de la vie sociale. [...] La contrainte ne devrait jamais être absolue ; il faudrait offrir à « l'objecteur » une niche dans laquelle il puisse se retirer, un « deuxième choix » qui lui laisse une vie à mener . Ainsi la marque d'une société libre.[...] La véritable manière de répondre à la menace que la bureaucratie devienne source d'abus de pouvoir est de créer des sphère de liberté arbitraire protégées par des règles infrangibles. » [Zadiste si tu lis ces lignes...]

p347 « Pour le tenant du libéralisme économique, l'idée de liberté dégénère ainsi en un pur et simple plaidoyer pour la libre entreprise – laquelle est aujourd'hui réduite à l'état de fiction par la dure réalité des trusts géants et du pouvoir princier des monopoles. » [...]

p349 « Nous voilà arrivés à l'étape finale de notre raisonnement. Débarrassés de l'utopie du marché, nous voici face à face avec la réalité de la société. C'est la ligne de partage entre le libéralisme, d'une part, le fascisme et le socialisme de l'autre. La différence entre ces deux derniers n'est pas seulement économique. Elle est morale et religieuse. Même dans les cas où ils

professent une économie identique, ils ne sont pas seulement différents, mais incarnent en vérité, des principes opposés. Et le point ultime sur lequel ils se séparent est, une fois de plus, la liberté.

Les fascistes comme les socialistes acceptent la réalité de la société, avec la finalité que la connaissance de la mort a imprimée à la conscience humaine. Le pouvoir et la coercition sont une partie de cette réalité, un idéal qui voudrait les bannir de la société doit être invalide. La question sur laquelle ils se séparent est de savoir si à la lumière de cette connaissance, l'idée de liberté peut ou non être soutenue ; la liberté est-elle un mot vide, une tentation, destinée à détruire l'homme et ses œuvres ou bien l'homme peut-il réaffirmer sa liberté en face de cette connaissance et s'efforcer de la réaliser dans la société sans tomber dans l'illusionnisme moral ? Cette question angoissée résume la condition humaine. L'esprit et le contenu de cette étude devraient donner l'idée d'une réponse.

« Nous avons invoqué ce que nous croyons être les trois faits constitutifs de la conscience de l'homme occidental : la connaissance de la mort, la connaissance de la liberté, la connaissance de la société. La première selon la légende juive, a été révélée dans l'histoire de l'Ancien Testament. La deuxième a été révélée par la découverte de l'unicité de la personne dans les enseignements de Jésus-Christ tels que les rapporte le Nouveau Testament. La troisième révélation nous est venue par le fait que nous vivons dans une société industrielle. Aucun grand nom ne s'y rattache[...]

(Karl Polanyi "La Grande Transformation" 1944)

« Le crime capital, la responsabilité qui les englobe toutes, c'est le vœu d'obéissance absolue à la société, l'abdication de sa responsabilité. Les monstres d'Oradour n'étaient que des soldats tenus d'exécuter les ordres, ils n'étaient pas responsables. Mais là fut précisément leur culpabilité qu'ils partagent avec tous les hommes qui acceptent la discipline de l'Armée, dont le culte stupide et sanglant de la Nation. En devenant de purs instruments ils avaient commis leur crime par avance. Mais tout le monde n'a pas la malchance d'être envoyé à Oradour. »
(Bernard Charbonneau « je fus-essai sur la liberté »).

#####

<http://laboratoireurbanismeinsurrectionnel.blogspot.fr/>

<http://laboratoireurbanismeinsurrectionnel.blogspot.fr/2015/12/guer-in-fascisme-grand-capital.html>

GUERIN | FASCISME & GRAND CAPITAL

« Le pays ne sera sauvé que provisoirement par les seules frontières armées : il ne peut l'être définitivement que par la race française, et nous sommes pleinement d'accord avec Hitler pour proclamer qu'une politique n'atteint sa forme supérieure que si elle est raciale, car c'était aussi la pensée de Colbert et de Richelieu.»

Jean Giraudoux

Pleins pouvoirs | 1939

« D'autre part, le fascisme préfère susciter la foi plutôt que s'adresser à l'intelligence. Un parti soutenu par les subsides du grand capital et dont le but secret est de défendre les privilèges des possédants n'a pas intérêt à faire appel à l'intelligence de ses recrues... »

[...]

« Le fascisme n'hésite pas à séduire les masses au moyen d'une démagogie passe-partout. Il promet la lune à chaque catégorie sociale, sans se soucier d'accumuler les contradictions dans son programme.»

[...]

« Le fascisme, de quelque nom qu'on l'appelle, risque de demeurer l'arme de réserve du capitalisme dépérissant.»

Daniel Guérin

Fascisme et grand capital

1936, complété en 1945

L'ouvrage Fascisme et Grand Capital, de Daniel Guérin, est le récit de la montée du fascisme en Europe, le fruit pourri d'une crise économique longue et destructrice, et l'expression de la décadence de l'économie capitaliste ; il n'est pas le produit du grand capital en tant que tel, mais il le devient à partir du moment où son hégémonie sur les masses - sincèrement convaincues ou réprimées et rendues muettes par la force - prend de l'amplitude.

La percée des partis politiques nationalistes en ce début de 21^e siècle se différencie ainsi de leurs ancêtres : pas de milices armées agissant en toute impunité, pas de programme politique radical appelant à une révolution totale, c'est-à-dire, utopique {1}, ni d'homme providentiel capable de soulever, réveiller l'enthousiasme d'immenses foules et guider leurs instincts les plus pervers, dont guerrier et xénophobe. En France, nul ne pouvait prétendre incarner cet homme providentiel - l'on tenta sans succès de faire accéder à ce statut de demi-dieu Léon Blum, puis Pétain.

Pourtant, le pays était bien prédisposé à suivre la voie du fascisme, tant l'antisémitisme, aussi vigoureux qu'outre-Rhin, et les sentiments de xénophobie aiguë étaient manifeste dans l'opinion publique, y compris au sein de la Gauche. Que l'on explique par les effets conjoints de la persistance de la crise économique, de l'incapacité des politiques, leur corruption {2}, d'un véritable raz-de-marée de réfugiés, d'apatrides fuyant l'Italie {3}, l'Allemagne, l'Autriche, la Pologne et l'Espagne de Franco.

La question de la maîtrise et de la gestion de l'immigration {4} devint un des principaux sujets de débats politiques, et naturellement la droite se déchaîna, sans complexe aucun, suivant le chemin tracé par les ligues de l'extrême-droite, tel l'écrivain Jean Giraudoux, auteur de Pleins Pouvoirs, dont voici l'avis sur la question :

"Entrent chez nous tous ceux qui ont choisi notre pays, non parce qu'il est la France, mais parce qu'il reste le seul chantier ouvert de spéculation ou d'agitation facile, et que les baguettes du sourcier y indiquent à haute teneur ces deux trésors qui si souvent voisinent : l'or et la naïveté. Je ne parle pas de ce qu'ils prennent à notre pays, mais, en tout cas, ils ne lui ajoutent rien. Ils le dénaturent par leur présence et leur action. Ils l'embellissent rarement par leur apparence personnelle. Nous les trouvons grouillants sur chacun de nos arts ou de nos industries nouvelles et anciennes, dans une génération spontanée qui rappelle celle des puces sur un chien à peine né.

Entrent chez nous, sous le couvert de toutes les révolutions, de tous les mouvements idéologiques, de toutes les persécutions, non pas seulement ces beaux exilés de 1830 ou de 1848 qui apportaient là où ils allaient, Etats-Unis, Europe Centrale, Afrique du Sud, le travail, la conscience, la dignité, la santé, mais tous les expulsés, les inadaptés, les avides, les infirmes. Sont entrés chez nous, par une infiltration dont j'ai essayé en vain de trouver le secret, des centaines de mille Askenasis, échappés des ghettos polonais ou roumains, dont ils rejettent les règles spirituelles, mais non le particularisme, entraînés depuis des siècles à travailler dans les pires conditions, qui éliminent nos compatriotes, tout en détruisant leurs usages professionnels et leurs traditions, de tous les métiers du petit artisanat : confection, chaussure, fourrure, maroquinerie, et, entassés par dizaines dans des chambres, échappent à toute investigation du recensement, du fisc et du travail.

Tous ces émigrés, habitués à vivre en marge de l'Etat et à en éluder les lois, habitués à esquiver toutes les charges de la tyrannie, n'ont aucune peine à esquiver celles de la liberté ; ils apportent là où ils passent l'à-peu-près, l'action clandestine, la concussion, la corruption, et sont des menaces constantes à l'esprit de précision, de bonne foi, de perfection qui était celui de l'artisanat français. Horde qui s'arrange pour être déchu de ses droits nationaux et braver ainsi toutes les expulsions, et que sa constitution physique, précaire et anormale, amène par milliers dans nos hôpitaux qu'elle encombre.

En ce qui concerne les migrations provoquées par lui-même, notre Etat n'a pas eu plus de prévoyance. Il n'a jamais été guidé que par des considérations matérielles. D'abord, alors qu'il pouvait choisir parmi les races les plus voisines de la nôtre, il a favorisé l'irruption et l'installation en France de races primitives ou imperméables, dont les civilisations, par leur médiocrité ou leur caractère exclusif, ne peuvent donner que des amalgames lamentables et rabaisser le standard de vie et la valeur technique de la classe ouvrière française. L'Arabe pullule à Grenelle et à Pantin.

[...]

Concluons. Dans l'équipe toujours remarquable des hommes d'Etat qui prétendent à la conduite de la France, le seul qui aura compris, celui auquel il conviendra de tresser plus tard des couronnes aussi belles qu'au ministre de la paix, sera le ministre de la race (...).

Qu'importe que les frontières du pays soient intactes, si les frontières de la race se rétrécissent et si la peau de chagrin française est le Français ! (...)

Le pays ne sera sauvé que provisoirement par les seules frontières armées : il ne peut l'être définitivement que par la race française, et nous sommes pleinement d'accord avec Hitler pour proclamer qu'une politique n'atteint sa forme supérieure que si elle est raciale, car c'était aussi la pensée de Colbert et de Richelieu."

Le gouvernement du Front Populaire - socialiste - dirigé par Léon Blum - israélite -, atténua les politiques restrictives en matière d'immigration, toutefois, on continua d'expulser nombre de travailleurs étrangers illégaux sans papiers {5}. La raison est donnée par Maurice Thorez, secrétaire général du parti communiste, qui s'exclamait lors d'un meeting au Vélodrome d'hiver, le 28 septembre 1937 :

« Asile sacré aux travailleurs immigrés chassés de leur pays par le fascisme, mais répression impitoyable contre les agents étrangers de l'espionnage et du terrorisme fasciste et contre leurs complices français. Nulle xénophobie ne nous anime quand nous crions "La France aux Français" ».

Daniel Guérin évoquait les erreurs de la Gauche nationaliste

« qui faisait appel aux instincts grossiers des foules, à leur potentielle hystérie. [...]

Cependant, la gauche, croyant ainsi disputer les "patriotes" au fascisme, a soudain introduit le mot nation dans son vocabulaire. [...]

En France, nous vîmes successivement les néo-socialistes inscrire la nation en tête de leur credo, tandis que nos camarades communistes s'époumonèrent à "aimer leur pays". Mais la plupart des patriotes, ainsi stimulés dans leur hystérie chauvine, mais toujours défiants à l'égard de la gauche, estimèrent que le fascisme était plus qualifié qu'elle pour incarner le nationalisme. Beaucoup d'entre eux, sous la houlette de Maurras, se rallieront finalement au Maréchal.»

Selon Daniel Guérin, à force d'emprunter au fascisme, les partis démocrates finissaient par lui ressembler, et s'exposaient « au risque que les foules ne fussent davantage sensibles à la propagande fasciste qu'à sa contrefaçon », alors qu'ils « croyaient se prémunir contre le fascisme en le singeant, ils envoyèrent de l'eau à son moulin.»

Comme est souvent entendu aujourd'hui, l'électorat préfère l'original plutôt que la copie, constat déjà observé par Guérin en 1935.

Ainsi, aujourd'hui, quand les politiciens de gauche manient le nationalisme de manière aussi irraisonnée, exacerbée, conjuguée sous toutes ses formes – produire et consommer français, appel à la nation, au patriotisme contre les forces du mal, deuil national, droit scindé départageant la population de souche française des étrangers, etc. -, il est à craindre que cet appel ne fasse le lit de la xénophobie, de l'intolérance : les pièges toujours à l'affût, les "attrape-nigauds" tendus comme hier par la démagogie nationale-socialiste, et, la droite modérée. Le danger est grand car selon Daniel Guérin, après la défaite militaire de 1940 :

« La France, à son tour, connaissait à son tour la honte du fascisme. Et d'un fascisme qui ne fut pas uniquement imposé de l'extérieur. Car le régime de Vichy, on l'oublie trop aujourd'hui, rallia une bonne partie de nos classes moyennes et ne fut pas seulement un sous-produit de l'occupation allemande. »

Gardons-nous de comparer deux époques aussi différentes, les causes produisent les mêmes effets, mais les partis européens de l'extrême droite activiste, néo-fasciste répondent de nos jours à d'autres problématiques sociétales, nouvelles, que celles évoquées ici brièvement. Jacques Rancière avait ces quelques mots pour :

« ... prendre la mesure de ce que signifie le développement des mouvements d'extrême droite en Europe, en se gardant de concepts douteux comme celui de populisme. L'émergence de l'extrême droite en Europe est aussi la conséquence d'un rétrécissement de l'espace politique. Elle est corrélative de la montée de la culture consensuelle qui réserve la chose commune à l'alliance entre oligarchies gouvernementales, oligarchies économiques et experts officiels. À sa manière, elle traduit le rejet de cette confiscation de la politique.

C'est pourquoi l'union sacrée contre les marges honteuses, comme aux élections de 2002, est tout à fait catastrophique. On luttera contre l'extrême droite par le développement de la sphère de la discussion politique et non par l'union consensuelle derrière l'alliance des oligarques. » {6}

*Extrait d'un entretien in :
Et tant pis pour les gens fatigués
2009
Espaces Temps*

NOTES

{1} Ni d'ailleurs de grands penseurs, intellectuels, artistes, comme ce fut le cas notamment en Italie.

{2} Il faut souligner les nombreux scandales politico-financiers qui secouèrent la vie politique en France : l'opinion publique jugeait ainsi d'une classe politique incapable de mettre un terme à la crise, corrompue, et dont les principaux acteurs et accusés, issus de l'oligarchie, avaient cette étonnante capacité à se soustraire aux affres de la justice et réapparaître, une fois la tempête médiatique passée, sur la scène politique.

{3} Après la boucherie de la première guerre mondiale, la France en mal de prolétaires et de géniteurs, fut heureuse d'accueillir à bras ouvert les travailleurs étrangers, en favorisant leur venue, puis leur captation - concurrence oblige avec les pays européens dans le même cas, et les pays d'Amérique - grâce notamment à la loi de 1927 réduisant le nombre d'années sur le territoire nécessaires pour un étranger pour obtenir la nationalité française (de 10 à 3 ans). Les premiers réfugiés politiques italiens arrivent à partir de 1921, militants, activistes, syndicalistes, etc., de la gauche, ils constituaient la cible privilégiée des milices fascistes. Nombreux poursuivent la lutte politique en France, notamment les "révolutionnaires professionnels", et leur rôle a été déterminant pour la diffusion, le développement et l'extension géographique des idées socialistes et communistes, dans les cercles ouvriers (la CGT en 1937 comptait dans ses rangs 200.000 adhérents d'origine italienne soit la moitié de ses effectifs).

{4} En ce qui concerne l'architecture, ouvrons cette parenthèse pour évoquer le programme national de construction de camps de concentration, selon la terminologie administrative de l'époque, afin d'interner les populations étrangères jugées indésirables ou dangereuses pour la sécurité publique ; le premier est en fonctionnement en janvier 1939.

{5} Le talentueux historien Ralph Schor, spécialiste de l'immigration en France des années 1930, estime que les réactions de méfiance des français à l'encontre de l'étranger l'emportaient largement sur les attitudes de sympathie, de compassion, de miséricorde et que la persistance

de la crise a fait sauter progressivement les solides barrières que l'humanisme, la solidarité de classe voire même l'internationalisme prolétarien pouvaient opposer à la haine de l'étranger.
Extrait de son texte :

LE FRONT POPULAIRE ET LES ETRANGERS

La pusillanimité de la gauche victorieuse

La nouvelle équipe gouvernementale afficha d'emblée de bonnes dispositions. Le Parti socialiste SFIO, majoritaire, créa une Commission d'étude des questions de la main-d'œuvre étrangère. Quelques mesures significatives furent rapidement prises. Ainsi la convention de Genève du 28 octobre 1933, accordant le bénéfice du passeport Nansen aux apatrides, fut ratifiée. Le décret du 17 septembre 1936 institua un certificat de nationalité en faveur des réfugiés originaires d'Allemagne.

Des instructions furent données pour humaniser les relations entre l'administration et les étrangers, éviter les rapatriements forcés de chômeurs, réduire le nombre des expulsions, ces dernières devant être seulement prononcées pour des "manquements très graves aux réserves qui s'imposent à tout étranger recevant l'hospitalité de notre pays" (Circulaire du ministre de l'Intérieur n° 119, 27 juillet 1936).

Pourtant, même si un climat nouveau s'était instauré, force était de constater que la condition des étrangers et les dispositions de l'opinion à leur égard ne s'étaient pas profondément modifiées. Parmi les revendications les plus insistantes présentées par les associations humanitaires figurait la définition d'un statut des étrangers qui aurait comporté des dispositions libérales : facilités accrues pour l'octroi des papiers et l'accès à la nationalité française, amélioration des avantages sociaux, participation aux élections professionnelles, large extension des libertés, garantie solennelle du droit d'asile, expulsion prononcée seulement par un tribunal civil avec publication d'un jugement motivé...

Ces demandes ne furent pas entendues. Le Front populaire avait seulement réparé quelques injustices catégorielles. Mais il n'avait pas pris pour les immigrés des décisions hardies et novatrices comme pour les Français. Il négligea même de contrôler la bonne application des quelques mesures favorables qu'il avait édictées. De manière significative, Le Populaire, quotidien de la SFIO, célébrant dans son numéro spécial du 4 juin 1937 l'œuvre de Léon Blum, après un an de pouvoir, ne cita aucune des décisions prises au bénéfice des étrangers. De son côté, Maurice Thorez, secrétaire général du Parti communiste, énumérant devant ses camarades, le 11 juillet 1936, les catégories sociales pour lesquelles le parti luttait, ne songea pas à mentionner la main-d'œuvre immigrée. Plus grave encore, le gouvernement, ne rompant pas réellement avec les pratiques de ses prédécesseurs modérés, expulsa des étrangers intervenant dans les conflits politiques et sociaux. Il appliqua avec rigueur la loi du 11 août 1932 qui permettait de limiter la main-d'œuvre immigrée dans les entreprises privées. La CGT ne montra pas plus de bienveillance. Certains militants, constatant un afflux d'adhésions d'immigrés et craignant de perdre ainsi une part d'influence dans la confédération, dénoncèrent "cette intrusion des étrangers dans le mouvement syndical français" (Le Peuple, 25 juin 1936). Les nouveaux adhérents, étroitement surveillés, ne pouvaient en aucun cas constituer des sections menant une vie autonome.

Dans ces conditions, les étrangers ne cachèrent pas leur déception. Le Hongrois Paul Loffler observa dans ses souvenirs : "Pour moi personnellement, le Front populaire n'a rien changé. Ce n'était pas fait pour les étrangers, mais pour améliorer la situation des Français" (Paul Loffler, Journal de Paris d'un exilé, Rodez, 1974, p.163). Le syndicaliste Ernesto Caporali notait tristement : "Les parents pauvres que nous sommes n'ont qu'à se taire" et concluait que l'union de la gauche avait représenté pour les étrangers "la plus amère des désillusions" (Ernesto Caporali, Le Peuple, 15 avril 1938).

Les haines de l'extrême droite vaincue

Malgré la modestie des réalisations du Front populaire en faveur des immigrés, l'extrême droite interpréta la période comme une victoire du parti des étrangers et multiplia les déclarations passionnées.

Les attaques visaient d'abord Léon Blum. Celui-ci était peint comme le symbole même de l'étranger. L'écrivain à succès Maurice Bedel, lauréat du prix Goncourt, publia un pamphlet dans lequel le chef du gouvernement était représenté comme un juif, de ce fait inapte à comprendre le pays qu'il administrait : "il se sentait incommodé d'être le chef d'un peuple étranger à sa chair" (Maurice Bedel, *Bengali*, Paris, 1937, pp. 108 et 126). Jean-Pierre Maxence surenchérisait : "M. Léon Blum par toutes ses fibres représente l'étranger. Au sens quasi chimique, au sens physiologique du mot, il est étranger à la France" (Jean-Pierre Maxence, *Histoire de dix ans, 1927-1937*, Paris, 1939, p. 361). Blum fut aussitôt accusé de favoriser ses coreligionnaires nés sous d'autres cieux et de diriger, comme disait l'Action Française, un "gouvernement de ghetto" (Pierre Tuc, *L'Action Française*, 20 juin 1937) qui donnait aux juifs tous les postes importants du pays.

Le gouvernement était jugé coupable d'ouvrir grandes les frontières non seulement aux juifs mais aux étrangers de toutes provenances dont les exigences étaient immédiatement satisfaites. Bien que le chiffre des décrets de naturalisation ne présente aucune augmentation anormale pour les années 1936 et 1937, l'extrême droite certifia avec aplomb que le gouvernement octroya très largement la nationalité française au profit des individus les moins recommandables : "M. le ministre de la Justice fabriquait des citoyens français avec de la lie italienne, de la moisissure russe et de la gadoue allemande", affirmait Maurice Bedel (Maurice Bedel, *Bengali*, op. cit. p. 56). L'objectif semblait évident : le député conservateur Louis Marin assurait que "la naturalisation est devenue une industrie électorale" car tout nouveau citoyen, reconnaissant, votait pour la gauche (*Journal Officiel, Débats de la Chambre*, 24 mars 1938, p. 933). Peut-être même, selon les extrémistes, les révolutionnaires voulaient-ils détruire la vraie France en la rendant cosmopolite, en transformant les étrangers et les naturalisés en troupe de choc de la subversion bolchevique. Il est incontestable que le gouvernement de 1936 manifesta peu d'intérêt pour les étrangers qui, d'ailleurs, n'étaient pas mentionnés dans le programme du Front populaire. Une telle indifférence s'expliquait par le jeu de divers facteurs. Blum ne voulait vraisemblablement pas s'aliéner l'opinion pour qui les immigrés étaient des escrocs, des régicides et surtout des concurrents sur le marché de l'emploi. Quand les Français eurent été satisfaits par les premières lois sociales, d'autres soucis absorbèrent l'attention des pouvoirs publics : les difficultés financières, les débuts de la guerre d'Espagne, la détérioration de la situation internationale, la montée des oppositions. Il ne paraissait pas urgent de satisfaire précipitamment les revendications des étrangers, question délicate, généralement impopulaire et source de dépenses nouvelles. L'année 1936 est l'une de celles où l'immigration fut le moins traitée par les journaux de toutes tendances. En cette période du Front populaire, les Français pensèrent d'abord à eux-mêmes.

Ralph Schor

historien, professeur à l'Université de Nice.

<http://www.histoire-immigration.fr/node/27000>

La France antisémite ?

Hannah Arendt soutenait l'idée qu'à la fin de 1933, la France

« n'avait plus de vrais dreyfusards, qu'il n'y avait personne pour croire que la démocratie et la liberté, l'égalité et la justice pouvaient être défendues ou accomplies sous la république. »

L'antisémitisme, dénoncé avec vigueur par les partis politiques et les syndicats, mais bien ancré dans l'opinion publique aussi ouvrière, qui avait cette tendance à identifier, à associer étroitement les juifs au capitalisme. Le parti communiste, en particulier, ne se montra guère complaisant avec les réfugiés juifs, pour la simple raison qu'une faible minorité de la population juive allemande et de l'Est européen en exil était ouvrière, la majorité appartenait à la classe bourgeoise, soit des victimes du nazisme mais ennemis du communisme. Ils attribuaient l'arrivée au pouvoir d'Hitler, le triomphe du nazisme à des machinations capitalistes, et les grandes familles juives de la haute sphère bourgeoise – dont notamment le banquier Schroeder - constituant un bloc puissant au sein de la classe capitaliste allemande, portaient elles aussi leurs parts de responsabilité. Dans un article de *L'Humanité* daté de 1933, intitulé « Dans le quartier des banques où nazis et israélites ont réalisé le front commun », l'auteur assurait que « banquiers et industriels juifs ne furent-ils pas parmi les plus zélés commanditaires du mouvement national fasciste ? » D'autant plus, qu'il était impensable, alors, qu'Hitler puisse supprimer ses

alliés financiers, la grande finance juive comme la grande industrie juive, comme il le fera effectivement.

La position d'Arendt est sans doute excessive, car une multitude d'organisations de la Gauche, radicale et modérée, se destinaient spécifiquement à aider les réfugiés politiques et religieux ; dont notamment le Comité Matteotti créé par les socialistes dans les années 1920 pour aider les réfugiés italiens, le Secours Rouge International des révolutionnaires communistes combattant le fascisme et venant en aide aux prisonniers politiques, le Centre de liaison pour le statut des réfugiés, la Ligue d'action universitaire républicaine et socialiste, etc. A leurs côté, une pléiade d'organisations a-politiques dont la Ligue des droits de l'homme, la Ligue International Contre l'Antisémitisme, l'Association des Amis des travailleurs Etrangers, etc.

{6} Suite :

« Par ailleurs, les fins que se proposent ceux que l'on appelle "hommes politiques", à part le fait de conserver leur propre existence, de persévérer dans leur propre être, il n'y en a pas beaucoup. Leurs fins se définissent par rapport à un certain territoire de ce qui est, qui lui-même dessine un certain territoire des possibles. On peut certes définir des programmes afin d'obtenir misérablement 0,5% de suffrages supplémentaires lors d'une élection. Mais il faut à mon sens changer radicalement cette conception des fins, tout comme celle qui en appelle à de nouvelles utopies ou à de nouveaux messianismes. Ce ne sont pas les fins historiques qui créent des dynamismes de pensée et d'action. Ce sont ces dynamismes qui créent des fins en bouleversant la carte de ce qui est donné, de ce qui est pensable et donc de ce qui est imaginable comme objectif d'une certaine stratégie. Il n'y avait pas en 1788 un horizon de fins immanentes propre à entraîner la révolution. Il y a eu d'abord la constitution d'un certain espace de la décision commune qui a créé de nouveaux possibles et de nouveaux sujets et fins. C'est la création d'une sphère de "pouvoir du peuple" qui définit l'ouverture d'un champ du possible. De même l'émancipation sociale a d'abord été une modification des capacités et des comportements et non un horizon d'attente défini. La question préliminaire est toujours de savoir "qui peut quoi ?". On voit bien par exemple que toutes les fins actuellement sur le marché sont définies à partir de compétences déterminées, celle des experts et des gouvernants. »

#####

Petit rappel...

- **Article 15 (1789)** : La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.
- **Article 6 (1793)**: La liberté est le pouvoir qui appartient à l'homme de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui: elle a pour principe la nature; pour règle la justice; pour sauvegarde la loi; sa limite morale est dans cette maxime: Ne fais pas à un autre ce que tu ne veux pas qu'il te soit fait.
- **Article 33** : La résistance à l'oppression est la conséquence des autres droits de l'homme.
- **Article 34** : Il y a oppression contre le corps social lorsqu'un seul de ses membres est opprimé. Il y a oppression contre chaque membre lorsque le corps social est opprimé.
- **Article 35** : Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple , le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.
- **Article 3 (1948)** : Tout individu a droit à la vie, à la liberté et la sûreté de sa personne.
- **Article 25** : Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé...

*Voir aussi les écrits de **Boris Cyrulnik** « les nourritures affectives » « La naissance du sens » **Albert Camus** « L'homme révolté » **Cornelius Castoriadis**. **Murray Bookchin** « Qu'est-ce que l'écologie sociale ? ». **Jean Baudrillard** « Power inferno ». **Günter Anders** « La menace nucléaire » « l'obsolescence de l'homme ». et bien d'autres...*

"Un peuple instruit est ingouvernable" « Penser, c'est dire non » (Alain)

« On résiste contre un état de chose mais on résiste aussi pour créer quelque chose. Définir les injustices actuelles et montrer de quels matériaux pourrait être construit un monde meilleur, c'est créer les premières conditions pour que s'engage le combat victorieux. Résister c'est créer ».
(Lucie et Raymond Aubrac « L'autre campagne »)

(Toutes ces notes sont à transposer avec les mêmes correspondances d'hier et aujourd'hui en France Cf Paxton, etc et aux autres Etats dont les USA Cf Ford, Bush, Standard Oil etc)

Il est impératif d'intégrer le fait que :

- le modèle de Goebbels était Edward Bernays, double neveu de Freud, il avait bien compris tout le profit qu'on pouvait tirer de la connaissance de la psychologie humaine.
- le modèle et soutien important de Hitler était Henry Ford antisémite notoire et toujours cité en exemple dans les « grandes écoles » où on y apprend à marcher sur la tête de l'autre pour avancer...la compétition. On pourrait aussi faire le lien avec les jeux olympiques, le sport. Voir l'œuvre d'Albert Jacquard.

Voir:

- Jacques Pauwels « Big Business avec Hitler » « Le mythe de la bonne guerre » et autres ouvrages
- Annie LACROIX-RIZ, « Industriels et Banquiers Français sous l'occupation », et autres ouvrages.
- Henri GUILLEMIN « La vérité sur l'affaire Pétain », Paris 2012 Utopie
- Jean-Louis LOUBET, « Renault, Cent ans d'histoire », Paris, ETAI, 1998
- Marc Bloch « l'étrange défaite »
- www.ujfp.org/ Union juive française pour la paix et l'Ouvrage « Une parole juive pour contre le racisme » <http://www.ujfp.org/spip.php?article6114>

- www.lesmutins.org

- www.lesfilmsdelan2.org

- sortir de la dette www.cadtm.org

- www.survie.org

- sortir du colonialisme www.anticolonial.net

- <http://fondation-frantzfanon.com>

Féminicides et luttes

A la question de la salle : Que pouvons nous faire pour vous aider ?

Les femmes **zapatistes** répondent que toute forme de solidarité est bienvenue mais que le plus important est que chacun (ne) organise la résistance à sa façon dans son pays respectif et que nos luttes convergent pour que nous nous débarrassions des « mauvais gouvernements » et du neo libéralisme.

« Nous ne pouvons rien attendre des partis politiques ni du gouvernement, ils n'ont de cesse de nous trahir Ya basta ! C'est nous seuls les gens d'en bas qui pourrons faire bouger tout ça » **Les femmes zapatistes. 02/2008**

Reçu des veines ouvertes ; Et « si c'est une femme »

Prenant en compte le poète affirmant que « la femme est l'avenir de l'homme » et que l'actualité et le passé montrent que la femme est l'ancestrale bouc-émissaire de l'homme. Alors le féminicide actuel et sa progression indiquent que l'homme n'a pas d'avenir ou plus exactement ; le féminicide actuel indique la fin de l'humanité « si rien ne bouge ».

On peut aussi dire voire affirmer avec la phrase du géographe de la Commune de Paris Elisée Reclus « L'homme est la nature prenant conscience d'elle même » que la résolution de notre monde passera par la

prise de conscience du féminicide en avant poste ; la femme est effectivement la nature prenant conscience d'elle-même et l'avenir de l'homme qui n'a plus de couilles dépend de la révolte des femmes. Cette situation est aussi la conséquence de la colonisation des peuples autochtones dont les révoltes « homme » ont été brisées de longue date (<http://www.legrandsoir.info/l-indien-dans-nos-tetes.html>). La colonisation du monde par l'occident et de ses dogmes ; le libéralisme, le christianisme, le scientisme, le capitalisme ou productivisme puisque des pays, des hommes prétendument communistes ou socialistes en ont croqué aussi, doit disparaître comme un mauvais rêve avec les dogmes des autres colonisations dites religions.

Quelques textes sélectionnés :

1er Octobre 2014

Des assassinats de Ciudad Juárez au phénomène des féminicides : de nouvelles formes de violences contre les femmes ?

Le texte que Jules Falquet nous propose ici est issu d'un travail sur les recompositions de la violence, et sur la centralité des violences masculines contre les femmes, dans le développement contemporain du mode de production néolibéral — lui-même compris comme la résultante de l'évolution conjointe de rapports sociaux capitalistes, colonio-racistes et hétéro-patriarcaux.

Féministe et activiste "à ses heures libres", Jules Falquet[1] a vécu dans le Chiapas, à Mexico et au Salvador. Elle travaille sur les mouvements sociaux, les résistances à la mondialisation néolibérale, les recompositions de la violence masculine contre les femmes et l'imbrication des rapports sociaux de sexe, « race » et classe.

Préambule

Le choix de revenir sur les assassinats, assortis de viols et de tortures, de centaines de femmes à Ciudad Juárez depuis les années 1990, n'a rien à voir avec une quelconque volonté de victimisation de « pauvres » femmes ou de diabolisation d'hommes particulièrement « machistes » d'un « lointain » pays du sud. Au contraire, la nécessité d'analyser la situation du Mexique s'explique par l'importance de ce pays pour l'avancée du néolibéralisme à l'échelle planétaire, du fait de son rôle-clé dans la construction de l'hégémonie des Etats-Unis —dont il constitue historiquement un réservoir de main-d'œuvre, de matières premières et d'énergie déterminant, à plus forte raison depuis l'entrée en vigueur en 1994 du Traité de libre commerce Etats-Unis-Canada-Mexique[2].

Cette analyse de la violence meurtrière exercée par un ensemble « d'hommes en armes » contre un ensemble de « femmes de service » prolonge également mes travaux précédents[3], en les ancrant dans un contexte historique, géographique et politique spécifique —le Mexique comme « bon élève » du néolibéralisme. On verra que cette violence va bien au-delà de la profonde misogynie que nous connaissons depuis longtemps sous diverses latitudes pour s'inscrire dans des logiques de guerre particulièrement complexes et relativement nouvelles. En effet, elle nous permettra de mettre en évidence une véritable « guerre de basse intensité contre les femmes[4] », qui constituerait la nouveauté de la vieille guerre capitaliste, celle qu'évoquait Rosa Luxembourg (1915), dès la première vague de la mondialisation quand elle soulignait l'alternative à laquelle l'humanité faisait alors face : le socialisme ou la barbarie. Comprendre les logiques de l'actuelle barbarie néolibérale, cent ans plus tard, constitue le début d'un cheminement vers d'autres possibles.

De quoi parle-t-on quand on parle de féminicide ? Il s'agit en réalité d'un ensemble de violences masculines meurtrières contre les femmes, de diverse nature : je rappellerai donc d'abord un certain nombre d'éléments de contexte et de définition, en me centrant sur la ville de Ciudad Juárez et les travaux de différentes activistes et chercheuses féministes. On verra ensuite que le(s) féminicide(s)[5] constituent à la fois une « nouvelle » forme de violence spécifique au néolibéralisme tel qu'il se développe actuellement au Mexique et qui lui est fort utile, et qu'il(s) trouve(nt) leur origine dans l'histoire longue de contrôle politico-militaire particulière à ce pays. Dans un troisième et dernier temps, après avoir souligné certaines ressemblances avec d'autres cas de dictature et d'après-guerre dans le reste du continent, je proposerai plusieurs pistes pour approfondir la réflexion.

Le développement des assassinats de femmes à Ciudad Juárez

Le sexennat de Zedillo (1994-2000) est marqué par le développement, à Ciudad Juárez, de disparitions et de meurtres de femmes, progressivement baptisés « féminicides ». En effet, dans cette ville frontalière, emblématique de la migration vers le Nord, de l'industrialisation et de l'urbanisation spontanée[6], on signale à partir de 1993 une série d'assassinats particulièrement marquants : on retrouve des cadavres de jeunes femmes, parfois à peine sorties de l'adolescence, portant les marques de terribles violences sexuelles, viol et torture. Certains corps sont mutilés, démembrés, ou encore jetés nus, parfois en groupes, dans le désert, au milieu de terrains vagues ou de décharges, projetant une image macabre de barbarie délibérée (González Rodríguez, 2002 ; Washington Valdés, 2005).

Au fil des mois puis des années, disparitions et assassinats se multiplient. Les familles qui cherchent leurs disparues ou viennent reconnaître des corps se heurtent à la négligence, voire au mépris et à l'agressivité de la police. Les dossiers, les pièces à conviction et même les restes des corps sont mélangés ou perdus. Les personnes venues signaler une disparition sont insultées, menacées, parfois elles-mêmes mises en cause. Face à l'attitude des autorités, des groupes de femmes, de mères notamment, mais aussi les familles plus largement et les ami-e-s, se forment pour demander justice[7], organisant marches et campagnes pour attirer l'attention sur le phénomène et exiger des réponses, rapidement relayées par le mouvement féministe et les organisations nationales de droits de la personne. On assiste à quelques arrestations "spectaculaires" de suspects qui ont surtout des caractéristiques de victimes expiatoires idéales – deux conducteurs de bus, un « Égyptien » venu des États-Unis ou encore le frère d'une victime enquêtant d'un peu trop près dans les commissariats. Mais rapidement, les conducteurs de bus confondus montrent à la presse leurs corps couverts de brûlures de cigarettes, leur avocate dénonce être menacée de mort et fait l'objet d'attentats (Washington Valdés, 2005). Surtout, malgré ces arrestations, les assassinats continuent. Pour beaucoup de femmes, la peur s'installe. En effet, sommées de réagir, les plus hautes autorités elles-mêmes blâment les victimes, les accusant d'être des fugueuses, des prostituées, et minimisant les faits. Ainsi, le gouverneur de l'État de Chihuahua à l'époque, Francisco Barrio (1992-1998), affirme que les victimes « sortaient danser avec de nombreux hommes ». Il insinue même à propos d'une fillette de dix ans assassinée, que sa dentition, marquée par les caries, dénotait la « désintégration et la dés-attention familiale » et soutient que les chiffres des assassinats de femmes et de jeunes filles sont « normaux »[8].

Devant la brutalité des crimes et le mystère qui entoure leurs auteurs, les interprétations les plus diverses se font jour (Ravela et Domínguez, 2003). Certain-e-s avancent que disparitions et assassinats pourraient servir à réaliser des « snuff movies »[9] ou à des trafics d'organes. De nombreuses voix soulignent que la violence est permise par la vulnérabilité des femmes pauvres, notamment ces ouvrières des maquilas qui après avoir terminé leur tour de nuit à l'usine, reviennent à quatre heures du matin dans leurs lointains quartiers. Les transports et l'éclairage publics y sont inexistantes et les (éventuels) bus des usines les laissent bien loin de leur baraque de tôle, seules dans l'obscurité. D'autres rappellent froidement que les quartiers des bars du centre-ville sont pleins d'hommes peu recommandables et que la vie nocturne est synonyme de multiples dangers : celles qui y travaillent savent qu'elles le font à leurs risques et périls. De manière plus globale, les caractéristiques de Ciudad Juárez sont souvent évoquées pour mettre en avant l'existence d'une sorte de violence urbaine anormale sur fond de crise économique et sociale. La cause de tout serait à chercher dans l'urbanisation chaotique, la délinquance commune et les effets collatéraux du narcotrafic, dont l'implantation commence à se faire évidente depuis la fin des années 1980 et se renforce constamment au cours des années 1990 autour du cartel de Juárez des frères Carrillo Fuentes[10] en particulier. La négligence et la corruption, caractéristiques généralement attribuées à la police, ici portées à leur comble, laissent imaginer différentes formes de concussion. En effet, le modus operandi d'une partie des crimes (qui implique des lieux discrets de séquestration et de meurtre, puis la conservation des corps pendant des durées indéterminées, et plus tard encore leur transport sur des distances importantes), semble indiquer l'existence de bandes bien organisées et disposant de nombreuses complicités.

Au total, au cours du mandat de Francisco Barrio (1992-1998), en plus d'autres meurtres de femmes, ce sont pas moins de 90 femmes qui sont assassinées selon le même schéma de viol puis strangulation ou rupture de la nuque –pour la plupart des ouvrières entre 15 et 19 ans[11]. De fait, les chiffres sont difficiles à obtenir et sujets à caution, puisque ni la police locale, ni les autorités du Chihuahua ni les autorités fédérales ne se montrent capables de fournir des données consolidées et unifiées[12]. Les informations recueillies par les associations, malgré les faibles moyens dont elles disposent et les menaces qu'elles reçoivent, et par les chercheur-e-s, paraissent de loin les plus fiables. Selon sa propre base de données, Julia Estela Monárrez Frago, spécialiste des féminicides du Colegio de la frontera norte, comptabilise 382 femmes et fillettes assassinées entre 1993 et 2004 (2006 a). L'anthropologue québécoise Marie-France Labrecque (2012) recense pour sa part 941 féminicides entre 1993 et 2010[13]. Mais quels assassinats doivent être comptabilisés comme des féminicides, et d'ailleurs, que sont exactement les féminicides ?

Premières définitions et diversité des féminicides

Marcela Lagarde, anthropologue et féministe mexicaine fort reconnue, qui se rend à Ciudad Juárez dès 1996 (Devineau, 2012), sera avec les éditrices de la Triple Jornada[14] l'une des premières à proposer une définition et un cadre d'analyse clairement féministe pour comprendre le phénomène. Elle s'appuie pour ce faire sur le travail de Jill Radford et Diana Russel, dont le travail de 1992 *Femicide : the politics of woman killing*, constitue la première anthologie sur le meurtre de femmes en raison de leur sexe. Différentes auteures y analysent, dans des pays et des époques très diverses, les liens structurels entre haine misogyne des femmes, violences et meurtres. Lagarde reprend et traduit le terme anglais de *femicide* proposé par Russel et Radford. Cependant, estimant qu'en espagnol le terme *femicidio* évoquerait une sorte de symétrie féminin de l'homicide, elle lui préfère le terme de « féminicide » (*feminicidio*). Lagarde en fait de surcroît un concept spécifique[15] caractérisé par deux dimensions : il s'agit d'un crime de genre, misogyne, de haine contre les femmes qui jouit d'une grande tolérance sociale ; et l'Etat joue un grand rôle dans son impunité, qui constituerait l'une de ses caractéristiques majeures (Devineau, 2012). Bien que l'usage ne soit pas réellement stabilisé, ni en espagnol[16] ni en français[17], je reprendrai ici le terme de féminicide, moins par adhésion stricte à la théorisation de Lagarde – nous allons voir que l'analyse que l'on peut faire du phénomène est complexe—, que parce qu'il me paraît effectivement permettre d'éviter l'écueil de la symétrisation homicide/fémicide.

De son côté, dans un souci de clarification, Monárrez Fragoso, suggère de distinguer différents types de féminicides (2006 b). Elle propose en particulier la catégorie de « féminicides sexuels systémiques » pour les assassinats de Juárez qui ont le plus fortement marqué l'opinion : des femmes jeunes, brunes de peau, ouvrières des zones franches ou étudiantes, retrouvées violées et atrocement torturées dans des mises en scènes sordides. Or selon Labrecque, ces cas ne représenteraient que 20% de l'ensemble des assassinats de femmes recensés, soit 179 femmes et fillettes entre 1993 et 2010. Ce que Monárrez Fragoso qualifie de « féminicides intimes » c'est-à-dire commis par un homme connu de la victime, représenteraient 20% des autres meurtres, 3% correspondraient à des assassinats « pour occupations stigmatisées » (prostitution, métier transgressif) et enfin 58% seraient des assassinats « communs », liés aux simples vols et à la violence générale (Labrecque, 2012 ; Lacombe, 2014).

Des analyses variées, de la brutalité masculine aux effets pervers du néolibéralisme

Labrecque suggère, pour analyser ensemble ces différents types de féminicides[18], de recourir à une perspective féministe globale en termes de système patriarcal, ce dernier faisant le lien entre l'exploitation du travail des femmes, l'impunité fomentée par l'Etat, la tolérance à la misogynie inscrite dans la culture dominante et le pouvoir masculin dans la sphère intime (2012). Si, malgré les critiques qui sont parfois adressées au concept de patriarcat[19], l'analyse de Labrecque s'avère solide, ce n'est pas toujours le cas d'autres explications qui se veulent féministes mais relèvent plutôt d'une lecture superficielle du genre et s'avèrent en réalité victimisantes et naturalistes. Ainsi, certaines réflexions qui insistent sur la vulnérabilité des femmes ne font finalement que ratifier ad nauseam l'idée que les femmes sont (toutes, nécessairement) vulnérables et que les hommes sont (tous, sans qu'on sache pourquoi) des prédateurs sexuels et des assassins potentiels. De même, une partie des explications, largement reprises par le « sens commun », qui soulignent que la présence accrue des femmes dans l'espace public et/ou sur le marché du travail ébranlerait les normes de genre ou menacerait la suprématie des hommes, posent problème. En effet, si certaines analyses suggèrent d'observer les effets de la concurrence matérielle concrète entre femmes et hommes sur le marché du travail (Labrecque, 2012 ; Falquet, 2010 a, 2012 a), d'autres se placent, dans une perspective de genre très « micro », sur un terrain psychologisant. Or, en mettant en avant la « frustration » masculine ou une supposée « crise de la masculinité », on a vite fait de glisser la pente douteuse du masculinisme le plus réactionnaire[20], où les victimes deviennent coupables d'avoir (bien involontairement du reste) bousculé la hiérarchie éternelle des sexes.

Plus stimulantes, dans l'impressionnante quantité de travaux sur les féminicides produits depuis une vingtaine d'années, sont les réflexions qui, dans une perspective structurelle et féministe, replacent les féminicides (et tout particulièrement ceux que Monárrez Fragoso qualifie de « féminicides sexuels systémiques ») dans le cadre du développement de la mondialisation néolibérale. L'une des premières à écrire dans ce sens est l'anthropologue argentine Rita Laura Segato (2005). Pour elle, la barbarie faussement incontrôlée exercée sur le corps de certaines femmes, à travers les féminicides, doit être rapprochée du développement de nouvelles logiques économiques, politiques et territoriales qui voient s'affronter différentes bandes narcotrafiquantes qui disputent le pouvoir à l'État. Plus précisément, en s'appuyant sur des travaux antérieurs qu'elle a menés en prison (au Brésil) avec des détenus condamnés pour viol, d'où il ressortait que le principal motif du viol pour eux était de « prouver des choses » aux autres hommes (2003), Segato affirme que les féminicides sont un langage entre hommes de groupes mafieux rivaux, qui s'adressent mutuellement des messages par le moyen de corps torturés de femmes. Pour elle, il s'agit d'un nouveau langage de terreur, de pouvoir et de contrôle sur le territoire, qui prend racine dans les zones frontières emblématiques de la mondialisation. Cette analyse brillante tend cependant à reproduire

un grand tropisme de l'anthropologie, qui fait des femmes des objets et des signifiants échangés entre hommes, et non des sujets.

La philosophe, artiste et activiste Sayak Valencia a travaillé pour sa part sur le développement de ce qu'elle nomme le « capitalisme gore » (2010). Elle-même originaire de Tijuana, elle décrit la frontière nord du Mexique comme le « côté obscur » de l'économie globale (mexicaine). Pour elle, la violence, qui caractérise ce capitalisme gore, possède un triple rôle : outil de marché particulièrement efficace, moyen de survie alternatif et pièce-clé de l'auto-affirmation masculine. Valencia applique les analyses de Michel Foucault et d'Achille Mbembe, respectivement sur la biopolitique et la nécropolitique[21], au cas de la frontière mexicaine, pour décrire trois grandes dynamiques. La première est la transformation de l'État-nation en État-marché puis, dans le cas du Mexique, en narco-État où les grandes entreprises qui contrôlent classiquement l'État ont été remplacées par les cartels de la drogue, devenus de véritables entreprises transnationales. La deuxième est un hyperconsumérisme qui se substitue au projet humaniste et à l'éthique, produisant une nouvelle subjectivité portée par ce que Valencia – empruntant à la littérature médiévale espagnole pour caractériser des êtres mi-hommes-mi-monstres –, baptise les sujets endriagos, qui utilisent la violence comme moyen de survie, d'auto-affirmation et outil de travail. Enfin, elle reprend le concept de nécropolitique, en le situant dans le contexte spécifique de la frontière nord du Mexique. Ici, ce sont les corps eux-mêmes qui sont devenus marchandises, dont la protection, la conservation, la liberté, l'intégrité ou la mort constituent autant de sous-produits. Pire : le corps, devenu marchandise ultime, acquiert une valeur supplémentaire s'il est menacé. Et dans la globalisation actuelle, dont les frontières constituent le meilleur exemple, les sujets endriagos disputent à l'État, non plus le pouvoir classique, mais le contrôle de la population, du territoire et de la sécurité.

Si l'essai de Valencia est audacieux et stimulant, son étayage empirique reste mince. Comment se forment les sujets endriagos et qui sont-ils sociologiquement : pourquoi les hommes, pourquoi « tous » les hommes ou pourquoi certains hommes jeunes et pauvres, ou bien âgés et riches, et pas d'autres ? Pourquoi pas les femmes, qui elles aussi, ont besoin d'argent, d'auto-affirmation et rêvent peut-être de rouler armées jusqu'aux dents dans des véhicules tout terrain accompagnées de jeunes éphèbes à leur service ? Il semble que Valencia cède à l'apitoiement créé par la répétition récurrente des discours masculinistes sur la « crise de la masculinité » et finisse par ne considérer les femmes (même si quelques-unes peuvent devenir elles aussi des sujets endriagos) que comme un simple décor des (més)aventures de ces sujets endriagos. Elle n'offre guère d'éléments historiques ou sociologiques qui permettraient de mieux comprendre comment sont produits concrètement ces sujets si problématiques.

L'ancrage historique et politique des assassinats de Ciudad Juárez

Pour trouver des éléments plus précis, c'est vers l'ouvrage de la journaliste états-unienne Diana Washington Valdés (2005), correspondante d'El Paso Times, qu'il faut se tourner[22]. Au vu de l'ensemble des cas qu'elle a elle-même répertoriés, elle établit plusieurs « profils » de meurtres, qui pourraient avoir des coupables différents. Certains crimes pourraient ainsi être le fait d'au moins deux assassins en série toujours en liberté. D'autres, de narco-trafiquants de bas niveau. D'autres encore porteraient les marques de deux bandes extrêmement violentes pour lesquelles les assassinats constitueraient une sorte d'initiation rituelle. Washington Valdés pointe également la responsabilité d'un groupe d'hommes (entrepreneurs, politiciens et/ou narco-trafiquants) assez puissants pour assassiner impunément, avant de compléter la liste par une série d'imitateurs de toutes sortes, qui profiteraient de la situation pour dissimuler leur forfait dans la masse. Derrière cette diversité de cas, Washington Valdés souligne cependant deux éléments communs. Elle affirme d'abord que le gouvernement connaît les assassins, et ensuite, que l'inaction des autorités cache de troublantes questions politiques.

Dans son chapitre intitulé « Le cartel de la police », Washington Valdés rappelle l'implication de certains policiers fédéraux dans une série de viols à Mexico à la fin des années 1980. Ces officiers faisaient partie de l'escorte du sous-procureur général de la République de l'époque, Javier Coello Trejo [23]. Washington Valdés souligne que différents experts estiment que les viols en groupe représentent une sorte de rite de création de fraternité pour certains policiers collaborant avec le crime organisé. Plus précisément, les cartels opérant dans l'État de Chihuahua auraient tissé des liens avec un certain nombre d'ex-policiers ayant appartenu à la Brigada blanca (un groupe paramilitaire formé sur ordre de la présidence dans les années 1970 pour lutter contre la Ligue communiste du 23 septembre [24]) – qui auraient mis leur expérience de tortionnaires au service des narco-trafiquants [25]. Ainsi, en les liant à la réapparition des fantômes de la guerre sale des années 1970, Washington Valdés évite une analyse trop localiste et statique des féminicides pour les replacer dans une perspective nationale et les faire rentrer par la grande porte dans l'histoire politique (et militaire) du pays.

Washington Valdés fait également apparaître des liens troublants entre les féminicides et la vie politique mexicaine des années 1990. En effet, elle souligne l'inaction remarquable, pendant toute la période, de deux

hommes particulièrement haut placés : le procureur général de la justice de l'Etat de Chihuahua, Francisco Molina Ruiz [26], et son gouverneur, Francisco Barrio (dont les propos cités plus haut montrent la claire volonté de minimiser les faits). Or Francisco Barrio est l'un des hommes en vue du PAN [27]. En effet, il est le premier à avoir brisé le monopole électoral du PRI [28] en remportant la mairie de Ciudad Juárez en 1983 [29]. En 1986, ayant échoué à emporter le poste de gouverneur de l'État, il est au centre d'un très fort mouvement de dénonciation de la fraude électorale qui ébranle un peu plus le système PRIliste. Après six ans de retrait de la vie politique, il est finalement élu gouverneur en 1992[30]. Le tandem Barrio (gouverneur) et Molina (procureur) est complété par la nomination par Molina, de Jorge Lopez Molinar, comme sous-procureur de la région nord de l'État, où le narcotrafiquant Amado Carrillo Fuentes, surnommé le "Seigneur du ciel[31]", est précisément en train d'enraciner son cartel avec l'aide de son frère Vicente (Devineau, 2013).

Avocat issu de l'ultra-droitière université autonome de Guadalajara, et associé à l'organisation Desarrollo Humano Integral (DHIAC), elle-même liée à l'organisation clandestine el Yunque [32], Jorge López Molinar a déclaré à propos des féminicides, que « beaucoup de femmes travaillent dans les maquiladoras, et comme elles ne gagnent pas assez pour vivre, du lundi au vendredi elles exercent leur travail et les week-ends, elles se consacrent à la prostitution. De plus, comme elles sont originaires de différentes régions, si quelque chose leur arrive, personne ne les réclame » [33] et que la meilleure chose serait que les femmes « s'auto-appliquent un couvre-feu » [34]. Il a d'ailleurs été fortement et nommément critiqué par Amnesty International pour son inaction face aux féminicides [35]. Enfin, tout en étant sous-procureur, Jorge Lopez Molinar a été au centre d'un scandale retentissant, car il continuait à exercer comme avocat, ce que la loi de l'Etat de Chihuahua interdit formellement. Il fut alors soutenu contre vents et marées par le procureur, Molina Ruiz, sans que le gouverneur Francisco Barrio Terrazas y trouve rien à redire. Il est donc pour le moins surprenant qu'en 2001, après sa victoire aux élections, le président PANiste de « l'alternance », Vicente Fox, ait fait appel à Barrio comme « tsar anti-corruption », et que ce dernier ait immédiatement engagé Molina comme son chef de sécurité à Mexico [36].

Ainsi, le travail de Washington Valdés offre des éléments particulièrement intéressants pour relire la construction et l'ascension du PAN dans le nord du pays, dans la décennie 1990. S'il est de notoriété quasi publique qu'à travers la famille de l'ancien président Salinas (1988-1994) notamment, le sommet du PRI paraît impliqué jusqu'au cou dans le narcotrafic, il n'est pas anodin de constater que des liens semblent également s'être tissés entre certains secteurs du PAN et des groupes narcotrafiquants. Au cours des dernières années, le Mexique a vu se développer en parallèle la rivalité entre le PRI et le PAN d'une part, et les cartels réputés leur être proches d'autre part. Remarquons ici en tout cas que les liens entre certains PANistes et certains narcotrafiquants semblent en partie tissés autour de l'impunité des féminicides sexuels systémiques – dont on ne sait toujours pas officiellement s'ils sont commis par des groupes narcos, des revenants de la guerre sale, de puissants hommes politiques ou affairistes en mal de sensations fortes ou un sinistre mélange de tous ceux-là à la fois.

Les féminicides au-delà de Juarez : perspectives continentales et histoires de dictatures et d'après-guerre

Le volumineux recueil *Terrorizing women. Femicide in the America* de Fregoso et Bejarano (2010) [37] se place « à l'intersection des dynamiques de genre, des cruautés du racisme et des injustices économiques dans les contextes locaux et globaux » (p. 5), situant ainsi clairement l'analyse du féminicide dans le cadre de l'économie néolibérale. *Terrorizing women* propose à la fois des analyses acérées sur le cas mexicain et d'intéressantes comparaisons internationales. Concernant le Mexique, un article de Deborah Weissman montre que l'impunité des féminicides de Juárez n'est pas seulement de la responsabilité de l'État mexicain, mais aussi de l'État étatsunien souvent oublié, et plus encore, d'acteurs capitalistes transnationaux. Weissman souligne en effet le rôle des propriétaires des usines d'assemblage et d'autres secteurs économiques, qui s'organisent depuis de longues décennies, par le renforcement de la frontière, pour abaisser le coût de la main d'œuvre mexicaine – surtout féminine. Lui répond un article remarquable d'Alicia Schmidt Camacho, qui montre comment de nouveaux acteurs politiques et économiques ont dénationalisé l'espace de la frontière et créé une véritable non-citoyenneté pour les femmes. Elle affirme que les féminicides de Juárez « sont le double fantôme d'un projet visant à produire une population sans droits féminisée, directement appropriable pour le travail et le service à la fois sur les marchés légaux et illégaux du travail. La production de ce groupe subalterne a entraîné la sexualisation des corps des femmes mexicaines pauvres comme un moyen de vendre le lugubre et fragile partenariat entre les deux pays. Les usines d'assemblage et l'industrie touristique, qui font si visiblement commerce des capacités physiques des femmes mexicaines, ne sont que les plus évidents des sites qui érotisent l'hyper-exploitation des femmes mexicaines. » (p. 285).

L'ouvrage de Fregoso et Bejarano permet aussi de comparer le phénomène du féminicide dans différents pays du continent, marqués ou non par des dictatures ou des guerres contre-insurrectionnelles – le cas du

Guatemala étant particulièrement intéressant. En effet, certains éléments du conflit guatémaltèque des années 1980 rappellent le Mexique des années 1990 : formation d'unités répressives spéciales avec l'appui états-unien (en particulier les terribles Kaïbiles), création de milices contre-insurrectionnelles au sein même des communautés indiennes, utilisation massive par l'armée du viol contre les femmes indiennes, notamment pour obliger des communautés entières à quitter leur territoire, impunité des anciens groupes répressifs. L'ouvrage permet ainsi de rapprocher la violence du temps de guerre, de la violence d'un temps de paix assez particulier – la paix d'une post-guerre sans réparation sociale, où la vie ne vaut pas grand chose, où beaucoup d'armes circulent encore entre les mains d'hommes habitués à les manier et où la crise économique fait rage. Il souligne aussi les effets sociaux délétères de l'impunité des anciens criminels de guerre et le cocktail explosif que cette impunité produit avec l'augmentation de la misère.

Retour sur les féminicides sexuels systémiques : trois pistes pour approfondir l'analyse

Sur la base de tous ces éléments, je propose pour ma part trois grandes pistes d'interprétation qui synthétisent les réflexions antérieures et suggèrent de nouvelles perspectives, en particulier concernant Ciudad Juárez, mais aussi pour comprendre la dynamique meurtrière et les diverses violences contre les femmes qui se sont multipliées dans l'ensemble du pays et même du continent, tout au long des années 2000 et avec l'approfondissement des logiques néolibérales.

D'abord, je rejoins pleinement les analyses de Weissman et de Schmidt Camacho, qui lisent les violences et les assassinats de femmes dans une perspective d'abaissement du coût de la main d'œuvre. En effet, se focaliser sur la dimension sexuelle des féminicides sexuels systémiques et sur le sexe des personnes assassinées – que ce soit dans un louable souci féministe ou par naturalisme plus ou moins inconscient –, fait oublier que les mortes et les disparues avaient également des positions de classe et de « race ». Plus précisément, la plupart des féminicides sexuels systémiques concernent des prolétaires « brunes », souvent des migrantes rurales et travailleuses pauvres – ouvrières, travailleuses du sexe, épouses, ou encore tout cela à la fois.

Cependant, je propose d'aller au bout de la suggestion de Schmidt Camacho, qui rapproche travail légal et illégal, ou encore dit d'une autre manière, activités liées au tourisme et activités industrielles à Ciudad Juárez. Pour ce faire, le concept d'« amalgame conjugal » de l'anthropologue italienne Paola Tabet (2004) me semble particulièrement utile. L'amalgame conjugal désigne un ensemble de tâches qui peuvent, selon les circonstances historiques et culturelles, être réalisées par des épouses et appropriées en bloc par des époux dans le cadre du mariage, ou vendues séparément par des femmes et achetées sur le marché, généralement par des hommes. Concrètement, selon Tabet, l'amalgame conjugal se compose du travail domestique, du travail émotionnel, du travail sexuel et du travail procréatif. Dans la perspective de l'appropriation individuelle et collective des femmes théorisée par la française Colette Guillaumin (1992) et reprise par les québécoises Juteau et Laurin (1988), j'ai montré qu'une des tendances de la mondialisation néolibérale consistait à glisser d'une appropriation privée des femmes par les hommes, à une appropriation collective (Falquet, à paraître). Cette tendance implique de séparer (dés-amalgamer) les tâches de l'amalgame conjugal et de les faire sortir du cadre du mariage ou de la famille, pour les offrir sur le marché du travail salarié classique, dans le cadre d'activités que j'ai appelées de « femmes de services » [38] (2008) —notamment le travail domestique et le travail sexuel. La monétarisation de ces activités, même si elle implique que leur obtention revient plus cher à beaucoup d'hommes que lorsqu'ils les obtenaient « gratuitement » dans le mariage (grâce aux logiques de l'appropriation individuelle), permet en effet à d'autres personnes, pour la plupart des hommes, de réaliser de belles plus-values dans le cadre de l'exploitation (néolibérale).

Les féminicides visent principalement des femmes qui pour différentes raisons, se trouvent partiellement à l'extérieur de l'institution familiale-matrimoniale et des logiques de l'amalgame conjugal et qui constituent des figures emblématiques de la mondialisation néolibérale. Les féminicides sexuels systémiques touchent tout particulièrement le type de personnes qui réalisent à la fois le plus gros du travail nécessaire à la reproduction sociale anthroponomique (à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur de l'institution familiale), mais aussi une bonne partie de la production (agro-)industrielle classique, qui sont aussi précisément celles dont le mode de vie est le plus transformé par la nouvelle organisation du travail et sur le travail de qui les plus grosses plus-values sont réalisées. Autrement dit : les assassinats ciblent un segment de la main d'œuvre central pour la réorganisation néolibérale de la production, et l'impunité qui entoure ces meurtres redouble ce ciblage. Comment comprendre ce ciblage, que nous dit-il ?

La deuxième piste est liée à la première. Je propose d'aller plus loin que l'hypothèse de Segato selon laquelle les féminicides de Juárez seraient avant tout un mode de communication entre hommes, et au-delà de celle de Valencia qui suggère que cette violence n'est qu'un moyen d'expression, un mode de vie et parfois et une source de revenus pour des sujets andriagos fondamentalement masculins. Je soutiens que la violence féminicide gagne à être comprise comme s'adressant avant tout aux personnes assassinées, c'est-à-dire aux femmes-travailleuses elles-mêmes. Elle s'adresse également, dans une sorte de deuxième

cercle, aux autres personnes qui partagent les principales caractéristiques des cibles attaquées : l'ensemble des femmes, puisque le « message » de mort se double de violences sexuelles, qui dans les termes de la culture dominante concernent tout particulièrement les femmes. Mais la menace concerne aussi, dans ce deuxième cercle élargi, l'ensemble des pauvres et l'ensemble des migrant-e-s brun-e-s. Le message de pouvoir absolu, de mépris total et d'impunité, produit potentiellement une série d'effets sur ses destinataires direct-e-s. D'abord, de la démoralisation voire de la terreur, qui peut les empêcher de réfléchir et d'agir, individuellement et collectivement. L'effet de sidération, démoralisation généralisée et fatalisme qui semble prévaloir au Mexique depuis le début de la guerre contre le narco-trafic de l'ex-président Calderón (2007-2012) l'illustre bien. Ensuite, en les obligeant à lutter sur un autre terrain (retrouver des corps, faire châtier les assassins), la violence féminicide ralentit les luttes que ces personnes pourraient mener en tant que femmes, travailleur-e-s pauvres ou migrant-e-s (monter un syndicat pour réclamer des hausses de salaire, remettre en cause les mécanismes sociaux de la maternité qui rendent les femmes si dépendantes d'un compagnon ou d'un salaire par exemple). La question qui se pose alors est simple : quels sont les secteurs sociaux, politiques et économiques qui ont intérêt à empêcher/détourner/retarder les luttes des femmes, des pauvres, des migrant-e-s, notamment leurs luttes contre la dépendance économique et l'exploitation ?

La troisième piste concerne les effets sociaux globaux des assassinats de Juárez. Le message politico-médiatique qui les entoure mérite qu'on s'y attarde. Le discours politique s'est clairement organisé autour du blâme posé sur les victimes et de la défense de l'impunité —les pouvoirs publics ont parfois même attaqué verbalement les personnes qui dénonçaient les féminicides et se sont souvent abstenues d'agir quand celles-ci ont été menacées, voire assassinées à leur tour. De son côté, le discours médiatique a redoublé et amplifié le message de la mise en scène horripilante, terrifiante et clairement sexiste des cadavres par les assassins. Au fil des mois et des années, l'ensemble de l'opinion publique mexicaine a été matraquée, saturée d'images atroces incluant le démembrement et la mutilation des corps disloqués, méconnaissables et produits comme méprisables, de jeunes travailleuses pauvres. On notera parallèlement, d'une part que le Mexique est l'un des pays où la concentration de la propriété des médias est la plus élevée au monde, les deux gigantesques empires médiatiques [39] étant réputés particulièrement proches du pouvoir, et d'autre part que l'exercice du journalisme indépendant y est particulièrement dangereux. Par exemple, selon le Comité pour la protection des journalistes, entre décembre 2006 (arrivée au pouvoir du président Calderón) et 2010, vingt-deux journalistes et trois employé-e-s de presse ont été assassiné-e-s et sept autres ont disparu [40].

On peut souligner trois effets de ce discours politique et médiatique dominant. D'abord, dans la perspective ouverte par le Combahee River Collective suite à une vague d'assassinats de femmes, presque toutes Noires, à Boston dans les années 1970 (Falquet, 2006), mais aussi dans la ligne des analyses de Judith Walkovitz concernant le traitement du cas anglais de Jack l'éventreur (1982), ou encore dans la perspective contenue dans le titre même de l'ouvrage de Fregoso et Bejarano (2012) : ce discours contribue à «terroriser les femmes» et à «normaliser» leur comportement. Le message est que les femmes devraient se placer sous protection masculine-familiale, restreindre leur mobilité et leurs comportements, non seulement en tant que possibles objets de « désir » sexuel masculin mais aussi en matière d'activité professionnelle. Ensuite, en se focalisant, parfois complaisamment, sur la dimension sexuelle des violences, sur le sexe et la «moralité» des victimes, le discours dominant détourne l'attention des rapports sociaux de classe et de «race» également en jeu dans les meurtres. Enfin, le discours (et les pratiques) de terreur et d'impunité participent d'un processus de désensibilisation sociale qui touche l'ensemble de la population. On sait qu'après un premier seuil de révolte, puis de dégoût, l'horreur tend à anesthésier les consciences et à ôter aux personnes toute envie de rébellion et même d'organisation. Le rapprochement avec les contextes de (post)guerres et de (post)dictatures d'autres pays du continent, où les meurtres de femmes semblent s'être développés depuis les années 2000, rapprochement suggéré par l'ouvrage de Fregoso et Bejarano et les travaux de plus en plus nombreux dans les autres pays de la région, sont riches d'enseignements. En effet, on peut alors s'appuyer sur certains travaux en psychologie sociale de la guerre. Le chercheur jésuite assassiné au Salvador, Martín Baró (1990), avait montré que l'usage public de la violence extrême et son éclatante impunité constituaient de puissants instruments des stratégies de «guerre de basse intensité» enseignées à l'École des Amériques et appliquées dans la région tout au long des années 1970 et 1980. Si l'on veut bien se situer dans cette perspective, les meurtres de femmes se trouvent à nouveau replacés dans une histoire politique et militaire plus vaste que la seule ville de Juárez des années 1990, et potentiellement inscrits dans des stratégies bien plus larges de contrôle social par la terreur.

*

Bien entendu, il n'existe pas de «cerveau» qui, derrière les féminicides sexuels systémiques de Juárez et plus largement, derrière la violence généralisée déchaînée contre les femmes, aurait planifié une stratégie globale de terreur contre certains segments de la main-d'œuvre mise au travail dans des régions du monde emblématiques (frontières entre le Sud et le Nord et zones potentiellement riches, pays avec de fortes luttes sociales et de ce fait en situation de guerre ou de post-guerre) et des activités particulièrement

rentables à l'ère néolibérale. Cependant, concernant le Mexique spécifiquement, il est indéniable que le phénomène des assassinats de Juárez, les discours dominants et les pratiques de pouvoirs publics qui les ont accompagnés, ont clairement contribué à créer un climat de terreur pour certains secteurs sociaux, et à produire dans l'ensemble de la société mexicaine une certaine désensibilisation à la violence meurtrière, à asseoir sa "normalité" et à construire l'idée de l'impunité de ces violences. Cette violence est le fruit d'une histoire politique, économique et militaire tout à fait traçable, avec des acteurs clairement identifiables et des alliances internationales précises avec des pays du Nord comme les Etats-Unis, la France ou Israël (impliquant l'instruction militaire, la vente d'armes et de savoir-faire), et non d'une quelconque barbarie machiste incontrôlée issue de la jeunesse masculine pauvre des pays du Sud. Il ne s'agit pas non plus d'une vulnérabilité naturelle des femmes, même appauvries et racisées.

Ceci n'invalide cependant en rien les analyses féministes de la violence masculine contre les femmes, conjugale ou familiale notamment. Au contraire, les réflexions que je propose ici, au-delà même du Mexique, visent à approfondir les travaux féministes sur la violence en leur ajoutant un ancrage solide dans l'histoire, la géographie et l'économie — afin d'éviter tout naturalisme et toute généralisation abusive (en termes de sexe, mais aussi de « race » et de classe) sur les responsables directs et indirects des violences et les personnes affectées, tant en termes individuels que collectifs.

Enfin, ces éléments d'analyse de la violence masculine et systémique meurtrière contre les femmes, s'inscrivent dans des réflexions plus larges sur la mondialisation. J'ai travaillé par ailleurs sur les aspects « consensuels » de la mondialisation néolibérale, notamment sur la manipulation de discours « pro-femmes » et « de genre » par les institutions internationales et certains Etats, essentiellement membres de l'OCDE (2008). Or, si je continue à affirmer que les femmes comme force de travail (au sens large, incluant la reproduction sociale anthropométrique et la procréation) et le durcissement des rapports sociaux de sexe constituent des éléments centraux du néolibéralisme, j'estime nécessaire d'y ajouter une analyse plus systématique de la contrainte et de la violence, qui s'exerce également selon des lignes de genre si brutales et si claires que parfois, elles aveuglent. Il est grand temps de les ré-introduire dans les réflexions, afin de les combattre et de pouvoir envisager des voies de sortie des logiques mortifères du néolibéralisme.

Jules Falquet

source: <http://www.contretemps.eu/interventions/assassinats-ciudad-ju%C3%A1rez-ph%C3%A9nom%C3%A8ne-f%C3%A9minicides-nouvelles-formes-violences-contre-femm>

Bibliographie

Blais, Mélissa ; Dupuis-Déri, Francis, (eds.), 2008. *Le mouvement masculiniste au Québec. L'antiféminisme démasqué*, Montréal, Les Éditions du remue-ménage, p. 258.

Collectif stop masculinisme, 2013. *Contre le masculinisme, petit guide d'autodéfense intellectuelle.* Lyon : Bambule, 160 p.

Devineau, Julie, 2012. « Autour du concept de fémicide/féminicide : entretiens avec Marcela Lagarde et Montserrat Sagot », *Problèmes d'Amérique latine*, 2012/2 N° 84, p. 77-91.

Devineau, Julie, 2013, "Histoire récente des cartels mexicains, 1996-2012", rapport pour le Conseil Supérieur de la Formation et de la Recherche Stratégique (CSFRS) dans le cadre du projet VIVEMEX.

Devineau, Julie, 2012, "Panorama des violences au Mexique", rapport pour le Conseil Supérieur de la Formation et de la Recherche Stratégique (CSFRS) dans le cadre du projet VIVEMEX.

Falquet, Jules, 1997. « Guerre de basse intensité contre les femmes ? La violence domestique comme torture, réflexions sur la violence comme système à partir du cas salvadorien », *Nouvelles Questions Féministes*, 18, 3-4, pp. 129-160. En ligne : <http://www.reseau-terra.eu/article541.html>

Falquet, Jules, 2006. "Le Combahee River Collective, pionnier du féminisme Noir. Contextualisation d'une pensée radicale". In : Falquet, Jules ; Lada, Emmanuelle ; Rabaud, Aude. (Ré)articulation des rapports sociaux de sexe, classe et "race". *Repères historiques et contemporains. Cahiers du CEDREF*. Paris : Université Paris-Diderot. Pp 69- 104.

Falquet, Jules, 2008. *De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation*, Paris, La Dispute.

Falquet, Jules, 2010 a. "L'Etat néolibéral et les femmes. Le cas du "bon élève" mexicain" dans Jules Falquet, Helena Hirata, Danièle Kergoat, Brahim Labari, Nicky Lefeuvre et Fatou Sow (dirs.) *Le sexe de la*

mondialisation. *Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, Paris, Les Presses de Sciences Po, pp 229-242.

Falquet, Jules, avec Olga González, 2010 b. *Compte-rendu de l'ouvrage de Victoria Sanford. (2008). Guatemala : del genocidio al feminicidio, Cuadernos del presente imperfecto*, Guatemala, 87 p. In : AFHEC, *Historia centroamericana* (site d'information scientifique en ligne).

Falquet, Jules, 2011 b *Compte-rendu de l'ouvrage de Fregoso Rosa-Linda, Bejarano Cynthia (dir.). Terrorizing Women. Feminicide in the Americas* ». In : *Genre, sexualité & société [En ligne]*, n° 5, Printemps 2011. URL : <http://gss.revues.org/index1914.html>

Falquet, Jules, 2012 a. *DSK ou le continuum entre les violences masculines et les violences néolibérales*, *Nouvelles Questions Féministes*.

Falquet, Jules, 2012 b. "Femmes et féministes contre la violence masculine, néolibérale et guerrière au Mexique", in : Gaudichaud, Franck, *Amérique latine : émancipations en construction*, *Les Cahiers de l'émancipation*, Paris, Syllepse.

Falquet, Jules, (à paraître). "Femmes de ménage, loueuses d'utérus, travailleuses du sexe et travailleuses du care. Le « dés-amalgamage conjugal » en contexte néolibéral : libération ou nouvelles formes d'appropriation ?", *Actes du colloque Travail, care et politiques sociales : débat Brésil-France, São Paulo, Rio de Janeiro, 26-28 août 2014*.

Fregoso, Rosa-Linda & Berejano, Cynthia (dir.), 2010. *Terrorizing Women. Feminicide in the Americas*, Durham, Duke University Press.

González Rodríguez, Sergio, 2002, *Huesos en el desierto*, Barcelone : Anagrama.

Labrecque, Marie France, 2012. *Féminicides et impunité. Le cas de Ciudad Juárez*, Montréal, Ecosociété, 194 p.

Lacombe, Delphine, *Compte-rendu du livre de Marie-France Labrecque, Féminicides et impunité. Le cas de Ciudad Juárez (2012, Montréal, Ecosociété)*, in *Problèmes d'Amérique Latine*, n°90, 2014/2, pp 169-173.

Lagarde, Marcela, 2006. « Presentación », dans *La Violencia feminicida en 10 entidades de la Republicana mexicana*, Congrès de l'Unión, Cámara de diputados, México DF.

Lasso Tiscareño, Rigoberto, 2005. « Inercias y cambios en la cultura de Ciudad Juárez », in : Víctor Orozco (coord.), *Chihuahua hoy 2005*, Ciudad Juárez, Instituto Chihuahuense de la cultura.

Luxembourg, Rosa, 1915, *La crise de la social-démocratie*, Brochure de Junius, <http://www.marxists.org/francais/luxembur/junius/index.html>

Martín Baró, Ignacio (compilateur), 1990. *Psicología social de la guerra : trauma y terapia*. San Salvador : UCA.

Martínez, Fabiola , 2012. « Durante últimos 25 años, 34 mil feminicidios en el país : estudio », *La Jornada*, 7 mars 2012.

Monárrez Fragoso, Julia Estela, 2006 b, « Las diversas representaciones del feminicidio y los asesinatos de mujeres en Ciudad Juárez, 1993-2005 », in : Colegio de la Frontera Norte (ed.), *Sistema Socioeconómico y Geo-Referencial sobre la Violencia de Género en Ciudad Juárez, Chihuahua : propuesta para su prevención*, Ciudad Juárez, El Colegio de la Frontera Norte, vol. 2, chapitre 7.

Monárrez Fragoso Julia Estela, 2006 a. « Las víctimas del feminicidio juarense : mercancías sexualmente fetichizadas », in *Fermentum*, Mérida-Venezuela-año 16, n°46, mayo-agosto 2006, pp 429-445. <http://www.saber.ula.ve/bitstream/123456789/20735/2/articulo8.pdf>

Radford, Jill ; E. H. Russell, Diana (Eds.), 1992. *Femicide : The Politics of Woman Killing*, New York : Twayne Publishers ; Buckingham, England, Open University Press.

Ravela Blancas, Patricia ; Domínguez Ruvalcaba, Hector, 2003. « La batalla de las cruces. Los crímenes contra las mujeres en la frontera y sus interpretaciones ». *Desacatos*, vol. 13, pp 122-133.

Sagot, Montserrat, Carcedo, Ana, 2002. *Femicidio en Costa Rica : 1990-1999*, San José, Instituto Nacional de las Mujeres.

Sanford, Victoria, 2008. *Guatemala : del genocidio al feminicidio, Cuadernos del presente imperfecto*, Guatemala.

Segato, Rita Laura, 2005, *Territorio, soberanía y crímenes de segundo estado. La escritura en el cuerpo de las mujeres asesinadas en Ciudad Juárez*. Consultable en ligne : <http://www.terrelibere.org>

Valencia, Sayak, 2010. *Capitalismo gore*. España, Melusina. 238 p.

Walkowitz, Judith R., 1982. « Jack the Ripper and the Myth of Male Violence », *Feminist Studies*, Vol. 8, No. 3 (Autumn, 1982), pp. 543-574. <http://www.jstor.org/stable/3177712>

Washington Valdés, Diana, 2005. *Cosecha de mujeres*. Safari en el desierto mexicano, México, Oceano.

Weissman Deborah M., 2010. "Global economics and their progenies : theorizing femicide in context", in Rosa-Linda Fregoso & Cynthia Bejarano (dir.), *Terrorizing Women. Femicide in the Americas*, Durham, Duke University Press, pp 225-242.

[1] Maîtresse de conférences HDR en sociologie à l'Université Paris Diderot (CEDREF-LCSP). Auteure de *De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation*. Paris : La Dispute. 214 p (également paru en espagnol), préfacière ("Au-delà des larmes des hommes") du livre de Pinar Selek, 2014, *Devenir homme en rampant. Service militaire en Turquie : construction de la classe de sexe dominante*, Paris : L'Harmattan, elle a publié et/ou traduit de nombreux articles et numéros de revue : <http://julesfalquet.wordpress.com/>

[2] Cet article est extrait d'un travail à paraître qui présente l'histoire politique et économique du Mexique jusqu'aux années 2000, et doit être suivi d'un autre chapitre sur la situation mexicaine depuis 2000, qui inclut bien entendu les transformations liées (1) au basculement du pays des mains du PRI à celles du PAN en 2000 et le développement du narcotrafic (2) au mandat de Calderón et sa très sanglante "guerre au narcotrafic" à partir de 2007 (3) au retour des "dinosaures" du PRI avec la victoire de Peña Nieto en 2012, les transformations de la situation dans le Michoacán notamment, avec l'apparition des Caballeros templarios puis des auto-défenses. Il convient également de discuter des nouvelles stratégies de guerre "de basse intensité" tout au long de la période, et du rôle des programmes actuels contre la pauvreté, dont les femmes sont les principales "cibles".

[3] Je m'appuie ici sur plusieurs travaux précédents : Falquet 2012 a et b, 2011, 2010 a et b, 2008 et 1997.

[4] Falquet, Jules, 1997. « Guerre de basse intensité contre les femmes ? La violence domestique comme torture, réflexions sur la violence comme système à partir du cas salvadorien », *Nouvelles Questions Féministes*, 18, 3-4, pp. 129-160. En ligne : <http://www.reseau-terra.eu/article541.html>

[5] On verra qu'il existe une grande variété d'analyses et différentes conceptualisations du phénomène, au singulier ou au pluriel.

[6] Un tiers de l'emploi dans les maquiladoras au Mexique est concentré à Ciudad Juárez, dont la population a triplé en trente ans (passant de 0,4 à 1,3 millions d'habitant-e-s entre 1970 et 2000).

[7] Une abondante littérature existe sur les nombreux groupes de lutte contre les féminicides qui se sont créés, à Ciudad Juárez et dans le reste du pays, malgré les très fortes menaces, voire les assassinats que subissent les militantes. On pourra consulter les sites de deux des principales organisations :

Casa Amiga (Mexico) <http://www.casa-amiga.org/>

Nuestras Hijas de Regreso a Casa (Mexico) <http://www.mujeresdejuarez.org>

[8] <http://www.cimacnoticias.com.mx/node/29369>

[9] Film, généralement pornographique, qui met en scène la torture et le meurtre d'une ou plusieurs personnes

[10] Historiquement, l'un des premiers cartels du Mexique est celui de Guadalajara. A sa scission en 1989, le futur "chapo" Guzmán fonde le cartel de Sinaloa, tandis que la famille Arellano Felix fonde le cartel de

Tijuana. Après le déclin de Tijuana comme couloir de passage de la drogue, Ciudad Juárez devient un enjeu de première importance. A partir de 1993, la ville passe sous le contrôle des sinaloans, autour des frères Carrillo Fuentes, qui forment le cartel de Juárez. Amado Carillo Fuentes, arrêté en 1989 mais relâché faute de preuve, surnommé « le seigneur du ciel » pour sa flotille de 25 avions et devenu l'un des hommes les plus riches du monde, bénéficiait d'un réseau de complicités considérables dans la police et l'armée.

[11] Selon l'ONG mexicaine Elige, membre de la campagne « Ni una muerta más ».

[12] Si les recherches se sont multipliées à partir des années 2000, un véritable suivi officiel et unifié fait toujours défaut.

[13] La violence s'étant poursuivie de plus belle à partir du sexennat de Calderón (2006-2012).

[14] Il s'agit du supplément féministe du quotidien la Jornada.

[15] Elle propose ensuite de créer une typification juridique spécifique du délit. Pour la suite de son action, qui se déroule sous le mandat de Fox, on verra le chapitre suivant.

[16] Au Costa Rica, Montserrat Sagot et Ana Carcedo (2002), qui travaillent depuis longtemps sur les violences contre les femmes, ont préféré pour leur part le concept de femicidio, pour « coller » au choix initial de Russel et Radford, quitte à proposer ensuite des catégories spécifiques : femmes assassinées par leur compagnon/ dans le contexte familial/dans le contexte d'une agression sexuelle/avec des signes de torture, viol, marques sur le corps ou mutilations/retrouvées nues dans un cadre anonyme. Toute une partie des chercheuses et activistes centraméricaines ont elles aussi fait ce choix. Sagot et Carcedo ont également travaillé le concept des « scènes » du féminicide (de couple, familiale...), soulignant l'apparition de nouvelles scènes à la fin des années 2000 : traite et trafic d'êtres humains, assassinat de femmes migrantes, exploitation sexuelle commerciale (Sagot & Carcedo, 2002 ; Devineau, 2012).

[17] En avril 2014, la commission générale de terminologie et de néologie (Délégation générale à la langue française et aux langues de France - ministère de la Culture) réalisait des auditions de spécialistes concernant les violences faites aux femmes, et en particulier la traduction des termes (espagnol et anglais) : femicidio/féminicide et crimen de genero/gendercide.

[18] On assiste aussi progressivement à une extension de la catégorie de féminicide, qui en vient d'une part à qualifier n'importe quel assassinat de femme, et d'autre part à désigner des phénomènes aussi divers que les avortements sélectifs de fœtus XX, le mauvais accès aux soins de santé entraînant la mort, et diverses formes de violence.

[19] Il relèverait en particulier d'une perspective anhistorique et universalisante. Or précisément, Labrecque consacre son ouvrage à historiciser, contextualiser et décolonialiser les féminicides.

[20] Sur le mouvement et masculiniste et son idéologie : Blais & Dupuis Déry (2008), Collectif stop masculinisme (2013).

[21] Pour le dire très rapidement, le concept de nécropolitique inverse la proposition foucauldienne de la biopolitique : le pouvoir et la souveraineté s'exprimeraient désormais par le fait de décider, non plus qui vit et comment, mais qui meurt et de quelle façon —par une soumission croissante de la vie à la mort.

[22] On consultera également son blog : <http://dianawashingtonvaldez.blogspot.fr/>

[23] Deux d'entre eux faisaient même partie de sa famille.

[24] Fondée en 1973 à Guadalajara, la Ligue Communiste du 23 septembre a choisi ce nom en mémoire du premier groupe d'inspiration "foquiste" mexicain qui en 1965, dans l'Etat de Chihuahua, tente de prendre d'assaut une caserne. La LC 23 sera la plus importante organisation de guérilla urbaine des années 70. En effet, en lien avec une forte montée de la conflictivité sociale, après le massacre des étudiant-e-s du 2 octobre 1968 à Tlatelolco, puis celui de la manifestation du 10 juin 1971, commencent dix années d'un conflit sourd mais meurtrier. Face à la brutalité assassine du gouvernement de Díaz Ordaz (1964-1970), qui recourt à la formation de groupes de choc comme supplétifs de la police (stratégie aujourd'hui reconnue comme étant celle d'une « guerre sale »), plus d'une vingtaine d'organisations armées urbaines aux tailles et aux positions politiques très variées apparaissent, principalement à Mexico, Guadalajara et dans les villes du nord : Monterrey, Chihuahua et Culiacán.

A Ciudad Juarez depuis 1993, plus de 500 cadavres ont été retrouvés dans des décharges et dans les zones désertes, la plupart des femmes jeunes voire adolescentes, étudiantes, ouvrières de nuit dans les usines, femmes de chambres, petites employées.

Beaucoup vivent dans des conditions très précaires avec parfois des enfants à élever. Elles ont été enlevées, détenues en captivité, victimes de tortures et de graves violences sexuelles avant d'être assassinées à coups de couteau ou étranglées. Leurs corps sans vie ont été abandonnés dans les terrains vagues aux confins de la ville ou dans le désert, depuis, le sable n'a cessé de faire remonter des cadavres à la surface, recrachant avec eux de pauvres vestiges de vêtements féminins : chaussures, sac à main, jupe...

Dans quelques cas, ils sont retrouvés dans les jours qui suivent, mais ils mettent parfois des années à ressurgir, des mois à être identifiés. Des centaines de familles attendent toujours que soit résolue la disparition de leur fille, mais bien des cas resteront à jamais sans réponse.

Pourtant, après la découverte du corps de la première victime, et malgré l'arrestation de près de vingt suspects, les autorités n'ont toujours pas identifié les responsables de ces meurtres. La chose aurait dû faire grand bruit, mais qui s'intéresse au sort de malheureuses travailleuses vivant en plein désert dans une poubelle ignorée des touristes ?

Pis encore, les crimes continuent au rythme infernal, et Ciudad Juárez est aujourd'hui considérée comme la capitale mondiale du « féminicide », au cours des années, et selon des chiffres officiels, on a déclaré près des 5.000 femmes disparues, disparues dans le vide. Pour moins d'un cas sur dix, elles ont été retrouvées, recouvertes par le sable du désert.

En janvier 2004, le gouvernement de Vincente Fox a nommé une Procureure fédérale spéciale pour coordonner les enquêtes locales et fédérales.

Celle-ci a ordonné une révision complète des investigations menées par la juridiction régionale (État de Chihuahua) se saisissant du dossier de 24 d'homicides. Dans son rapport, publié en février 2006, elle mettait en cause 177 fonctionnaires soupçonnés de négligence et d'omission lors du déroulement des enquêtes, pourtant aucun n'a été déféré devant la justice.

A la frontière avec les Etats-Unis

« A la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis », écrit Elena Poniatowska, « il y a peu de blessures qui cicatrisent ; au contraire, la plupart s'infectent et contaminent l'organisme. Là, dans ces zone de contagion, on voit bouillir à la plus haute température pouvoir politique, trafic de drogue, violence et avidité. C'est une zone gangrenée ».

Le triangle formé par les villes de Juárez (Chihuahua), El Paso (Texas) et Sun Land Park (Nouveau Mexique) forme aujourd'hui la zone métropolitaine frontalière la plus étendue du monde. Elle est aussi la principale région d'échanges commerciaux du bloc économique uni par l'accord NAFTA (North American Free Trade Agreement). Ce dernier, adopté en 1994, a favorisé l'exode massif d'usines états-uniennes sur le territoire mexicain, entre autres : Ford, Johnson & Johnson, Siemens, Chrysler.

Dans les années 60, les « maquiladoras » (usines d'assemblage de matériel électro-domestique) commencèrent à fleurir à Juárez.

En 2000 cette industrie atteignit son apogée. Aujourd'hui, la ville s'enorgueillit de sa position de leader mondial dans ce domaine. A Juárez, un téléviseur est fabriqué toutes les trois secondes, un ordinateur toutes les sept, à l'issue d'un travail à la chaîne réalisé par les ouvriers des quelques centaines d'usines d'exportation, en majorité de femmes, jeunes de préférence, sous payées et non syndiquées.

Quelqu'un a fait remarquer que si les maquiladoras, ces dernières années, s'étaient chargées de l'accompagnement des ouvrières chez elles après le travail, les homicides auraient diminué de moitié. Mais les maquiladoras ne collaborent même pas avec les enquêtes et ne fournissent en principe aucune donnée sur leurs ouvrières.

Pourquoi les usines comptent-elles plus de femmes que d'hommes ?

Certains avancent que les femmes sont plus consciencieuses dans le travail, mais on peut imaginer que c'est, en réalité, parce qu'il est plus facile de les discipliner par des pressions de toutes sortes : harcèlement sexuel, tests de grossesse obligatoires, chantage au licenciement, interdiction de se syndiquer. Les « maquiladoras » sont de hauts lieux d'exploitation, les ouvriers y touchent 4 dollars par jour, mais puisqu'elles apportent à la ville devises et emplois, toute critique est étouffée dans l'œuf.

A la pression économique, morale et sexuelle exercée sur les ouvrières, il faut ajouter pour comprendre le contexte dans lequel se perpétuent les assassinats, un climat général de violence, en grande partie dû à la véritable mafia de narcotrafiquants qui s'est installée au bord de la frontière. A l'époque où les meurtres ont commencé, 60% de la cocaïne consommée aux Etats-Unis passait par Juarez.

Nombre d'analyses concordent pour désigner le fonctionnement pernicieux des « maquiladoras » et la violence induite par le trafic de drogue comme ayant prédisposé aux centaines d'assassinats. Ce n'est, du reste, pas un hasard si nombre des femmes assassinées avaient en commun de travailler dans ces usines. Les tours de travail amènent leurs ouvrières à regagner leur domicile tard dans la nuit ou à se rendre à l'usine au petit matin. Certaines femmes sont mortes pour avoir échangé leur tour avec une collègue et être rentrées seules chez elles, d'autres pour avoir voulu économiser le prix d'un billet de bus et avoir marché non accompagnées dans les rues.

Pendant ce temps, dans l'état de Chihuahua, on vend des porte-clé avec des breloques en plastique imitant un mamelon de femme. Les maris coléreux menacent leur femme en leur disant maintenant :

« Si tu me fais chier, je te jette dans le désert ! ».

A Ciudad Juarez, où fleurissent les bordels pour gringos et où on découvre périodiquement de nouvelles narcofosse, les cimetières clandestins des narcotrafiquants, la police se borne à regarder.

Et les assassins marchent librement, protégés par l'impunité et la corruption.

Señorita extraviada

de Lourdes Portillo

Lourdes Portillo par le biais de son documentaire Señorita extraviada tourné en 2000, signe un acte d'accusation honnête et courageux contre l'indifférence institutionnelle qui a réduit au fait divers un véritable scandale, une faillite de la justice et, avec elle, de la démocratie mexicaine.

Elle analyse la progression des meurtres, la reliant au système des « maquiladoras » et au trafic de drogue. Señorita extraviada brosse des portraits de jeunes filles à peine adolescentes, obligées de travailler dans les chaînes des usines, exposées au risque des rues mal éclairées, vivant dans la peur, risquant leur vie pour quelques dizaines de pesos journaliers.

Que faisaient ces jeunes filles dans la rue ?

« Elles n'allaient pas précisément à la messe » répond un gouverneur du parti politique de droite PAN. Cela semble être également l'avis du sous-procureur de justice de l'état zone nord qui, dans son Rapport sur les assassinats de femmes à Ciudad Juárez Chihuahua 1993-2001, écrit : « il est important de noter que quelques-unes des victimes ont des attitudes et des conduites qui ne sont pas conformes à l'ordre moral, lorsqu'elles se rendent, avec une fréquence anormale et très tard dans la nuit, dans des lieux de divertissements qui souvent ne conviennent pas à leur âge ».

Ce ne sont pas seulement « quelques-unes » des victimes mais un grand nombre d'entre elles qui a été ainsi taxé de prostitution ou de vie dissolue. Pour ces raisons, leurs enfants ont été privés de toute aide de l'état.

La diffamation systématique des victimes par les autorités a conduit à minimiser l'importance de leur mort, à négliger les enquêtes, et finalement à légitimer leurs assassinats. « Toutes sont des putes », ou des femmes à la moralité douteuse, qui ne comprennent pas que les gens décents se promènent le jour et que les indécents, qui le font la nuit, s'exposent à tous les malheurs.

Ces crimes, semblables entre eux, accompagnés d'actes de torture et de barbarie, conduits avec préméditation et acharnement, sont le produit d'une véritable haine des femmes qui s'étend jusqu'aux hautes sphères du pouvoir. Misogynie institutionnalisée donc, qui s'empare des valeurs spirituelles et morales pour se justifier.

<http://www.lourdesportillo.com/>

La ville qui tue les femmes : Enquête à Ciudad Juarez

Ce livre est le résultat de 2 ans d'enquête et de 3 voyages sur place. Dès le départ, l'idée d'un complément de type webdocumentaire a été intégrée au projet. Ce livre est publié chez Hachette Littératures, sous la direction de Denis Pingaud. Marc Fernandez et Jean-Christophe Rampal ont mené l'enquête au cœur de cette ville qui tue, à la rencontre des principaux protagonistes de l'affaire - flics douteux, avocats téméraires, boucs émissaires torturés pour avouer des crimes qu'ils n'ont pas commis, familles de victimes et femmes d'honneur...

Ils reviennent sur les différentes pistes, des plus folles aux plus scientifiques, d'un dossier hélas loin d'être fermé. Car si aujourd'hui les criminels restent introuvables, une chose est certaine : les assassinats de Ciudad Juárez rendent compte de la perversité de cette ville-frontière, royaume de la drogue et de la corruption, véritable laboratoire de la mondialisation sauvage.

Juárez est de ces lieux de la planète où le tiers-monde cohabite avec ce que le premier produit de pire. La globalisation effrénée, charriant ses rêves d'expansion économique, ses illusions de vie meilleure, n'apporte en réalité qu'une régression sociale et humaine. Ces zones frontalières sont des espaces hybrides et transitoires qu'on peut pénétrer le temps de se livrer, sans conséquence, à tout ce qu'on n'ose pas faire dans l'espace domestiqué de sa propre ville puis quitter sans se soucier de savoir ce qu'on laisse derrière soi. L'histoire de Juárez montre comment l'acculturation d'un espace peut nourrir la barbarie. Elle met aussi en lumière un système judiciaire qui méprise ceux qui n'ont pas les moyens de l'acheter, qui fait peu de cas des gens simples surtout s'ils sont du sexe féminin.

Sur les poteaux télégraphiques de Juárez, une croix noire sur fond rose est peinte chaque fois qu'une nouvelle femme est retrouvée morte, seul moyen pour les familles d'imprimer à la ville la marque de ce massacre et de susciter un devoir de mémoire. En attendant que les autorités de Juárez finissent de négliger ces centaines d'assassinats, les croix roses continuent d'apparaître sur les poteaux télégraphiques.

<http://www.lacitedesmortes.net/>

#####

Féminicides et Impunité: Une crise humanitaire en Amérique Centrale, et un problème mondial croissant

15 décembre 2014

"La République du Salvador présente le plus haut taux de féminicides dans le monde, avec 2250 meurtres de femmes entre 2010 et 2013. Le Guatemala se retrouve en troisième position et le Honduras est le septième à présenter le taux le plus élevé. Au Guatemala, seulement 2% des cas de femmes assassinées ont été examinés en 2013 alors qu'au Honduras, moins de 2% des cas ont fait l'objet d'une enquête. Concernant les cas qui d'une manière ou d'une autre sont rendus au tribunal au Guatemala, 90% des prévenus ne sont pas condamnés. Il en est presque de même en République du Salvador. Entre janvier et octobre 2014, plus de 300 corps de jeunes femmes âgées entre 12 et 18 ans ont été trouvés dans des fosses communes anonymes.

Le féminicide se définit comme l'assassinat violent et délibéré d'une femme. Bien qu'il s'agisse d'un crime, de nombreux gouvernements nationaux ne considèrent pas spécifiquement ces meurtres comme un crime dans leur code pénal. De ce fait, il est difficile de poursuivre le féminicide à travers le système judiciaire de nombreux états. Les histoires de milliers de femmes et de filles assassinées et ensuite jetées comme des déchets dans les ruelles, autour de la ville et dans des bennes à ordures continuent à faire les gros titres de la presse. Les victimes de féminicide montrent souvent des signes de torture, de viol, ou encore de mutilations génitales et au niveau de la poitrine, ainsi que des parties du corps démembrées.

L'épidémie aiguë de féminicide en République du Salvador, au Honduras et au Guatemala est liée aux antécédents historiques de violence et d'abus en Amérique centrale, où les escadrons de la mort et les guerres civiles ont laissé en héritage une certaine violence, intimidation et impunité persistante. Mais cela relève également de l'histoire dominante des normes patriarcales présentes depuis des siècles dans presque toutes les sociétés à l'échelle mondiale. Ces normes supposent que les femmes sont la propriété des hommes, et sont vouées à être traitées et éliminées selon les caprices des hommes. En Amérique latine, ces normes patriarcales sont souvent qualifiées de machisme.

Il est difficile de mettre efficacement en œuvre des propositions ou des lois visant à éliminer la violence, l'exploitation et l'abus des filles, adolescentes et femmes. En République du Salvador, une loi sur le féminicide est entrée en vigueur en 2012. Les années de luttes et de mobilisations menées par des femmes ont ainsi conduit à une loi historique pour lutter contre la violence à l'égard des femmes. Cette loi fut adoptée par l'ancien président Mauricio Funes. Selon la loi de la République du Salvador, le féminicide est passible d'une peine de prison de 20 à 50 ans, et les juges doivent établir la preuve que la mort d'une femme ait pour motif la haine ou le mépris basé sur le genre. Mais beaucoup de juges ne prennent pas au sérieux le féminicide et ne veulent pas faire face à ce crime et appliquer la loi correctement.

Les campagnes de sensibilisation du public qui montrent l'évolution graduelle des violences verbales, émotionnelles et physiques auxquelles sont confrontées les femmes avant même que le féminicide ne se produise sont plus que nécessaires. De plus, il est essentiel d'implanter des actions pour exiger le respect des droits fondamentaux des femmes et la fin de l'impunité.

La Campagne Mondiale lancée par La Via Campesina pour mettre fin à toutes formes de violence envers les femmes vise à accroître la sensibilisation du public aux causes premières et à tous les types d'expressions de violence contre les femmes, et exige la fin de l'impunité.

Nous demandons à toutes nos organisations membres de prendre des mesures et d'écrire des pétitions, d'envoyer des lettres, d'organiser des manifestations pour faire pression sur les ministères de la Justice des gouvernements de nos pays en vue de mettre fin à l'impunité, d'envoyer les meurtriers en prison et de faire justice pour ces milliers de femmes.

Assez de violence contre les femmes ! Pas une mort de plus !
Nous luttons contre l'impunité et pour la vie des femmes"

source : <http://viacampesina.org/fr/index.php/les-grands-ths-mainmenu-27/femmes-mainmenu-39/1025-feminicides-et-impunite-une-crise-humanitaire-en-amerique-centrale-et-un-probleme-mondial-croissant>

#####

Agynies

1er Janvier 2012

Avant-propos - <http://susaufemicides.blogspot.fr/p/concepts-femicides.html>

Les femmes et les fillettes ne sont pas considérées comme des sujets politiques par les ONG ?
Tous mes respects à celles qui sont censurées à cause de leur lutte contre les féminicides indiens, ces sexicides féminins qui ne trouvent pas leur équivalent en gent masculine... sans rien à voir avec une "inégalité de genres", de même que, par ailleurs, l'extrême sexisme du féminicide excisionnel ne touche uniquement que la gent féminine <http://ritabanerjiblog.wordpress.com/2012/07/03/ask-women-under-siege-what-hides-the-dirty-secrets-of-indias-mass-femicide/>

<http://fr.globalvoicesonline.org/2012/07/25/116663/>

Pétition contre le féminicide de masse indien <http://www.gopetition.com/petitions/stop-female-genocide-in-india/sign.html>

"Chaque heure, 12 indiennes meurent brûlées" - Intervention en 3 parties, suite à la parution dans 2009 - Etude The Lancet "163 000 jeunes femmes meurent brûlées vivres"

<https://genderbytes.wordpress.com/2011/10/02/video-murder-by-fire-100000-women-a-year/ts>

Mais aussi, les féminicides de prétendu honneur des plus déshonorants, "Guerre des dots" fiancées
Et, il n'y a pas que cela comme "féminicides" aux pays où l'on écrase pas la fourmi et ne bouscule pas la vache.

Récemment débusqué au Royaume Uni le phénomène asiatique bien connu des démographes, y est relancé par des médecins en clinique qui falsifient sans ciller les documents. Auraient-ils la même réaction pour des mâles, certainement pas. Ne savent-ils pas que l'élimination d'une population est un crime ? Non, semblerait-il, et tout simplement car le féminicide n'est pas reconnu et que les féminicides ne sont nulle part interdits.

<http://www.telegraph.co.uk/health/healthnews/9102232/Abortion-investigation-doctor-caught-falsifying-sex-selection-paperwork.html>

Rien ne doit être facilité - cela ne doit pas être permis car c'est toujours au détriment du même sexe féminin même si c'est une tolérance à la coutume venue d'Inde, ou au contraire parce que c'est une coutume féminicide venue d'Inde

<http://www.avortementivg.com/content/avortement-selectif/le-sexe-d-un-futur-bebe-determine-des-la-4eme-semaine-de-grossesse->

Féminicide majeur du gynécide / gynecide - Des précisions sur l'"eugynisme" de l'"agynie"

(m/muse du néologisme "agynie" : <http://correcteurs.blog.lemonde.fr/2010/07/02/phallophores-et-gynecide/>)
150 000 000 de féminicides des "femmes manquantes" (Amartya Sen) du XXème siècle. Et au XXIème, en y ajoutant 228 féminicides excisionnels à l'heure, combien seront-elles ?

L'interdiction des féminicides doit englober, bien évidemment, l'interdiction du choix du sexe de l'enfant :
Systématiquement et sans exception, toujours au détriment des embryons pris pour féminins. Féminicide du gynécide indoeuropéen et tous les autres féminicides, tabou depuis toujours d'en parler, de l'exposer... ?

Alors que ce n'est pas le mot ou le phénomène qui devraient être cachés, mais bien leur perpétration.
Féminicides, femicide, femicide, mot tout autant que maux politiquement incorrects ? Violences contre les femmes et politiquement correct - Idées - France Culture

<http://www.franceculture.fr/emission-la-chronique-de-brice-couturier-violences-contre-les-femmes-et-politiquement-correct-2012-0>

ASIE - Une affaire qui ne peut être classée ! <http://susaufemicides.blogspot.fr/2012/04/agynie-des-mineures-femicides.html>

EUROPE - Le phénomène ralentit de ci, réapparaît et grossit de là, vient lécher les Balkans. <http://europe-liberte-securite-justice.org/2011/10/06/le-conseil-de-l%E2%80%99europe-alerte-sur-les-%C2%AB-femicides-%C2%BB-et-se-prononce-contre-la-selection-prenatale/>

AFRIQUE - « je suis très heureux et vous remercie de m'avoir accepté au sein de votre forum. D'autant heureux qu'après mes 2 séjours post-génocide au RWANDA en août/septembre 1994 et en janvier/février 1995, lorsque j'avais proposé au CFFB Conseil des Femmes Francophones de Belgique que le "GYNOCIDÉ" c'est-à-dire l'intention d'éliminer les femmes TUTSIES soit envisagé et analysé comme une

catégorie singulière dans le génocide rwandais de 1994 dès lors que même si l'intention de les éliminer relevait du simple fait d'être TUTSI, les témoignages d'horreurs recueillis indiquaient que le "raffinement" mis en oeuvre pour faire souffrir ou humilier les femmes TUTSIES avant de les exécuter (tôt ou tard) était clairement lié à leur spécificité d'être de sexe féminin... je fus écouté poliment mais dans la détresse et l'immensité de l'urgence des tâches à entreprendre dans le pays dévasté... ma proposition avait pu paraître comme "un luxe" d'attentions ou de précautions. C'est vous dire combien le concept de "FEMINICIDE" pour lequel vous vous battez déjà depuis un certain temps renvoie à celui de GYNOCIDE tel que je l'entrevois en 1994/1995 et constitue pour moi un lieu indiqué pour faire reconnaître les vilenies faites aux femmes parce qu'elles sont femmes et non parce qu'elles auraient enfreint un quelconque interdit ou une quelconque règle positive du vivre ensemble. Merci de votre bienveillant accueil. Bon week-end. JMK » 28 septembre, 22:37 http://www.facebook.com/groups/FEMINICIDES/permalink/358283097590277/?comment_id=359062500845670&offset=0&total_comments=8

CHINE - <http://mdn.mainichi.jp/mdnnews/international/news/20120330p2g00m0in065000c.html>

La politique de natalité de l'enfant unique a entraîné, tout particulièrement, d'éviter la naissance des filles éliminées massivement par foeticide et néonaticide féminicides. De là des femmes manquantes, et une recrudescence de la traite et trafic des êtres humaines à des fins d'exploitation sexuelle (prostitution et mariages forcés) du fait de leur raréfaction (ratio hommes femmes déséquilibré) -

"Une fille mariée c'est comme de l'eau jetée", "un garçon stupide vaut mieux qu'une fille astucieuse" "...consiste à ôter la vie directement ou indirectement à l'enfant.... Dans les régions de peuplement Han, le phénomène d'infanticide a été aggravé par les politiques natalistes plus restrictives.... Cependant la Chine n'est pas le seul pays à blâmer... le Pakistan, l'Inde, la Corée du Nord, le Bangladesh et Taïwan... les travaux des démographes indiquent que l'infanticide aura des répercussions graves sur la démographie. Il y a treize ans Amartya Sen inventait l'expression de "femme manquantes" pour désigner ces filles tuées à la naissance ou avant même d'avoir vu le jour. D'après les travaux de Stefan Klasen, ces "femmes manquantes seraient 100 millions en Asie, dont 41 millions en Chine" cf. Bouanane I. Les conséquences démographiques de l'infanticide en Chine, 2007.

Chine - rapport hommes-femmes

Isabelle Attané, En espérant un fils..., p. 239 - Les cahiers de l'Ined, n°165, 2010

Territoires africains à majorité musulmane

En période anté islamique, « Jahilia » (les ténèbres) env. 1400 ans, les bébés de sexe féminin de mauvais présage, et sa naissance perçue comme un fardeau ; cette pratique ...sera interdite par des versets des sourates Nahl (les abeilles) et Takwir (l'obscurcissement). « Et lorsqu'on annonce à l'un d'eux une fille, son visage s'assombrit et une rage profonde [l'envahit]. Il se cache des gens, à cause du malheur qu'on lui a annoncé. Doit-il la garder malgré la honte ou l'enfouira-t-il dans la terre? Combien est mauvais leur jugement! » (Sourate 16/versets 58-59). «Et qu'on demandera (au jour du jugement dernier) à la fillette enterrée vivante, pour quel péché elle a été tuée?» (sourate 81/versets 8 et 9). Etude de cas américaine 2000 - http://www.gendercide.org/case_infanticide.html

Page CHIFFRES des estimations féminicides, dont petites filles abusées et déféminisées, féminicides de pédocriminalité prostitutionnelle et incestueuse... <http://susaufeminicides.blogspot.com/p/estimations.html>

INDE - <http://econpapers.repec.org/paper/wbkwbrwps/5096.htm>

http://blog.idrc.ca/medhora/fr/new_posts/missing-women-ii/

Bande annonce d'un documentaire <http://susaufeminicides.blogspot.com/2012/01/feminicide-deugynisme-200-000-000.html>

A la suite d'Amartya Sen en 1994, Rita Banerji, mobilise et milite pour les "missing women" / "female genocide". On peut aussi soutenir son combat car à ce rythme où va l'Inde ? Et à ce rythme-là, où va le monde ?

Signons et diffusons sa pétition.

Depuis mars 2007, où la commission enfants d'Amnesty international a émis le rapport, "Les filles manquantes Une élimination sélective" ressources/dossiers_pdf/dossier%20n%B013.pdf http://ai405.free.fr/ressources/dossiers_pdf/dossier%20n%B013.pdf

et "Recensement de l'Inde 2011 : la discrimination des petites filles s'intensifie ... brève publiée le 17 août 2011" <http://clara-magazine.fr/spip.php?breve38>

Qui n'est pas prévenu des 150 000 000 d'êtres humains détruits sélectivement au XXème siècle ? Pourtant, l'affaire continue et reprend même vigueur en Europe.

<http://www.geopopulation.com/20120117/demographie-mondiale-plus-de-160-millions-de-femmes-sont-portees-manquantes/>

Estimation annuelle - seulement pour l'Inde

- Foeticide 1 000 000
 - Infanticide 25 000 uniquement dans l'Etat du Kerala
 - Mortalité - 1/6 meurt avant 15 jours. La mortalité plus forte de 40 % pour les filles de - 5 ans (du fait des négligences et maltraitements)
 - Assassinats des dots 25 000
 - Décès pendant la grossesse, à l'accouchement 136 000 (1 par mn)
- chiffres tirés de <http://intersections.anu.edu.au/issue22/banerji.html>

Première des préventions : Interdiction du féminicide du choix du sexe d'enfant, discriminatoire toujours en défaveur d'un seul sexe : Les interruptions de grossesse eugyniques ne peuvent pas devenir courantes, ne doivent pas être même tolérées un seul instant. Pas plus que les autres exactions féminicides.

Autres articles de mention et références aux féminicides eugyniques-

<http://susaufeminicides.blogspot.fr/p/agynie.html>

<http://susaufeminicides.blogspot.fr/2012/04/agynie-des-mineures-feminicides.html>

<http://susaufeminicides.blogspot.fr/2012/01/agynie-quand-une-resolution.html>

<http://susaufeminicides.blogspot.fr/2011/10/resolution-1829-la-selection-prenatale.html>

<http://susaufeminicides.blogspot.fr/2011/09/doc-12715-la-selection-prenatale.html>

<http://susaufeminicides.blogspot.fr/2011/10/le-conseil-de-leurope-alerte-sur-les.html>

<http://susaufeminicides.blogspot.fr/2011/11/reconnaissance-du-feminicide-emission.html>

<http://susaufeminicides.blogspot.fr/2012/01/feminicide-deugynisme-200-000-000.html>

Fondamentaux du blog :

- A - Féminicides <http://susaufeminicides.blogspot.fr/p/concepts-feminicides.html>
- B - Androcides <http://susaufeminicides.blogspot.fr/p/androcides.html>
- Proportions les féminicides <http://susaufeminicides.blogspot.fr/p/cest-de-la-carte-tentative-darticle.html>
- Évaluations chiffrées des féminicides <http://susaufeminicides.blogspot.fr/2012/01/combien.html>

Source obligatoire - Toute citation de cet article doit être de contexte, précise, avec auteur

<http://susaufeminicides.blogspot.fr/p/qui-ecrit-ici.html>

, version, date, blog "Thémis - Haro sur les féminicides et androcides dans le monde"

<http://susaufeminicides.blogspot.fr>

le lien exact du document & id. en cas d'usage du logotype montage photographique "Eradication des féminicides - Larmes de sang" CGMD ©Tous droits réservés international 2012

Christine Gamita

Source: <http://susaufeminicides.blogspot.fr/2012/01/agynies.html>

et aussi

Féminicides planétaires

source: <http://susaufeminicides.blogspot.fr/p/cest-de-la-carte-tentative-darticle.html>

#####

Ces assassinats massifs de femmes amérindiennes que le Canada refuse de voir

15 décembre 2014

C'est un drame quasi ignoré, un angle-mort de la société canadienne. Celui des femmes autochtones, qui meurent ou disparaissent, victimes de la vulnérabilité sociale de leur communauté, de la frustration des hommes et de l'héritage colonial. En 30 ans, elles sont 1181 à avoir disparu. Cette histoire, **Emmanuelle Walter**, une journaliste française installée au Québec, a décidé de la raconter en retraçant le parcours de deux adolescentes disparues en 2008. Dans son livre *Sœurs volées*, elle décrit la souffrance, la misère et la vulnérabilité des Amérindiennes, et pointe du doigt les tentatives de « destruction » de la communauté autochtone menées pendant plus de 150 ans.

Basta ! : Pourquoi parlez-vous d'un féminicide des Amérindiennes ?

Emmanuelle Walter : Au Canada, 1181 femmes amérindiennes ont disparu entre 1980 et 2012. On a retrouvé les corps de 90% d'entre elles. Proportionnellement, rapporté à la communauté autochtone (4% de la population canadienne), c'est l'équivalent de 8 000 Québécoises, 34 000 Canadiennes ou 55 000 Françaises [1]. Ces femmes ont été massivement assassinées parce qu'elles sont des femmes. Et le gouvernement ne reconnaît pas l'ampleur du drame. Ce sont les deux conditions qui doivent être réunies pour pouvoir parler de féminicide, comme l'ont établi des chercheuses à partir des disparitions de Ciudad Juarez, au Mexique, où le néologisme a été inventé. Une autre manière de percevoir cette réalité est d'écouter le témoignage de Connie Greyeyes, une femme autochtone, que je rapporte dans mon livre. Elle connaît directement 11 femmes qui ont été assassinées ou qui ont disparu. Bien sûr, chacun d'entre nous n'en connaît pas autant... Mais surtout, cela donne une idée de l'impact sur la communauté autochtone : chaque famille connaît quelqu'un à qui cela est arrivé.

Pour documenter cette tragédie, vous racontez l'histoire de jeunes québécoises amérindiennes, Maisy Odjick et Shannon Alexander, disparues en 2008. Comment en êtes-vous arrivée à vous intéresser à ce sujet, et à ces deux adolescentes ?

En arrivant au Québec, il y a quatre ans, j'ai découvert un article qui expliquait que le Comité des Nations unies pour l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes, souhaitait enquêter sur les assassinats et les disparitions des femmes autochtones, au Canada. Je suis tombée des nues. Je n'imaginai pas cela possible dans ce pays, en avance socialement par rapport aux États-Unis, égalitaire, féministe... Il y avait comme un angle mort, et j'ai essayé d'en savoir plus. J'ai décidé de raconter l'histoire de Maisy et Shannon, deux amies disparues en septembre 2008. J'ai principalement rencontré la famille de Maisy, dont la mère (sur la photo ci-dessous) a tout de suite accepté ma proposition. L'avantage de cette famille, c'est qu'elle appartient à la classe moyenne, a deux salaires qui tombent tous les mois. Les Blancs peuvent facilement s'identifier à elle. Mais malgré cette aisance sociale, elle est frappée par la vulnérabilité sociale autochtone, dont la famille de Shannon est encore plus victime.

Les jeunes femmes autochtones sont parfois victimes de réseaux de prostitution, que certains qualifient de « traite »...

Ce fut un des plus grands chocs de l'enquête. Des jeunes filles quittent les réserves où elles vivent pour aller rejoindre les grandes villes. Isolées, hyper-fragiles, elles sont prises en main par les proxénètes à leur arrivée. Ces derniers les attendent parfois à l'aéroport de Montréal, quand elles débarquent. D'après les enquêtes qui ont été menées, les hommes autochtones participent à ces réseaux en informant les proxénètes de l'arrivée des adolescentes ou des jeunes femmes. Elles sont droguées, ou se droguent parce qu'on les a sans doute amenées à se droguer. C'est un cercle vicieux. La nature même du trafic n'a pas encore été totalement mis à jour, mais ce qui est frappant, c'est la surreprésentation de ces femmes autochtones dans ces populations fragiles. Des recherches expliquent que 90% des prostituées juvéniles, mineures, sont autochtones. Or, elles ne sont que 4% dans la population canadienne.

Pourquoi une telle vulnérabilité sociale des jeunes femmes amérindiennes ?

Les jeunes femmes autochtones sont des boucs-émissaires de la frustration sociale des hommes. Elles sont surreprésentées parmi les femmes fragiles du Canada, sans-abri, toxicomanes, prostituées. Elles sont victimes à la fois de violences intracommunautaires et familiales, qui sont probablement majoritaires, mais aussi de la violence extérieure, des prédateurs, de la rue. Mais elles ne sont pas toutes dans cette situation

là : on peut très bien mourir ou disparaître sans être toxico, sans abri, ou prostituée. Maisy et Shannon n'étaient rien de tout ça, mais elles étaient quand même fragiles. Elles vivaient dans la réserve de Kitigan Zibi, un endroit pauvre et violent, comme la grande majorité des femmes autochtones. **Cette vulnérabilité sociale s'explique principalement par la colonisation. Ces peuples ont été détruits territorialement, linguistiquement, culturellement et psychologiquement.** Les hommes meurent aussi beaucoup plus que les non-autochtones, mais pas parce qu'ils sont des hommes (plutôt à cause d'histoires de règlements de compte). C'est la grande différence avec les femmes.

Parmi cette histoire passée qui permet d'expliquer le présent, il y a celle, stupéfiante, des pensionnats. Après de nombreuses années de silence, cet épisode de l'histoire canadienne est en train d'être dévoilé. De quoi s'agit-il ?

J'ai plongé dans cette histoire en me rendant à des rencontres organisées par la Commission Vérité et réconciliation. Depuis plusieurs années, cette commission est chargée de récolter des témoignages, à travers le pays, sur les pensionnats des congrégations catholiques, majoritairement, et protestantes, qui accueillaient les enfants autochtones afin d'« ôter l'indien en eux ». C'est l'expression qui était utilisée. J'y ai passé deux jours : je ne m'en remettrai jamais. Des intervenants santé sont là parce que les gens s'effondrent, pas seulement ceux qui parlent. Des boîtes à mouchoirs circulent. Dans ces pensionnats, sous couvert d'éducation, les enfants autochtones étaient empêchés de parler leur langue. On leur passait la langue au savon dès qu'ils prononçaient un mot non-français. On les battait, tous les jours. Certains ont subi des violences sexuelles quotidiennes, notamment de la part des religieux. Ces enfants étaient affamés et on menait des expériences médicales nutritionnelles sur eux. Tout petits, ils se suicidaient, fuyaient, mourraient en s'échappant, parce qu'ils se retrouvaient dans le froid. Quand ils rentraient parfois dans leur famille, l'été, ils ne pouvaient même plus communiquer avec leurs parents car ils ne parlaient plus leur langue. Au total, plus de 150 000 enfants autochtones sont passés par les pensionnats, pendant 150 ans.

Quelles sont les répercussions, aujourd'hui ?

Les pensionnats sont un poison dont les communautés ne sont pas remises. Beaucoup de personnes autochtones sont incapables de s'aimer, de s'occuper de soi et des autres. Cette incapacité se perpétue de génération en génération. C'est ce qu'on appelle le syndrome du pensionnat, documenté et établi scientifiquement. Or, cette histoire n'est pas enseignée : à l'école, mes enfants apprennent la spiritualité amérindienne au 17^{ème} siècle, le commerce entre les peuples, etc. Mais la destruction imposée par les Blancs aux Amérindiens n'est pas au programme. La population n'est pas informée et il y a même un fossé d'incompréhension avec la communauté autochtone, qui s'enfonce et n'arrive pas à s'en sortir. Comment a-t-on pu vivre 400 ans avec ces gens et n'être toujours pas capables de les comprendre et les aider ? Certains militants de gauche, présents dans toutes les luttes, vont bloquer sur cette question. Ils défendent les droits des Palestiniens, mais pas ceux des Autochtones.

Le gouvernement canadien actuel, lui aussi, refuse de considérer cette tragédie...

Le Premier ministre, Stephen Harper, ferme les yeux. Cet été, suite à la mort d'une jeune autochtone, Tina Fontaine, il a déclaré : « Nous ne devrions pas considérer ceci comme un phénomène sociologique, mais comme un crime. » Il n'a pas envie d'y voir autre chose, ce qui résume parfaitement la pensée conservatrice ! Il ne veut surtout pas remettre en cause la légitimité de la présence blanche en Amérique du Nord. Mais les autorités canadiennes tentent tout de même d'agir. De gros budgets sont dédiés à ces communautés. Le problème, c'est que ces programmes d'aide ne fonctionnent pas.

Quelles mesures politiques fortes pourraient être prises pour s'attaquer à ce féminicide ?

Il faut réétudier complètement les relations avec le monde autochtone. En finir avec ce post-colonialisme qui perdure sans fin. Il est aussi nécessaire de comprendre pourquoi les programmes existants ne fonctionnent pas. Pour moi, ils sont des pansements sur une jambe de bois. Le problème ne vient pas des femmes autochtones, mais de la condition autochtone. La misère des communautés fait que les femmes autochtones sont devenues des proies. Le manque de travail, l'absence de foyer d'accueil pour les femmes battues, expliquent ce féminicide. Comment se fait-il que dans ce pays où il y a un consensus social fort, une intégration facile des immigrés, une volonté d'égalité, on n'arrive pas du tout à faire que les Autochtones prospèrent ? C'est une question très délicate car les Autochtones eux-mêmes ne veulent pas être considérés comme « canadiens ». Ils souhaitent être des nations indépendantes qui s'autogèrent. Pourtant, il faudrait discuter avec l'élite autochtone et ses organisations. Mais cela exige un doigté, une réflexion très profonde, qui n'est pas du tout l'apanage du gouvernement actuel.

Propos recueillis par Simon Guoin

Le site du livre *Sœurs volées*. <http://www.soeurs-volees.com/>
(*Sœurs volées*, Enquête sur un féminicide au Canada, Emmanuelle Walter, Lux)

Notes

[1] Pour donner une échelle de grandeur, c'est comme s'il y avait eu en France, en 32 ans, dix fois plus d'homicides de femmes.

source: <http://www.bastamag.net/Au-Canada-la-misere-des>

Vos commentaires

2. Le 18 décembre à 14:43, par Pierre-Olivier Combelles

J'ai vécu de longues années en contact avec les Amérindiens de la Côte-Nord du Québec et particulièrement avec ceux de La Romaine (Ulamen Shipit) qui m'ont accueilli et accompagné dans mes recherches sur la côte et à l'intérieur des terres. J'ai toujours vu que les femmes étaient très bien traitées chez elles et se faisaient aussi respecter. Les problèmes sont venus du contact avec l'extérieur par les changements du mode de vie d'abord au village (la sédentarisation a commencé dans les années 1950) puis et surtout avec les voyages des élus montagnais dans les capitales (Québec, Montréal) où ces "favorisés" du système découvraient le monde de l'argent, de l'industrie, de la drogue, de la prostitution, etc., inconnus chez eux. Et aussi le racisme et la discrimination, car il y a un vieux mépris du Canadien français blanc à l'égard de l'Indien, comme il y avait (et il y a peut-être encore) un mépris de l'Anglais, de l'Anglo-saxon WASP pour le Canadien français... Il s'agit là de la population en général, et pas dans sa totalité évidemment. Ce sentiment repose sur une ignorance presque totale de la part du Blanc des personnes, de la culture et de l'histoire des Amérindiens. Ce sont deux mondes qui se côtoient mais qui sont étrangers l'un à l'autre. Un Montagnais est vu aujourd'hui à Montréal comme un immigré, alors que ses ancêtres vivaient en Amérique des milliers d'années avant l'arrivée des Européens. Mais à présent il y a l'attitude du gouvernement et des politiques qui, ici comme ailleurs, est une attitude de mépris total à l'égard de l'Indien, comme de l'homme et du "grand peuple" en général, et de la Nature elle-même. On le constate à travers les monstrueux projets et activités extractivistes au Canada, sur ses territoires et à l'étranger. Il s'agit aujourd'hui de tout commercialiser. L'argent n'a pas de patrie et ne respecte rien. Il n'y a rien de plus contraire à la pensée traditionnelle des Amérindiens et des "Peuples-Racines" comme les nomme si bien Jean Malaurie...

Au Pérou, les Indiens des Andes, agriculteurs et éleveurs, appellent ceux des tribus amazoniennes, chasseurs-pêcheurs-cueilleurs, les "Ñaupá machu", c'est -à-dire les ancêtres vénérables. Ils leur rendaient hommage dans des fêtes comme celles du Retour des Pléiades (Qoyllur Rit'i), sur les glaciers des sommets dominant l'Amazonie. Il est temps que les hommes, TOUS LES HOMMES, reviennent à la pensée de leurs ancêtres vénérables que sont les Peuples-Racines, avant de disparaître totalement dans une Nature dévastée...

P.-O. Combelles

Naturaliste, ancien membre du Laboratoire d'Ethnobiologie-Biogéographie du Muséum National d'Histoire Naturelle.

Nicole Roelens

Il n'y aura pas d'issue aux désastres écologiques et humains qui frappent la planète sans une décolonisation mondiale de l'humanité femelle.

Si l'humanité aujourd'hui veut sauvegarder l'habitabilité de la planète et l'intégrité de ce qui fait l'essence des êtres humains, il faut que les rapports entre ses deux moitiés sexuées changent fondamentalement. En effet, les rapports d'emprise, d'oppression, d'exploitation et de prédation, que les humains entretiennent avec l'écosphère et entre eux, sont déjà inscrits dans l'unilatéralisation violente des rapports d'interdépendance entre les sexes, c'est-à-dire dans une colonisation du peuple des femmes qui se manifeste par :

- l'annexion de leur corps,
- Le pillage des richesses matérielles et spirituelles ce qu'elles produisent,
- Leur infériorisation systématique et le mépris de ce qu'elles ont à dire,
- Leur réduction à l'état d'objet de convoitise interchangeable

- Leur réclusion dans la sphère domestique quand elles enfantent
- Leur utilisation comme bouc émissaire d'usage courant dans la sphère privée et comme exutoires des spirales de violences collectives
- L'apartheid spirituel qui perdure dans les religions instituées

Cette colonisation de l'humanité femelle est le socle d'une société violente, injuste et oppressive. Le travail d'analyse de ce système réalisé par Nicole Roelens dans les quatre premiers tomes de son Manifeste pour la décolonisation de l'humanité femelle lui permet, aujourd'hui, de proposer la mise en œuvre d'une révolution éco-féministe, perspicace, pacifique et autogérée que les femmes doivent prendre en mains, avec le soutien des hommes qui sont prêts à renoncer à leur hégémonie factice pour construire avec elles les conditions de la vie bonne.

Nicole Roelens

8 Mars 2015 journée des femmes :

<http://viacampesina.org/fr/index.php/les-grands-ths-mainmenu-27/femmes-mainmenu-39/1046-mars-8-femmes-en-lutte-pour-la-souverainete-alimentaire-contre-la-violence-et-l-agrobusiness>

Femmes en lutte pour la souveraineté alimentaire, contre la violence et l'agrobusiness

(Harare, le 8 mars 2015)

En cette Journée internationale des Femmes – 8 mars - La Via Campesina appelle à organiser des actions afin de mettre en évidence le rôle fondamental des paysannes pour garantir la souveraineté alimentaire visant non seulement à faire face à la crise alimentaire mais surtout comme principe éthique de vie se basant sur la justice sociale et l'égalité. Lors de cette journée de lutte, nous dénonçons la violence exercée en particulier à l'encontre des femmes. En effet, dans nos campagnes, le modèle de l'agrobusiness et le capital ont exacerbé les inégalités sociales et celles entre les hommes et les femmes. C'est pourquoi nous luttons contre le patriarcat qui se manifeste dans tous les espaces de notre vie, la famille, les organisations, les communautés, les relations homme/femme et la sexualité. Nous condamnons également le féminicide causant l'assassinat de millions de petites filles et de femmes dans le monde, et nous exprimons notre solidarité avec toutes les personnes qui subissent des discriminations et des violences en raison de leur identité de genre et/ou sexuelle.

Le rôle tenu par la femme dans La Via Campesina fait que ce mouvement soit unique dans l'histoire non seulement des mouvements paysans mais aussi des autres mouvements sociaux et organisations internationales.

Pour Nettie Wiebe, de la Via Campesina d'Amérique du Nord, « le travail, les perspectives, l'analyse, l'énergie, le leadership et la présence des femmes dans La Via Campesina ont transformé et renforcé notre mouvement ». Le modèle de l'agriculture paysanne assumé par La Via Campesina internationale non seulement inclut les femmes mais revendique en outre leurs droits et leur permet d'être des paysannes à égalité avec les hommes.

Dans le contexte actuel, l'accaparement, la spoliation et l'exploitation des terres de la part des transnationales augmente avec le modèle en extension de l'agrobusiness. D'autre part, la vulnérabilité des paysannes et des femmes autochtones s'accroît du fait des expulsions quotidiennes de leurs terres.

A cet égard, La Via Campesina affirme la nécessité d'une Convention internationale sur les Droits des paysannes et des paysans car les conventions et mécanismes existants se sont avérés trop limités pour la protection des droits des paysannes et les conséquences des politiques néolibérales.

C'est pourquoi à l'occasion du 8 mars, nous, les femmes et les hommes de La Via Campesina, défendons une réforme agraire intégrale, les biens naturels comme la terre, l'eau, les territoires qui, dans leur ensemble, garantissent la souveraineté alimentaire au moyen d'une production agroécologique revalorisant l'agriculture paysanne. Nous dénonçons avec force la destruction et la déprédation dues à la monoculture, à l'utilisation indiscriminée d'intrants chimiques toxiques et aux dommages causés par les transnationales sur nos territoires. Obtenir plus de productivité et de rentabilité dans nos champs signifie la dégradation des conditions de vie dignes pour des millions de paysans et de paysannes. Le marché ne peut pas continuer à dicter les politiques agricoles et à porter atteinte à la santé des peuples et de la nature.

En ce 8 mars, nous continuerons à globaliser la lutte et l'espoir pour un monde plus juste et égalitaire pour toutes et pour tous. Nous exprimons notre solidarité avec Máxima Acuña, paysanne péruvienne qui lutte et résiste contre une transnationale minière. Sa force et sa dignité nous inspirent pour déclarer: Finissons-en avec le système capitaliste et le patriarcat.

<http://viacampesina.org/Via-info-fr/>

«l'écho foudroyant » : et « si c'est une femme » qui le sang

Attentats parisiens : la pseudo absence des femmes et l'impensé social de ce qu'elles donnent au monde commun

Françoise Bloch
lundi 09 février 2015

source : <http://www.netoyens.info/index.php/contrib/09/02/2015/attentats-parisiens-la-pseudo-absence-des-femmes-et-l-impense-social-de-ce-qu-elles-donnent-au-monde-commun>

Ce texte est dédié en tout premier à deux femmes : Djamila Boupacha et Fatima Elayoubi [1]
Mes pensées vont vers elles et vers toutes les femmes qui prennent soin des enfants.

Une fois dépassée la sidération que les récents événements parisiens m'ont provoquée, j'ai été frappée, dans un premier temps, par la quasi- absence des femmes en lisant et écoutant, tout ce qui se disait ou était publié sur ces événements tragiques. Frappée mais pas vraiment étonnée. Certes peu de femmes « universitaires » se sont exprimées sur ce carnage, certainement pour les raisons évoquées par Silvia Lempen-Ricci [2] : auto-dépréciation et sentiment toujours vivace de ne pas en savoir assez et d'avoir tant à apprendre des autres car ce qui est impliqué dans ces assassinats engage plusieurs approches disciplinaires. J'ai donc beaucoup écouté et lu mais je l'ai fait aussi dans les interstices et à partir de mes propres travaux de recherche, car il me semble qu'il fallait justement regarder ailleurs pour entendre ce que disaient ou écrivaient de nombreuses femmes, dans toute la diversité qui les constitue : ce qu'elles procurent et donnent au monde social ne se situe pas uniquement là où les grandes fresques socio-politico-médiatiques s'élaborent et se donnent à voir et à entendre. Quelle place occupent-elles dans le monde social s'agissant de ce qui est en premier lieu impliqué dans ces assassinats, à savoir les vulnérabilités et fragilités humaines dont celles des enfants dans un monde devenu si inhumain où la violence des rapports sociaux prédominent et se manifestent dans des gestes individuels de désespérance voire suicidaires?? **À quoi répondent ces assassinats perpétrés par ces jeunes hommes, devenus tueurs, et par les policiers qui les ont abattus?? Il semblerait bien que nous soit renvoyé un écho foudroyant entre la violence suicidaire de ces jeunes – provoquant leurs exécutions – et le vide abyssal de sens qu'ont à l'heure actuelle la financiarisation du monde et la guerre de tous contre tous. Écho foudroyant aussi entre le monde virtuel dans lequel vivent les financiers et autres traders, un monde sans limite, et celui dans lequel vivaient ces jeunes, qui ne connurent de limites que celle des armes qui**

les abattirent. Il y aurait beaucoup à dire sur cette absence de limites que l'espace de cet article ne me permet pas de développer.

Centrés autour de la liberté d'expression et contre la terreur dont avaient été victimes les journalistes de Charlie H. et les juifs du Supermarché Casher, les rassemblements, sous le coup de l'émotion, en ont parfois oublié qui étaient ces jeunes français devenus « jihadistes » et eux aussi abattus. Très vite, mon attention s'est centrée vers ces jeunes hommes, pressentant, sans avoir encore lu quoi que ce soit à leur sujet, que leur vie n'avait pas dû être « un long fleuve tranquille ». Déformation professionnelle peut-être?? J'ai en effet longtemps travaillé comme sociologue dans un laboratoire de recherches du CNRS situé dans la banlieue est de Lyon en particulier sur la transmission intergénérationnelle et sur la prise en charge des enfants. J'avais en outre encadré plusieurs mémoires sur les familles monoparentales assistées de la banlieue lyonnaise, sur les dispositifs d'aide à la parentalité et était intervenue à plusieurs reprises auprès de travailleuses sociales, interpellées par ce qu'elles voyaient et vivaient dans ces banlieues de relégation sociale : toute cette tragique affaire n'était donc pas sans m'interpeller.

Il m'aura fallu trouver sur un site internet d'information, le témoignage d'une femme, leur voisine d'enfance, recueilli par une journaliste pour confirmer ce que je pressentais de l'histoire de deux des tueurs, les frères Kouachi [3]: une enfance de violence et de misère passée en partie dans une famille monoparentale – c'est à dire avec leur mère – dont les cinq enfants, vraisemblablement de pères différents, se sont retrouvés orphelins – à respectivement 10 et 12 ans - après le suicide de leur mère, accablée qu'elle était de devoir faire face à la misère, y compris en se prostituant : « Ici, nous vivions entre pauvres. Et encore, la plupart des gens, une fois passés quelques années, partaient ailleurs. Le quartier craignait vraiment. Nous avons décidé de rester pour changer notre environnement nous-mêmes, nous les locataires du 156. Nous voulions sauver notre quartier. » dit cette voisine en rajoutant : « *J'adorais cet enfant. Il suffisait qu'on le cajole, qu'on le prenne dans les bras pour qu'il se calme. Moi, je l'ai trouvé touchant, ébahi comme tous les autres par la bande à Mickey. Un enfant comme les autres, qui croit en la magie de Disney, et qui se calme dès qu'on l'apaise* ». Portrait sensible de ces jeunes devenus tueurs et noté aussi par Ségolène Vinson, journaliste rescapée de la tuerie de Charlie H., dans son témoignage [4]. À propos de Said Kouachi qui la tenait en joue et l'épargna, elle dit : « *je l'ai regardé. Il avait de grands yeux noirs, un regard très doux. J'ai senti un moment le trouble chez lui, comme s'il cherchait mon nom (...)* ». **Placés par la DASS (direction des affaires sanitaires et sociales) à la mort de leur mère dans une institution pour enfants maltraités ou orphelins et lâchés « dans la nature » plutôt hostile dès leurs 18 ans, ils sont le produit du système socio-éducatif français – un des plus inégalitaires en Europe -, de « la politique de la ville » et de la montée des inégalités sociales à l'heure du capitalisme financier. Cette politique de la ville notamment relègue dans des quartiers périphériques dits « sensibles » - que je nomme prosaïquement pauvres - des familles entières, issues ou non de l'immigration.**

Amedy Coulibaly, le 3ème tueur, passa son enfance [5] à La Grande Borne-Grigny, dans une famille d'origine malienne dont il était le septième et unique garçon d'une fratrie de dix. Conçue par des architectes et urbanistes post-soixante huitards, où certains d'entre eux allèrent habiter au tout début – j'en connaissais certains – la ville nouvelle de Grigny, située dans la grande banlieue parisienne, fut vite délaissée par ses concepteurs qui revinrent habiter dans Paris. Grigny est devenue une ville de non droit où les trafics prolifèrent en même temps que la misère sociale et culturelle même si de nombreux travailleurs sociaux y œuvrent avec beaucoup de difficultés. Sa haine de la police et son sentiment d'injustice viendrait ou aurait été aggravée par la mort de son meilleur ami, Ali Rezgui, tué par un policier stagiaire et non poursuivi par la justice au prétexte qu'il aurait agi en légitime défense en poursuivant ces jeunes délinquants. Passant de la petite délinquance à la criminalité, son parcours de vie passa à plusieurs reprises par la « case » prison où il fit la connaissance de Cherif Kouachi et se convertit à l'islam radical. Pendant son incarcération, il tourne clandestinement un film qui dénonce les conditions de vie à la prison de Fleury Merogis, film dont certains extraits seront repris par l'émission Envoyé Spécial en 2009. **Pendant qu'il commettait l'irréparable, il se souciait que ses actes soient « médiatisés » et propagés sur les réseaux sociaux et la TV, lui donnant l'illusion d'exister, de devenir visible**

et d'être considéré.....au moins comme tueur, point final d'un parcours de délinquance et de criminalité.

Ces jeunes n'étaient pas les monstres que l'on aimerait qu'ils soient même si, après leur passage en prison [6], ils se radicalisèrent et commirent l'irréparable, armés jusqu'au cou : des assassinats froids et déterminés, une fois leurs « cibles » repérées?! Conduite suicidaire certes mais qui n'est pas leur seul apanage : de nombreux jeunes sans en arriver à ces extrêmes se sentent humiliés et blessés par le peu de considération dont ils sont l'objet et le peu de place qui leur est réservé dans le monde social. ...à l'exception de celle de consommateurs potentiels.

Comprendre n'est pas excuser mais ne nous laissons pas aveugler par les raisons qui seraient liées à la religion musulmane, fusse-t-elle fondamentaliste, dans laquelle ces attentats trouveraient leur origine. L'essentialisme tellement critiqué par le mouvement féministe lorsqu'il s'agit de parler de la Femme [7] s'applique aussi au Musulman comme, en son temps, il s'est appliqué au Juif. Raisons pour lesquelles d'ailleurs ces « morts-là » ont parfois disparu de la liste macabre des personnes assassinées durant ces événements tragiques : sur un total de 20 morts - et non 17 victimes - 18 hommes. Macabre décompte qui montre cependant que cette tuerie a essentiellement concerné des hommes, à l'exception d'une femme psychanalyste, Elsa Cayat, à laquelle rend hommage Alice Ferney [8] et d'une femme policière municipale, Clarissa Jean Philippe, française originaire de la Martinique qui était encore stagiaire après avoir fait une formation d'agente de sécurité [9]. Jeune femme policière à laquelle Christiane Taubira, ministre de la justice, a rendu un « hommage appuyé ». Ces mini-présences féminines répondent d'ailleurs à la quasi absence de femmes dans le cortège des chefs d'États, présents lors du rassemblement parisien[10]. Caricatures du monde dit démocratique?!

L'impensé social de ce que procurent les femmes au monde communet de leurs difficultés

1/ Des femmes dans les interstices

Le Monde des Livres dans sa livraison du 16 janvier a fait place aux écrivainEs pour exprimer leur réaction à ces événements tragiques et d'autres sites d'expression pullulent de témoignages de femmes. Celles de quatre femmes ont retenu mon attention pour ne citer qu'elles :

- la première est Lydie Salvayre, prix Goncourt 2014 pour son livre « Pas pleurer » dans lequel elle relate la guerre lancée pendant la guerre d'Espagne, avec la bénédiction de l'Église, contre «les mauvais pauvres» _dont sa mère _?; par ailleurs pédopsychiatre « de l'autre côté du périphérique » parisien, elle pose un regard très lucide sur ces très jeunes enfants pour lesquels « les méchants sont les juifs et les mécréants » et, dit-elle, avoir compris pourquoi. Je la cite « *ces enfants, pour qui l'idée de se rendre à Paris était une affaire compliquée et presque insurmontable tant ils se sentaient loin de ce que Paris représentait, ces enfants aux yeux desquels les valeurs de la France ne signifiaient strictement rien puisque du haut de leurs immeubles ils n'en voyaient pas la moindre mise en pratique, ces enfants qui vivaient dans la nostalgie du bled qu'ils ne connaissaient pas et dans l'humiliation blessante d'être tenus à l'écart de la fête, ces enfants se raccrochaient, faute de mieux, à ce qu'ils trouvaient à leur portée : des croyances communes et des haines communes en guise d'armature* ». Diagnostic très juste dont je partage la conclusion : « *Je suis convaincue qu'il faudra beaucoup de temps avant que celles-ci s'apaisent (...) et que le travail pour s'en émanciper sera considérable et ne se satisfera pas de quelques pansements, encore moins de dispositifs de contrôle et de milices de nettoyage comme l'Histoire en a connu, toujours prête à surgir*».

- la deuxième est Christine Angot, auteure entre autres de « L'inceste », roman autobiographique, qui commentait le dernier livre d'Houellebecq dont la lecture comme celle de ses autres livres « *ne la met pas mal à l'aise, ne la heurte pas mais la blesse, l'humilie* ». Qui sait si la lecture de Charlie H. ne provoquait pas la même chose chez certainEs dont la sensibilité était blessée et qui n'apprécient guère qu'on s'attaque à ce à quoi ils-elles se raccrochent pour ne pas couler?? C'est

le cas de toutE dominéE d'avoir peu d'humour sur les sujets qui réveillent sa souffrance quand celle-ci est à fleur de peau.

- La troisième est Amélie Nothomb [11] qui « riait beaucoup » avec les journalistes de Charlie H. Certes?! Mais cela l'autorise-t-il à conclure son court article d'un mépris condescendant écrivant à propos d'Amedy Coulibaly, le troisième tueur, dans le logement duquel fut retrouvé un de ses livres qu'il « ne savait sûrement pas lire »?? Ignorance du parcours de ce jeune homme qui fit toute sa scolarité dans un lycée professionnel jusqu'en première.

- la quatrième est Jemma Bent Seghir, enseignante d'origine émigrée [12]. Elle s'interroge sur la manière dont, relayéEs par les médias, les enseignantEs sont amenéEs à construire « *la figure de l'élève supposé-e musulman-e et qui serait réti-f/ve aux « valeurs de la République », complice du terrorisme, antisémite et foncièrement obscurantiste . Tous ces témoignages visent à construire aussi en creux, par différence, l'image d'une institution scolaire et de ses membres qui seraient, eux, du bon côté de la frontière civilisationnelle, à savoir humanistes, éclairé-e-s, progressistes* ». Elle soulève par ailleurs « *des entorses à la position déontologique de l'enseignant-e* » qui, faisant face à des questions jugées problématiques de certains élèves vont les rapporter à la presseet à la police. Or, considérant que des questions ou remarques problématiques ne sont pas l'apanage des seuls enfants d'origine musulmane mais d'enfants de tous les milieux sociaux, elle-même, issue de l'immigration, a souffert des mêmes discriminations et humiliations et partage certaines de ces questions, trouvant tout à fait inadmissible que la liberté d'expression des élèves ne soit pas élevée au même rang que celle prêtée à Charlie H.

Quatre témoignages de femmes fort différents _et il y en a tant d'autres?! _ qui s'ancrent bien sûr dans leur expérience à la fois personnelle, sociale et politique dont celle qu'elles purent avoir du mépris et de l'humiliation vécus ou incorporés en voyant leurs parents et singulièrement leur mère les subir mais aussi vécu de l'institution scolaire française où l' « égalité des chances » n'existe plus. Ces expériences sont sécantes aux rapports de sexe, de classe, voire de « race » qui se construisent très tôt.

Les dégâts du mépris ne s'apaisent pas si vite surtout lorsqu'ils durent depuis si longtemps, voire depuis plusieurs générations qui l'ont vécu, s'agissant en particulier des populations immigrées issues des guerres coloniales, eussent-elles la nationalité de leur pays « d'accueil » : « toute la seconde moitié du 19ème siècle et la première moitié du 20ème sont marquées par toute une série de stéréotypes raciaux qui ont appartenu à la culture de l'Europe impérialiste et colonialiste (...), tentant de justifier rationnellement et idéologiquement une gigantesque entreprise de conquête et de génocide. Loin d'être relégués au sein des sociétés savantes, ces concepts imprégnaient profondément le langage politique de l'époque » [13]. Qu'on attribue aujourd'hui au Musulman, comme il fut fait en d'autres temps au Juif, **le rôle du bouc-émissaire d'une crise qui est désormais structurelle, montre à travers ces stéréotypes que l'Histoire ne se répète pas mais sait repasser les plats.** En effet, les attributs dont Le Musulman est affublé deviennent la cause de nos maux sociétaux au prétexte qu'il n'aurait pas la même « humanité » que la nôtre ni « notre » conception de la laïcité, d'ailleurs falsifiée [14]. La mise à l'écart, dans l'indifférence de beaucoup de ceux et de celles qui se sont rassemblés pour dire leur attachement à la « liberté d'expression » - à géométrie variable d'ailleurs -, concerne des millions de personnes – parents et enfants – relégués à la périphérie des grandes villes dans des ghettos que sont devenues certaines banlieues françaises, la France n'ayant pas l'exclusivité de ces relégations chargées de mépris et d'humiliations. Il n'est donc pas étonnant que ces rassemblements ont été essentiellement « blancs », les populations immigrées s'en étant tenues à l'écart, craignant une fois de plus d'être stigmatisées et prises à partie comme le sont les jeunes musulmanes porteuses du « foulard » et exclues de l'espace public. L'émotion d'ailleurs est sélective puisque peu d'entre nous nous émouvons des morts abattus dans les guerres économiques ou militaires que mènent les pays occidentaux, dont la France. Malgré les mises en garde contre tout amalgame avec la population musulmane française, les attaques de lieux et de françaisEs de religion musulmane ont eu lieu et se multiplient. Va-t-on assister au retour des « ratonnades », après les exécutions sommaires dont ont été victimes de nombreux jeunes hommes ces dernières années dans les banlieues de relégation sociale et « ethnique »?? Et quid de la liberté d'expression lorsque des enfants et adolescentEs ne peuvent même pas exprimer pourquoi «

ilLes ne sont pas Charlie »?? Quelle est cette nouvelle conformité et unanimité à n'écouter que les mots qui arrangent??

2/ Les mémoires et les blessures cachées

Les « mémoires et les blessures cachées » se transmettent aussi et pas simplement les valeurs et les pratiques sociales : elles font partie de l'héritage, souvent incorporé qui n'est pas que matériel mais aussi symbolique, c'est à dire chargé de sens. Il est donc important d'écouter et de lire ce que disent ces femmes car la position sociale qu'elles ont éventuellement acquise dépend du vécu de leur parcours de vie qui les a fait arriver là où elles sont et donne lieu à réflexivité?! Dans ce parcours, se cachent et se nichent souvent « les blessures cachées » de l'enfance, terme emprunté à Arlie Hochschild [15] dont les travaux sur la souffrance des enfants et de leurs mères indiennes du Kerala, contraintes de quitter leurs enfants pour aller...ailleurs s'occuper de ceux des autres _dans le Golfe Persique par exemple mais aussi ici _ m'ont éclairée et fait préciser ce que nous entendions, à propos de la transmission intergénérationnelle, quand nous écrivions que **ce qui est procuré à l'enfant rend inséparables la matérialité de ce qui lui est donné de la relation qui s'est nouée avec lui [16]**. L'enfant ne pourra intégrer une position d'adulte responsable et reprendre un héritage qui lui a été transmis _s'il lui fut transmis_ que s'il s'est senti considéré dans ce qui lui a été procuré non seulement par ses parents mais par toutes les instances socialisatrices (école, institutions, rencontres, mouvements politiques, etc) qui l'introduisent dans le monde social ! Dans cet héritage, combien de blessures cachées, combien de non-dits, combien de secrets qui ne sont pas seulement liés à l'histoire familiale mais aussi à l'Histoire, qu'elle soit sociale et coloniale?! Le manque ressenti dans l'héritage transmis (fait de pratiques sociales, de valeurs et même d'argent) ouvrant la possibilité d'une transformation de ou d'une rupture d'avec cet héritage s'ancre toujours dans le manque de considération puisque le repérage d'un manque rend inséparable la matérialité de ce qui est procuré à l'enfant de la relation qui la soutient. Que cette relation ait été chargée de mépris et d'humiliation, de manque de considération, l'enfant, un l'adulte en devenir refusera l'héritage transmis. Ainsi d'ailleurs fut la raison et l'origine des révoltes de mai 68... mais aussi de leurs dérives?!

Ce manque de considération est observable dans de nombreux récits, qu'il s'agisse de jeunes ou de moins jeunes – hommes et femmes – issus entre autres de l'immigration, dès lors qu'ils portent un regard réflexif sur ce que fut la vie de leurs parents et la leur...mais aussi sur ce que fut leur expérience, entre autres de l'institution scolaire. Ce manque de considération et de bienveillance est patent dans de nombreux actes éducatifs et pédagogiques mais aussi dans le monde du travail à l'heure du néolibéralisme financiarisé. Prendre soin d'enfants et d'adolescents comme les éduquer suppose au moins de les considérer comme des êtres qui ont leurs propre sensibilité, capacités et préjugés comme nous avons d'ailleurs les nôtres. N'est-ce pas le rôle de l'institution scolaire en particulier d'apprendre aux enfants à transcender ces préjugés en acquérant les connaissances qui le leur permettront?? Ce serait le minimum à exiger de ceux et de celles qui ont prétention à éduquer un enfant, qu'il s'agisse de parents, d'assistantes maternelles, puéricultrices, d'éducatrices/trices, d'enseignantEs – peu forméEs pour prendre soin des enfants – de travailleuses sociales et bien sûr des responsables politiques. Beaucoup d'enfants dépendent désormais d'une pédagogie curative, et pas simplement dans ces milieux sociaux, tant leur sensibilité et leur vulnérabilité sont à vif.

Ces « blessures cachées », souvent héritées et incorporées lorsqu'un enfant ou un adolescent a vu ses parents méprisés ou humiliés, se renforcent dès lors que l'école, en tout premier lieu, est devenue une machine à « trier » les enfants : l'institution scolaire française qui attribue une place future à l'enfant – et ceci dès la maternelle [17] – est essentiellement conçue pour former les élites dites « républicaines » , mais aussi les grands dirigeants d'entreprises publiques et privées, et laisse sur le bas-côté de la route une grande majorité d'enfants. À ce « tri » dès le plus jeune âge, beaucoup de parents – et pas simplement des enseignantEs – participent selon des stratégies précises... et leur milieu social : choix du lieu de résidence, de l'établissement scolaire y compris en détournant la carte scolaire qui fut d'ailleurs supprimée, laissant aux parents qui le peuvent « le choix » de l'établissement scolaire le plus convenable et apte à profiler leurs enfants vers la réussite scolaire pendant que d'autres sont captifs du lieu où ils habitent et de l'absence de connaissances « stratégiques » . La ségrégation spatiale est aussi une ségrégation scolaire et

sociale. Se comprend alors la manière dont beaucoup d'enfants et d'adultes font ou ont fait une expérience douloureuse de l'école et que le rapport à l'échec traverse une grande partie des entretiens biographiques que nous avons recueillis. Ainsi se construit un parcours scolaire qui débouche sur une place dans le monde social et la division du travail à la fois sociale, sexuelle et « raciale » : la seule place concédée à la majorité des jeunes de milieu populaire débouche désormais sur des stages non rémunérés et/ou des emplois sous-qualifiés – quand ils en trouvent - alors que leurs parents ont souvent fait des sacrifices pour leur payer des études qui ne servent à rien sans le réseau relationnel permettant d'accéder à un emploi qualifié?! Tel est le sort de beaucoup de jeunes aujourd'hui dont 130 000 sortent, chaque année, du système scolaire français sans aucune formation ou qualification. Je suis personnellement étonnée que d'autres Kouachi et Coulibaly ne se révoltent pas. Ceci explique peut-être pourquoi certains d'entre eux ont énoncé « je suis Coulibaly » : ne faudrait-il pas entendre ce raccourci, non pas comme une identification à « je suis un tueur » ou « j'ai envie de tuer » mais comme « **je suis comme lui, aussi humilié et blessé** »?? De la même manière d'ailleurs que le slogan « je suis Charlie » se saurait être une identification aux assassinés de Charlie Hebdo mais révèle beaucoup plus la sidération que la réflexion longue parfois à mûrir.

M'inquiète donc, outre les problèmes d'inégalités sociales grandissantes _dont les femmes des classes populaires, tout particulièrement celles issues de l'immigration sont les premières à souffrir_ et de stigmatisation dont font preuve de nombreux enfants _garçons et filles_ dans ces quartiers pauvres. Inquiétante aussi est l'utilisation faite des images propagées sur les « réseaux » ou la télévision, comme le soulignait une des grandes psychologues de l'enfantet de la télévision, Liliane Lurçat. Un de ses ouvrages [18] avait attiré mon attention alors que j'étais sur le « terrain » et observais ce que j'y voyais et entendais s'agissant d'enfants qui, dès 8 mois, étaient déjà « accros » à la TV. M'inquiète aussi le manque de considération et de bienveillance, l'absence de rythmes et de moments de calme et souvent de limites que les enfants vivent dans leur vie quotidienne quand leurs parents _et pas simplement leur mère_ sont devenus « surnuméraires », et/ou pris dans le tumulte d'une vie de plus en plus stressante où le « zapping » s'est généralisé. Le nombre d'enfants qui ne mangent même plus à table mais devant la TV et souvent seuls, se servent dans le frigo dès qu'ils en ont l'âge en donnant un grand coup de pied dans la porte pour la fermer, n'est qu'un exemple de ce que j'ai pu observer sur le terrain quel que soit le milieu social....et ceci depuis longtemps. Car aujourd'hui, y compris dans les milieux les plus modestes, chaque enfant a son téléviseur ou son ordinateur dans sa chambre et regarde les émissions qu'il souhaite comme il surfe sur tous les réseaux sociaux qui lui sont accessibles. Certains parents s'en inquiètent mais ont beaucoup de peine à lutter contre l'envahissement des images dans l'univers enfantin comme ils en ont à lutter contre l'incitation à la consommation. Mais ceci serait à développer beaucoup plus longuement.

En guise de conclusion toute provisoire, je dirais que, peu considérés dans ce qui leur fut procuré soit dans leur environnement familial, social ou éducatif, dans l'abandon dont ils furent l'objet et dont furent l'objet leur mère et père quand il en avait un, ces jeunes nous renvoient une image saisissante de ce que sont les inégalités sociales (et territoriales) aujourd'hui, du mépris et de l'humiliation que subissent de nombreux enfants et jeunes issus de ces milieux sociaux ghéttoisés, qu'ils soient d'origine immigrée ou pas d'ailleurs, les premiers ayant ce poids en plus à porter. S'ils voient les méchants de leur histoire _pour reprendre les très beaux mots de Lydie Salvayre_ dans le peu de cas qui est fait de leur misère sociale, culturelle et relationnelle, dans l'indifférence dont les autres _les nantis pour eux_ n'en ont rien à foutre, peut se comprendre qu'ils se soient sentis humiliés dans les caricatures de Mahomet que Charlie H se complaisait à faire au nom de la liberté d'expression et de caricaturer. Peut-être qu'aucune autre image identificatoire que celle du Prophète ne leur fut proposée leur redonnant une dignité et une estime de soi??

Ces jeunes, devenus tueurs, n'étaient pas des monstres, ils étaient les enfants que nous avons laissé grandir dans la désespérance. Au delà de ce qu'ils nous donnent à voir, peut s'appréhender le sentiment d'abandon et d'humiliation qu'éprouvent de nombreux citoyens français _et d'ailleurs_ face aux crises qui traversent nos pays, et leur aspiration à davantage de justice sociale et de solidarité.

Notes:

[1] **Djamila Boupacha**, militante du FNL, torturée et violée par l'armée française et renvoyée à ses « fourneaux » quand la « révolution algérienne » n'eut plus besoin d'elle.

Fatima Elayoubi, femme de ménage, analphabète, ayant appris le français grâce à Marie Pezé qui écouta sa souffrance et à sa propre fille qui l'introduisit dans la langue française pour écrire un magnifique petit livre « Prière à la lune ». Elle le dédie « À ma France » et à toutes les Fatima.

[2] **Silvia Ricci- Lempen**, Le Temps, 23 janvier 2015

<http://www.silviariccilempen.ch/chroniques.php?numero=24&suite&titre=penser-le-7-janvier-ou-sont-les-femmes>

[3] <http://reporterre.net/L-enfance-miserable-des-freres>

[4] Témoignage paru dans Le Monde du 14 janvier pp 10-11:

http://www.lemonde.fr/societe/article/2015/01/13/c-est-charlie-venez-vite-ils-sont-tous-morts_4554839_3224.html

[5]

http://fr.wikipedia.org/wiki/Amedy_Coulibaly#Enfance.2C_petite_d.C3.A9linquance_et_grande_criminalit.C3.A9

[6] Dans son enquête sur une prison de la région parisienne, Didier Fassin 2015, L'ombre du monde, Seuil, aborde de front les discriminations ethniques et raciales de l'appareil répressif français : 77 % des détenus appartiennent à une minorité ethnique et raciale avec une surreprésentation des jeunes peu diplômés ou en échec scolaire et habitant dans des zones de relégation urbaine, in Libération du 5 février 2015. Beaucoup plus repérés par la police et condamnés par les juridictions, sont les consommations de marijuana ou les actes d'incivilité que commettent ces jeunes que ne le sont la grande corruption financière, l'évasion fiscale ou la consommation de cocaïne réservée à d'autres classes sociales?! Discriminations de race et de classe se conjuguent?!

[7] Le singulier est volontairement utilisé puisqu'il est synonyme d'essentialisme.

[8] <http://www.la-croix.com/Actualite/France/Hommage-a-la-psychanalyste-Elsa-Cayat-2015-01-09-1290547>

[9] <http://www.ouest-france.fr/charlie-hebdo-clarissa-jean-philippe-jeune-policier-tuee-par-coulibaly-3105567>

[10] La photo prise des chefs d'État lors de la grande manifestation parisienne parle en soi : deux femmes – Angela Merkel et Anne Hidalgo, maire de Paris au milieu d'hommes d'États dont certains sont loin d'être des démocrates attachés à la liberté d'expression?!

[11] http://www.lemonde.fr/livres/article/2015/01/14/a-charlie-hebdo-on-rigolait-sans-arret-par-amelie-nothomb_4556273_3260.html

[12] Un témoignage d'enseignante, un parmi de nombreux autres : **Jemma Bent Seghir**, À bonne école : Élèves barbares versus enseignant-e-s civilisé-e-s, <http://lmsi.net/A-bonne-ecole>

[13] **Enzo Traverso**, 2002, La violence nazie, une généalogie européenne, La Fabrique, p.73

[14] **Jean Baubérot**, 2014, La laïcité falsifiée, La Découverte

[15] **Uma S.Devi, Lise Widding Isaksen et Arlie Hochschild**, La crise mondiale du care. Point de vue de la mère et de l'enfant, in Ss la direction de **Jules Falquet, Helena Hirata, Danièle**

dont le soutien à l'État Islamique était connu de tous. Avec ces veilles qui durent encore aujourd'hui, la vie dans les villages de la frontière s'est transformée en une vie communautaire, malgré les conditions de guerre. Un autre objectif de nos vigies était également d'intervenir pour le passage et le soutien du peuple de Kobanê qui a été obligé de fuir les attaques qui ciblaient le village, mais qui se faisait bloquer et devait attendre aux passages frontaliers durant des semaines, subissant de temps à autre les attaques des gendarmes. Les premiers jours de notre veille, avec ceux qui venaient d'Istanbul, nous avons coupé les grillages de la frontière et nous sommes passés à Kobanê.

Pouvez-vous nous raconter ce que vous avez vécu après votre arrivée à Kobanê ?

AY. Dès notre passage à la frontière, nous avons été accueillis avec un grand enthousiasme. Dans les villages à la frontière de Kobanê, toute la population était dehors, de 7 à 77 ans. Les combattants de l'YPG (unités combattantes de l'armée populaire) et YPJ (unités combattantes féminines) ont tiré en l'air, debout sur les toits, dans des rues, pour saluer le fait que nous anéantissions les frontières. Nous avons fait une marche dans les rues de Kobanê. Puis nous avons discuté avec le peuple de Kobanê et les combattants YPG/YPJ qui défendent la révolution. C'est très important de traverser, de cette façon, les frontières mises par les États entre les peuples. Cette action a été réalisée en pleine guerre.

Il y a eu beaucoup d'informations sur les attaques faites par la gendarmerie et la police sur les populations à la frontière et sur les veilles de bouclier humain. Par ces intimidations, quel est l'objectif de la République Turque ?

A.Y. : Oui, l'État turc a en continue, une politique d'attaque contre les paysans de la frontière et les habitants de Kobanê qui essaient de traverser. Parfois les attaques sont multipliées, et parfois elles durent des jours. Chaque attaque a un prétexte et il est évident que chacune d'elle a un objectif bien particulier. Nous avons observé que quasiment à chaque attaque de gendarmes, il y avait des transferts de véhicules par la frontière. Nous ne savons pas le contenu de ces véhicules qui fournissent l'EI. Mais nous pouvions le deviner en faisant le parallèle avec l'intensité des attaques, s'il s'agissait de renforts humains, d'armes ou encore parfois de vivres pour subvenir aux besoins quotidiens de l'EI. Ces transferts se faisaient parfois par des véhicules qui portaient des immatriculations officielles, et d'autres fois par des gangs de « contrebandiers » soutenus par l'État. De plus, ces gangs soutenus par l'État, extorquent les biens des habitants de Kobanê qui attendent à la frontière. Et la gendarmerie, à la frontière, donne un droit de passage moyennant une commission d'environ 30%. Les politiques de l'État envers les populations de la région fonctionnaient déjà de cette façon, depuis de longues années. Mais prétextant les conditions de guerre ces politiques sont devenues encore plus visibles. Cette visibilité et les attaques ont pour but d'intimider les volontaires des boucliers humains et les peuples frontaliers.

Même si l'État turc le nie, l'existence et le fonctionnement du soutien à l'EI étaient relativement connus. Mais vous dites que lors de ce processus sa participation a prit des proportions visibles à l'œil nu. C'est-à-dire l'existence d'un environnement où l'État ne cache plus son soutien. Comment fonctionne le soutien de la République Turque à l'EI ?

M.D. : La République turque a nié son soutien à l'EI, avec insistance. Mais ironiquement, à chaque intervention de négation, un nouveau transfert était organisé à la frontière. La plupart de ces convois étaient d'une grande visibilité. Par exemple, des véhicules différents, laissaient à la frontière, et à plusieurs reprises, des « paquets de secours ». Nous avons été témoins de passage de dizaines de « voitures de service » à vitres fumées passer la frontière à la Porte de Mürsitpınar (ville turque frontalière syrienne). Personne ne se demande ce qu'il y a dans ces voitures car nous savons tous que tous les besoins de l'EI sont satisfaits par ce moyen.

Pourriez-vous nous parler de l'importance actuellement historique de l'appropriation de la Résistance de Kobanê et de la Révolution au Rojava, surtout dans ce processus, pour les anarchistes révolutionnaires ?

A.Y. : Il ne faut pas penser la Révolution au Rojava et la Résistance à Kobanê séparément de la lutte pour la liberté que le peuple Kurde mène depuis des dizaines d'années. La lutte pour la liberté du Peuple Kurde, a été lancée comme un problème dont la source viendrait du peuple et non de l'Etat, et pendant des années, elle a été qualifiée sur les terres où nous vivons de « Problème Kurde ». Nous tenons à le répéter à nouveau, ceci est la lutte du peuple Kurde pour la liberté. Il y a un seul problème ici, et c'est le problème de l'Etat. Le peuple Kurde mène un combat d'existence contre la politique ségrégationniste et destructive exercée depuis des siècles par les pouvoirs politiques successifs dans cette région. Avec le slogan « PKK est le peuple, le Peuple est ici », le sujet politique prend forme chez chaque personne une par une, et l'identité de la force organisée est claire. Depuis qu'avec cette perception, nous avons concrétisé la lutte, dans différentes zones, de l'individu à la société, la relation que nous avons bâtie avec le peuple Kurde et l'organisation du peuple Kurde est une relation de solidarité mutuelle. Cette relation solidaire, est une relation que nous avons fondée en regardant par le prisme de la lutte pour la liberté des peuples. Dans les luttes pour la liberté, le mouvement anarchiste a été toujours un déclencheur. Dans une période où le socialisme ne pouvait pas sortir du continent européen, alors qu'une théorie comme « Le droit des peuples à disposer d'eux mêmes » n'existait pas encore le mouvement anarchiste s'est habillé des luttes pour la liberté des peuples dans différents endroits du monde. Pour comprendre cela, il faut regarder l'effet de l'anarchisme sur les luttes populaires dans un éventail large, de l'Indonésie au Mexique. De la révolution au Rojava, au combat des Zapatistes du Chiapas, les luttes des peuples pour la liberté ne correspondent pas aux descriptions des luttes nationales classiques. Parce qu'il est évident que concept de « nation » est lié à l'État. C'est pourquoi les luttes entreprises par les peuples pour s'organiser sans État doivent être étudiées en dehors de la notion « nationale ». Cependant, nous ne faisons pas la démarche de considérer la Résistance de Kobanê par des rapprochements avec d'autres processus historiques. Certains groupes font des renvois à d'autres processus historiques et leurs trouvent des ressemblances avec la Résistance de Kobanê. Mais il faut bien comprendre que la Résistance de Kobanê, c'est la Résistance de Kobanê ; et la Révolution au Rojava, c'est la Révolution au Rojava. Si on tient absolument à faire des parallèles avec la Révolution du Rojava, mais en regardant par le prisme d'une révolution populaire, dans ce cas, il faut aller regarder du côté de la révolution populaire de la péninsule ibérique.

Même si la Résistance à Kobanê se fait près de la frontière de l'État turc, de nombreuses actions et manifestations de solidarité ont été faites au quatre coins du monde. Comment interprétez-vous les effets de la Résistance de Kobanê, ou, en vérité, la Révolution au Rojava, avant tout sur l'Anatolie, et bien sûr au Moyen Orient et dans le reste du monde ? Quels sont vos prédictions sur ces effets ?

M.D. : Les appels au « serhildan » (terme turc spécifique désignant les nombreux mouvements populaires d'insurrection kurde contre l'État turc depuis les années 90' sur le slogan « Edi Bese » : Assez !) ont d'abord trouvé réponse dans les villes d'Anatolie, à commencer par les villes du Kurdistan. Dès le premier soir, les populations ont salué la Révolution au Rojava et la Résistance de Kobanê qui combat l'EI assassin et son soutien à l'État turc. L'État a commencé par attaquer les « serhildan » avec les forces des milices paramilitaires (nota : groupuscules d'extrême droite fomentés par l'État turc). Lors de ce processus de « serhildan » l'État qui terrorise les rues du Kurdistan, à travers les contra-hizbul, a assassiné 43 de nos frères. Ces assassinats sont le signe de la peur de l'État turc de la Révolution au Rojava, et du fait que cette révolution survienne dans ses terres. Une autre peur du capitalisme mondial et de l'État turc qui attaque, dépitée par la crainte, est bien-sûr : le Moyen-Orient. Malgré tant de pillages, de violences, une révolution populaire a pu exister dans le Moyen-Orient. Et cela met sans dessus dessous les plans du capitalisme mondial. Un grand chamboulement, car malgré les conditions de guerre, malgré toutes les carences, une révolution populaire a pu fleurir à Rojava. Cette révolution est la réponse apportée à tous les doutes sur la possibilité d'une révolution dans cette région et partout dans le monde, et a consolidé la foi en la révolution chez les peuples de la région et dans le monde. De toutes façons, le but de toutes les révolutions populaires dans l'histoire est de donner naissance à une révolution sociale qui se mondialise. Dans cette perspective nous avons fait un appel de solidarité à l'anarchisme mondial, pour la Résistance de Kobanê et la Révolution au Rojava. Suite à notre appel, les anarchistes de partout dans le monde ont réalisé des actions, en

Irlande, en Allemagne, Bruxelles, Amsterdam, Paris, New York... Nous saluons par cette occasion toutes les organisations anarchistes qui ont entendu notre appel et qui ont organisé des actions, qui sont descendues dans la rue, ainsi que celles qui nous ont rejoint à la frontière pour faire les boucliers humains.

Depuis le premier jour des attaques de l'EI, Les médias, surtout celles soutenues par l'État turc, ont fait couler beaucoup d'encre, en annonçant que Kobanê était sur le point de tomber. Mais depuis un peu plus d'un mois, elles semblent avoir enfin compris que Kobanê n'est pas tombée et ne tombera pas. En tant que journal Meydan, nous saluons votre solidarité avec Kobanê. Voulez-vous ajouter quelque chose ?

M.D. : Nous, anarchistes révolutionnaires, avons vu encore une fois la foi inébranlable en la révolution sur des terres qui vivent dans des conditions de guerre, nous l'avons vécu, nous le vivons. Ce qui se passe au Rojava est une révolution populaire ! Cette révolution, où les frontières disparaissent, les États deviennent inefficaces, les plans du capitalisme mondial sont détruits, se socialisera sur notre géographie. Nous appelons tous les opprimés qui sont dans les quatre coins de notre géographie, à regarder par la fenêtre des opprimés, avec cette conscientisation, à agrandir la lutte organisée pour la révolution sociale. C'est la seule solution pour faire vivre dans des géographies plus larges la révolution sociale dont les fondations se sont bâties au Rojava. Vive la Résistance de Kobanê ! Vive la Révolution au Rojava !

Meydan, gazette mensuelle anarchiste, meydangazetesi.org

VERS L'AUTOGESTION AU ROJAVA ?

Deux semaines au Rojava.

(Zaher Baher, traduction : alternative libertaire. juillet 2014)

Le texte ci-dessous est un des rares témoignages sur l'expérience d'auto-organisation populaire du Kurdistan syrien. C'est la raison pour laquelle il était nécessaire de le rendre accessible aux francophones, en dépit de ses lacunes et de certaines confusions. L'auteur n'ayant pu répondre à nos questions, nous avons recoupé certaines informations avec d'autres sources (merci au journaliste Maxime Azadi, d'Actukurde.fr). Nous avons fait le choix d'utiliser la version kurde des noms de lieu, tout en indiquant, dans certains cas, leur nom en arabe et en français. L'intégralité du texte est reproduite, à l'exception d'un passage de géopolitique trop long et trop peu pertinent à notre sens. L'ensemble des analyses n'appartiennent qu'à leur auteur, et n'engagent pas Alternative libertaire. Les notes sont de l'équipe de traduction.

En mai 2014, j'ai parcouru pendant quelques semaines le Kurdistan syrien — « le Rojava » — au nord-est du pays, avec un ami. Durant ce séjour, nous avons eu toute latitude pour rencontrer qui nous voulions : femmes, hommes, jeunes, partis politiques. Dans cette région, il y a plus de 20 partis, qu'ils soient étiquetés « kurdes », « chrétiens », ou autres. Quelques-uns participent à l'« auto-administration démocratique » (Democratic Self Administration, DSA) ou « autogestion démocratique » (Democratic Self Management) de la région de la Cizîrê.

La Cizîrê est l'un des trois cantons du Rojava. Nous avons également rencontré des partis politiques kurdes et chrétiens qui ne participent pas à l'auto-administration. En outre, nous avons rencontré des responsables de l'auto-administration, membres de divers comités, groupes et communes, ainsi que des hommes d'affaires, des commerçants, des ouvriers, ou de simples badauds sur le marché et dans la rue.

Le contexte

Le Kurdistan est un territoire peuplé d'environ 40 millions d'habitantes et d'habitants, partagé, à la fin de la Première Guerre mondiale, entre l'Irak, la Syrie, l'Iran et la Turquie. Au cours de l'histoire, le peuple kurde a subi des massacres et même un génocide de la part des régimes qui se sont succédé, principalement en Irak et en Turquie. Depuis lors, il a été continuellement opprimé par les gouvernements centraux. En Irak, sous la dictature de Saddam Hussein, les Kurdes ont subi des massacres à l'arme chimique au cours de l'opération Anfal. En Turquie, il n'y a pas si

longtemps encore, les Kurdes n'avaient pas le droit de parler leur propre langue, et ils n'étaient reconnus que comme « Turcs des montagnes » – allusion au relief montagneux du Kurdistan de Turquie. En Syrie, la situation des Kurdes était un peu meilleure qu'en Turquie. L'Iran, lui, les reconnaît comme un peuple distinct des Perses et leur a octroyé des droits, mais pas d'autonomie politique.

Après la 1^{re} guerre du Golfe (1991) s'est constitué en Irak un Gouvernement régional du Kurdistan (GRK). Après la 2^e guerre du Golfe (2003), l'invasion et l'occupation de l'Irak, le GRK a profité de la situation pour se renforcer et se doter d'une administration, d'un budget et d'une armée – les peshmergas – autonomes. A Bagdad, le gouvernement central n'a pu qu'entériner cette autonomisation et, dans une certaine mesure, l'a même soutenue. Ceci a encouragé les autres parties du Kurdistan, particulièrement en Turquie et en Syrie. Au cours de cette même année 2003, des Kurdes de Syrie ont fondé le Parti de l'union démocratique (PYD, pour Partiya Yekîtiya Demokrat), qui est venu s'ajouter aux partis et organisations kurdes déjà existants dans la région. La plupart remontaient aux années 1960 mais s'étaient révélées peu efficaces en comparaison du rapide développement du PYD.

Le Printemps arabe

Le Printemps arabe a secoué la Syrie au début de 2011 et, au bout de quelque temps, s'est propagé dans les régions de la Cizîrê, de Kobanê et d'Efrîn. La protestation populaire y a été profonde et constante. Elle a contribué au retrait de l'armée des cantons kurdes, à l'exception de certains territoires de la Cizîrê dont nous parlerons plus loin.

Pendant ce temps, se constituait – avec l'appui du PKK et du PYD – le Mouvement de la société démocratique (Tev-Dem, pour Tevgera Civaka Demokratîk), qui a rapidement acquis une solide assise populaire. Après le départ de l'armée et de l'administration syrienne, la situation est devenue chaotique – nous verrons pourquoi – et le Tev-Dem s'est trouvé dans l'obligation de mettre en application son programme avant que les choses n'empirent.

Le programme du Tev-Dem était très fédérateur, et couvrait tous les sujets de société. Beaucoup de gens du peuple, venus de différents milieux – kurde, arabe, musulman, chrétien, assyrien et yézidi – s'y sont impliqués. Son premier travail a été de mettre sur pieds toute une série de groupes, de comités et de communes, dans les rues, les quartiers, les villages, les cantons, les petites et les grandes villes. Leur rôle a été de s'occuper de toutes les questions sociales : les problèmes des femmes, l'économie, l'environnement, l'éducation, la santé, l'entraide, les centres pour les familles endeuillées, le commerce et les affaires, les relations avec les pays étrangers. Des groupes ont même été chargés d'arbitrer les contentieux, pour éviter aux plaignants qui le souhaitaient d'avoir à engager des procédures judiciaires.

Généralement, ces groupes se réunissent chaque semaine pour faire le point sur la situation sociale. Ils ont leur propre représentant dans le conseil du village ou de la ville, nommé « maison du peuple ». Le Tev-Dem, à mon sens, est un mouvement des plus efficaces, et assume toutes les tâches qu'il s'est fixé. Je pense que les raisons de son succès sont les suivantes :

La volonté, la détermination et l'énergie de gens convaincus qu'ils peuvent changer les choses ;
La participation volontaire d'une majorité de la population, à tous les niveaux, pour assurer la réussite de cette expérience ;

La mise en place d'une de forces défensives reposant sur trois composantes : les Unités de protection populaire (YPG, pour Yekîneyên Parastina Gel), les Unités de protection féminines (YPJ, pour Yekîneyên Parastina Jin) et l'Asayesh (une force mixte présente dans les villes et sur les points de contrôle). En plus de ces trois composantes, il existe une unité spéciale féminine non mixte, pour traiter les questions de violences sexuelles et domestiques.

De ce que j'ai vu, le Kurdistan syrien a suivi – à raison, à mon avis – une voie différente de celle des autres pays touchés par le « Printemps arabe ». Les différences sont flagrantes.

1. Les pays du « Printemps arabe » ont été bouleversés par de grands événements, et plusieurs ont chassé leurs dictateurs. Mais le « Printemps arabe », dans le cas de l'Égypte, a engendré un gouvernement islamiste, puis une nouvelle dictature militaire. D'autres pays n'ont guère fait

mieux. Cela montre la puissance du peuple qui peut, à un moment donné, être le héros de l'histoire, mais n'est pas forcément en mesure d'inscrire son succès dans la durée. C'est l'une des principales différences entre le « Printemps arabe » et le « Printemps kurde » du Rojava, qui pourrait bien durer – et qui dure, en tout cas, jusqu'à présent.

2. Au Kurdistan syrien, les gens étaient prêts et savaient ce qu'ils voulaient. Que la révolution devait se faire de bas en haut, et non l'inverse. Que ce devait être une révolution sociale, culturelle et éducative autant que politique. Qu'elle devait se faire contre l'Etat, le pouvoir et l'autorité. Que le dernier mot dans les prises de décision devait revenir aux communautés de base. Ce sont les quatre principes du Tev-Dem. On ne peut que saluer ceux et celles qui ont lancé ces grandes idées et les ont mis en pratique, qu'il s'agisse d'Abdullah Öcalan, de ses camarades ou de quiconque. En conséquence, les Kurdes de Syrie ont créé leurs propres institutions pour mener la révolution. Dans les autres pays du « Printemps arabe », les gens n'étaient pas préparés. Ils voulaient certes renverser le gouvernement, mais pas le système. La majorité pensait que la seule révolution possible se faisait au sommet. La création de groupes de base n'a pas été entreprise, hormis par une minorité d'anarchistes et de libertaires.

L'auto-administration démocratique

Après de longs débats et un dur travail, le Tev-Dem a abouti à la conclusion qu'il était nécessaire d'instituer une auto-administration (DSA) dans chaque canton du Rojava (Cizîrê, Kobanê et Efrîn). A la mi-janvier 2014, l'Assemblée du peuple de Cizîrê a élu sa propre DSA, pour mettre en oeuvre les décisions des maisons du peuple du Tev-Dem, et prendre en main une partie des tâches administratives locales — éducation, santé, commerce, défense, justice, etc. La DSA est composée de 22 hommes et femmes ayant chacun deux adjoints (un homme et une femme). Au total, près de la moitié sont des femmes. Des gens de toutes origines, nationalités et confessions peuvent y participer. Cela permet une atmosphère de confiance, détendue et fraternelle.

En peu de temps, cette auto-administration a fourni beaucoup de travail, et a rédigé une Constitution — nommée Contrat social —, une loi sur les transports, une lois sur les partis, et un programme pour le Tev-Dem.

La première page du Contrat social stipule que « les territoires de démocratie autogestionnaire n'admettent pas les concepts d'État-nation, d'armée nationale ou de religion d'État, de gestion centralisée et de pouvoir central, mais sont ouvertes à des formes compatibles avec les traditions démocratiques pluralistes, ouvertes à tous les groupes sociaux et toutes les identités culturelles, à la démocratie athénienne, et à l'expression des nationalités à travers leurs organisations. »

Le Contrat social compte de nombreux articles dont quelques uns sont extrêmement importants pour la société, par exemple :

- La séparation de l'État et des religions ;
- L'interdiction du mariage en dessous de l'âge de 18 ans ;
- La protection des droits des femmes et des enfants ;
- La prohibition de l'excision ;
- La prohibition de la polygamie ;
- La révolution doit se faire à la base de la société et être durable ;
- La liberté, l'égalité, l'équité et la non-discrimination ;
- L'égalité hommes-femmes ;
- La reconnaissance de toutes les langues usitées : l'arabe, le kurde et le syriaque sont langues officielles dans la Cizîrê ;
- La garantie d'une vie décente aux détenus, afin de faire de la prison un lieu de réhabilitation ;
- La reconnaissance du droit d'asile : aucun réfugié ne doit être contraint de partir.

La situation économique de la Cizîrê

La Cizîrê compte plus d'un million d'habitants, kurdes à 80%, mais aussi arabes, chrétiens, tchéchènes, yézidis, turkmènes, assyriens et arméniens. Il y a de nombreux villages arabes et yézidis, ainsi que 43 villages chrétiens.

Dans les années 1960, le régime syrien a appliqué dans les zones kurdes une politique dite « de la ceinture verte », que le parti Baas a poursuivi quand il est arrivé au pouvoir. Elle consistait en une marginalisation des Kurdes sur les plans politique, économique, social et éducatif. L'objectif de la « ceinture verte » était d'implanter une population arabe dans les zones kurdes, en lui distribuant des terres confisquées aux Kurdes. Bref, sous Assad, les Kurdes étaient des citoyens de troisième rang, après les Arabes et les chrétiens.

Une autre politique a été de cantonner la Cizîrê à la production de blé et de pétrole : pas d'usines, d'entreprises ni d'industrie. La Cizîrê produit 70% du blé syrien et est riche en pétrole, gaz et phosphates. La majorité de la population y est employée dans l'agriculture et le petit commerce, et il faut y ajouter les employés de l'éducation, de la santé, des services publics, les militaires et les petits entrepreneurs. Après 2008, la situation s'est dégradée quand le régime Assad a promulgué un décret spécial interdisant la construction de grands bâtiments, en raison de la situation de guerre larvée dans cette région périphérique et frontalière.

Actuellement, la situation est mauvaise, du fait des sanctions imposées par la Turquie et par le Gouvernement régional du Kurdistan (on verra pourquoi plus loin). Le quotidien dans la Cizîrê est frugal, le niveau de vie est bas, mais ce n'est pas non plus la pauvreté. Les gens, en général, sont heureux de ce qu'ils ont accompli. On trouve dans le Rojava les biens de première nécessité indispensables à toute société, ce qui est important, au moins pour le moment, pour éviter la famine, se tenir debout et résister aux sanctions de la Turquie et du GRK. Il y a du blé en quantité suffisante pour produire du pain et des pâtisseries. Le pain, du coup, est quasi gratuit.

Le pétrole est lui aussi très bon marché — on l'a « au prix de l'eau », comme on dit là-bas. On utilise le pétrole pour tout : à la maison, pour les véhicules, pour certains équipements industriels. Le Tev-Dem a rouvert certains puits de pétrole et dépôts de raffinage. A l'heure actuelle, la région produit plus de pétrole que ce dont elle a besoin : elle peut donc en exporter mais aussi stocker les surplus. L'électricité est un problème, parce qu'elle est en bonne partie produite dans la région voisine, contrôlée par l'État Islamique (Daech). Par conséquent, les gens n'ont accès à l'électricité que six heures par jours — mais, au moins, elle est gratuite. Le Tev-Dem a amélioré la situation en vendant du diesel à bas prix aux propriétaires de groupes électrogènes, à la condition qu'ils vendent de l'électricité au voisinage à un prix plafonné.

Pour ce qui est de la téléphonie mobile, les appareils captent, selon la zone, soit le réseau du GRK, soit celui de la Turquie. Les lignes terrestres sont sous le contrôle du Tev-Dem et de la DSA, et semblent bien fonctionner. Là encore, c'est gratuit.

En ville, les boutiques et les marchés sont ouverts tôt le matin, jusqu'à 23 heures. On trouve beaucoup de marchandises de contrebande importées des pays voisins. D'autres produits viennent du reste de la Syrie, mais ils coûtent cher, en raison des taxes prélevées par les forces syriennes ou par les différents groupes armés qui contrôlent les circuits d'approvisionnement.

La situation politique dans la Cizîrê

Comme on l'a dit, la majorité des troupes du d'Assad se sont retirées de la région, ne conservant leurs positions que dans certaines localités. Elles tiennent la moitié de la ville principale, Hesîçe, face aux YPG-YPJ. Dans la deuxième ville de la région, Qamislo, 6.000 à 7.000 soldats réguliers occupent toujours l'aéroport et une portion du centre-ville autour de la Poste – évitée du coup par la plupart des habitants.

Les deux parties se toisent et évitent de se froter l'une à l'autre. Je qualifierais cette situation de « ni paix ni guerre ». Il y a certes déjà eu des affrontements, à Hesîçe comme à Qamislo, avec des morts de chaque côté, mais jusqu'ici, le chef des tribus arabes a œuvré à maintenir la coexistence.

Le repli de l'armée syrienne profite en fait aux deux parties. D'un côté, Assad s'épargne un affrontement inévitable avec les Kurdes, et s'exonère d'avoir à défendre la région contre d'autres forces insurgées, puisque les YPG s'en chargent. Ses troupes ont ainsi pu se porter sur d'autres

fronts, prioritaires pour le régime. Les YPG-YPJ protégeront de toute façon mieux le Rojava – y compris vis-à-vis de la Turquie – que l'armée syrienne.

D'un autre côté, les Kurdes ont tiré de cette situation des avantages substantiels :

- Ils ont cessé de combattre le régime Assad, ce qui a garanti la paix et la liberté pour la population, la sécurité de leurs terres et de leurs biens, et a épargné bien des vies.
- Le gouvernement continue de verser les salaires des fonctionnaires, bien que la quasi totalité travaillent à présent sous le contrôle de la DSA. Cela améliore évidemment la situation économique.
- La population y a gagné en autonomie dans sa vie et dans ses choix, dans le cadre du Tev-Dem et de la DSA. Plus cette situation se prolonge, et plus elle a de chances de s'enraciner.
- Les YPG-YPJ ont eu l'occasion par elles-mêmes, d'engager le combat avec les groupes terroristes, en particulier Daech, quand elles l'ont jugé nécessaire.

Dans la Cizîrê, il existe plus de 20 partis au sein des populations kurdes et chrétiennes. La majorité sont opposés au PYD, au Tev-Dem et à la DSA pour des raisons qui leur appartiennent – j'y reviendrai. Ils ont cependant la liberté de mener leurs activités sans aucune restriction. La seule chose qui leur soit interdite, c'est de posséder leur propre milice armée.

Les femmes et leur rôle

Les femmes sont largement acceptées et occupent une place importante, à tous les niveaux du Tev-Dem, du PYD et de la DSA. En vertu du système dit des « codirigeants » et des « coorganisateur » (joint leaders and joint organizers), chaque direction de bureau, d'administration ou d'unité combattante doit inclure des femmes. En outre, les femmes ont leurs propres forces armées. Au sein des institutions, l'égalité hommes-femmes est complète.

Les femmes sont une force majeure, et sont très impliquées dans toutes les commissions des maisons du peuple, dans les comités, les groupes et les communes. Les femmes du Rojava ne forment pas seulement la moitié de la société : elles sont la moitié la plus efficace et la plus importante car si elles arrêtaient de travailler dans ces comités ou s'en retiraient, la société kurde pourrait bien s'effondrer. Beaucoup de femmes actives dans la politique ou dans la défense ont longtemps combattu avec le PKK dans les montagnes. Elles sont aguerries, résolues, dynamiques, responsables et courageuses. Dans le Rojava, les femmes sont sacrées, et Abdullah Öcalan et les autres dirigeants du PKK-PYD ont pris très au sérieux leur rôle dans la reconstruction de la société, sous tous ses aspects. Dans la philosophie d'Öcalan, on ne verra le meilleur de la nature humaine que si la société redevient matriarcale, d'une façon moderne bien sûr. Malgré cette situation, et bien que toutes les femmes soient libres, les relations amoureuses et sexuelles sont rares pour les combattantes. Les militantes et les militants que nous avons rencontrés estiment que tout cela — amour, sexualité, relations — n'est pas d'époque car leur investissement dans la révolution passe avant tout. Quand j'ai demandé ce qui advenait lorsque deux combattant.e.s ou deux responsables politiques tombaient amoureux, on m'a répondu que nul ne pouvait l'empêcher, mais qu'il valait mieux qu'elles soient mutées des postes plus appropriés.

Cela ébahira bien des Européens. Comment peut-on vivre sans amour, ni sexe, ni relations amoureuses ? Pour moi, c'est tout à fait compréhensible. Je pense que c'est leur choix et, si les gens sont libres de choisir, alors il doit être respecté. Néanmoins, si on laisse de côté les unités combattantes, le Tev-Dem et les autres partis, j'ai fait une curieuse observation : je n'ai pas vu une seule femme travaillant dans un magasin, une station-service, un marché, un café ou un restaurant. Pourtant, les femmes et les questions féminines sont bien plus avancées ici qu'au Kurdistan irakien, qui a pourtant disposé de vingt-deux ans pour établir ses propres lois, avec une marge de manœuvre bien supérieure. Ceci dit, on ne peut pas non plus dire qu'il y ait un mouvement de femmes spécifique ou indépendant au Kurdistan syrien.

Les communes

Les communes sont les cellules les plus actives des maisons du peuple. Il y en a partout, qui se réunissent une fois par semaine pour discuter des affaires courantes. Chaque commune est basée dans un quartier, un village ou une ville, et a son propre représentant à la maison du peuple.

Ci-dessous, la définition de la commune, tirée du Manifeste du Tev-Dem, traduit de l'arabe : Les communes sont les plus petites cellules et les plus actives. En pratique, elles constituent une société prenant en compte la liberté des femmes, l'écologie, et où est instituée la démocratie directe. Les communes œuvrent à développer et à promouvoir des commissions. Sans rien attendre de l'État, celles-ci cherchent par elles-mêmes des solutions aux questions sociales, politiques, éducatives, de sécurité et d'autodéfense. Les communes instituent leur propre pouvoir en construisant des organismes tels que les communes agricoles dans les villages, mais aussi des communes, coopératives et associations dans les quartiers.

Il faut former des communes dans la rue, les villages et les villes, avec la participation de toutes et tous les habitants. Les communes se réunissent chaque semaine, et prennent leurs décisions au grand jour, avec leurs membres de plus de 16 ans.

Nous sommes allés à une réunion d'une des communes basée dans le quartier de Cornish, à Qamislo. Il y avait là 16 à 17 personnes, pour la plupart des jeunes femmes. Nous avons pu discuter de façon approfondie de leurs activités et de leurs tâches. Elles nous ont dit qu'il y avait 10 communes dans le quartier, composées chacune de 16 personnes. « Nous agissons un peu comme des travailleurs sociaux, nous ont-elles dit, avec tout ce que ça comporte : rencontrer les gens, assister aux réunions hebdomadaires, démêler les problèmes, veiller à la sécurité et à la tranquillité publique, collecter les ordures, protéger l'environnement et assister à la grande réunion pour débriefer ce qui s'est passé durant la semaine. »

Elles m'ont confirmé que personne, pas même les partis politiques, ne s'ingère dans les décisions prises collectivement, et en ont cité quelques-unes : « Nous souhaitons utiliser une vaste parcelle, dans une zone résidentielle, pour créer un petit parc. Nous avons demandé une aide financière à la mairie. Elle n'avait que 100 dollars à nous donner. Nous avons pris l'argent, et collecté 100 dollars supplémentaires auprès des habitants. » Elles nous ont fait visiter ce parc en nous expliquant : « Beaucoup de gens ont travaillé bénévolement pour terminer le travail, sans dépenser davantage d'argent. »

Elles nous ont donné un autre exemple : « Le maire voulait lancer un projet dans le quartier. Nous lui avons répondu que rien ne se ferait sans qu'on ait, au préalable, recueilli l'assentiment des habitants. Nous avons tenu une réunion, qui a rejeté le projet. Tout le monde n'ayant pas pu venir à la réunion, nous sommes allés maison par maison pour recueillir les opinions. Le rejet du projet a été confirmé à l'unanimité. »

Quand, à leur tour, elles ont voulu savoir s'il existait des structures similaires à Londres, je leur ai répondu qu'il y avait certes plusieurs groupements, mais malheureusement aucun qui ressemble au leur — uni, progressiste et engagé. Bref, je leur ai avoué qu'elles étaient bien plus avancées que nous. Surprise, déception et même frustration de leur part : comment leur région pouvait-elle être à un stade plus avancé qu'un pays qui a connu la révolution industrielle il y a des siècles !

L'opposition kurde et chrétienne

Comme je l'ai dit, il y a plus de 20 partis politiques kurdes dans le Rojava. Quelques-uns se sont ralliés à l'auto-administration, mais 16 autres non. Tandis que certains se retiraient de la scène, 12 autres s'unissaient au sein d'une coalition nommée Assemblée patriotique du Kurdistan en Syrie, plus ou moins pro-Barzani, c'est-à-dire dans l'orbite du Parti démocrate kurde (PDK) et du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) en Irak.

Dans les années 1990, le sang a coulé entre le PKK et le PDK. De violents affrontements ont opposé les deux partis au Kurdistan irakien, faisant des milliers de morts. La plaie est encore à vif. Il faut avoir à l'esprit que le gouvernement turc soutenait le PDK dans sa lutte contre le PKK, aux confins de l'Irak et de la Turquie.

Le clan Barzani fait surtout grief à Abdullah Öcalan de se poser comme le leader national de tous les Kurdes.

L'auto-administration démocratique (DSA) mise en place au Kurdistan syrien sous l'égide du PYD et du PKK ne pouvait donc que déplaire à la Turquie et au GRK, son allié.

Tout ceci pour expliquer pourquoi le GRK s'oppose au Tev-Dem et à la DSA au Kurdistan syrien. Le PDK se préoccupe beaucoup de ce qui se passe dans le Rojava et, quoiqu'il advienne, cherche à tirer les marrons du feu. Il fournit donc une aide financière et des armes à certains partis locaux, dans l'idée de déstabiliser la région.

Notre rencontre avec les partis d'opposition a duré plus de deux heures, et la majorité d'entre eux étaient là. Nous leur avons demandé quels étaient leurs rapports avec le PYD, la DSA et le Tev-Dem. Sont-ils libres ? Ont-ils eu des militants persécutés ou arrêtés par les YPG-YPJ ? Disposent-ils de la liberté de s'organiser, de manifester ? Et d'autres questions de la sorte. A chaque fois, leur réponse a été : pas d'arrestation, pas de restriction à la liberté de manifester. Mais pas question pour eux de participer à la DSA.

Ils ont trois contentieux avec le PYD et la DSA.

Selon eux le PYD et le Tev-Dem ont trahi le peuple kurde, parce qu'ils ont laissé la moitié de Hesîçe (Hassaké) et une partie de Qamislo (Kameshli) aux mains du régime de Damas, même si ses forces y sont limitées. Pour eux, cela revient à une compromission avec Bachar el-Assad.

Nous avons suggéré que cette politique "ni paix ni guerre" visait à stabiliser une situation qui a bénéficié à tout le monde dans la région, y compris aux partis d'opposition. Nous leur avons également dit, et ils devaient le savoir mieux que nous, que le PYD pourrait aisément chasser les soldats d'Assad de ces deux villes, au prix de quelques morts, mais la question est : qu'est-ce qui se passe après ?! Assad ne veut pas renoncer à Hesîçe et, par conséquent, la guerre recommencerait avec son cortège de crimes, de persécutions, de bombardements, de villes et de villages détruits. Cela faciliterait par ailleurs une attaque de Daech ou d'Al Nosra. Cela provoquerait peut-être un affrontement général entre les troupes d'Assad, l'ASL et les organisations terroristes au sein du Rojava, détruisant tout ce qui a été accompli jusqu'ici. Ils n'ont pas répondu à cet argument.

L'opposition ne veut pas participer à la DSA, ni à la prochaine élection, qui aura lieu dans quelques mois si tout va bien. Primo, ils continuent d'accuser le PYD de collaborer avec le régime Assad, sans en apporter la preuve. Secundo, ils estiment que les élections ne seront pas libres puisque le PYD n'est pas un parti démocratique, mais bureaucratique. Pourtant, nous savons qu'il y a à peu près autant de militants du PYD que d'autres partis au sein de la DSA. Nous leur avons dit que s'ils croient dans le processus électoral, ils devraient y participer, pour une DSA plus démocratique et moins bureaucratique. Ils ont accusé le PYD de s'être retiré de la Conférence nationale kurde, impulsée par le GRK en août 2013 à Erbil.

Interrogés par la suite, les militants du PYD et du Tev-Dem ont protesté qu'ils avaient la preuve écrite qu'ils s'étaient engagés dans ce pacte, contrairement à l'opposition.

L'opposition veut mettre sur pieds ses propres milices, mais n'y est pas autorisée par le PYD. Interrogés, le PYD et le Tev-Dem ont confirmé : l'opposition peut avoir ses propres combattants, à la condition qu'ils soient sous le commandement des YPG-YPJ. Pour eux, la situation est sensible et très tendue. Ils redoutent des heurts armés entre factions, et veulent pas laisser cela advenir. Le PYD dit qu'il ne veut pas reproduire les erreurs commises au Kurdistan irakien où, durant toute la seconde moitié du XXe siècle, des organisations kurdes rivales se sont livrées des combats sanglants.

A la fin, ils nous ont demandé de retourner voir les partis d'opposition pour leur proposer, au nom du PYD et du Tev-Dem, tout ce qu'ils voulaient à l'exception de la liberté de créer leurs propres

milices. Quelques jours plus tard, à Qamislo, nous avons rencontré, pendant près de trois heures, les leaders de trois partis kurdes : la branche syrienne du PDK (Partiya Demokrat a Kurdistanê li Sûriyê), le Parti du Kurdistan pour la démocratie et l'égalité en Syrie (Partiya Wekhevî ya Demokrat a Kurdî li Sûriyê) et le Parti de la démocratie patriotique kurde en Syrie. Ils ont plus ou moins répété leurs griefs contre la DSA et le Tev-Dem. Nous avons longtemps essayé de les convaincre que s'ils voulaient résoudre la question kurde, il fallait qu'ils soient indépendants du GRK et du PDK, et travaillent dans le seul intérêt de la population du Rojava. La plupart du temps, ils sont restés silencieux, sans répondre à nos arguments.

Quelques jours après, nous avons également rencontré les représentants de deux partis chrétiens et l'organisation de jeunesse chrétienne de Qamislo, qui se participaient pas à la DSA ni au Tev-Dem, mais reconnaissaient qu'ils n'avaient rien contre et approuvaient leur politique. Ils reconnaissaient aussi le mérite des YPG-YPJ qui ont protégé la région contre l'armée syrienne et les groupes terroristes.

Malgré tout, les jeunes militants de Qamislo n'étaient pas contents de la DSA et du Tev-Dem. Ils se plaignaient du manque d'électricité et de possibilité pour la jeunesse de s'impliquer. Ils cherchent donc une alternative à la DSA et au Tev-Dem car si la situation perdure, disent-ils, il n'y aura d'autre choix que l'émigration vers l'Europe. Un responsable d'un parti présent à la réunion leur a répondu : « Que dis-tu, fils ? Nous sommes en pleine guerre. Ne voyez-vous pas combien de femmes, d'hommes, de personnes âgées et d'enfants sont tués tous les jours ?!! C'est un sujet grave. Dans cette situation, être au pouvoir n'a pas une grande importance ; nous pouvons utiliser d'autres moyens. Ce qui est important en ce moment c'est : être chez soi sans crainte d'être tué, pouvoir laisser nos enfants jouer dans la rue sans qu'ils soient enlevés ou tués. Nous sommes libres de nos activités, comme d'habitude, personne ne nous en empêche, nous ne sommes ni agressés ni insultés. Nous avons la paix, la liberté et la justice sociale... » Les membres des autres partis approuvèrent. Avant de quitter la région, nous avons parlé avec des commerçants, des hommes d'affaires et des gens sur le marché. Tout le monde avait une opinion plutôt positive sur la DSA et le Tev-Dem. Ils étaient satisfaits de la paix, de la sécurité et de la liberté et pouvaient gérer leurs activités sans subir l'ingérence d'un parti ou d'un groupe.

La tranchée de la honte

En 2013, avec l'aide du gouvernement irakien, le Gouvernement régional kurde (GRK) a creusé une tranchée de deux mètres de profondeur et de deux mètres de large, sur environ 35 kilomètres de long, le long de la frontière avec le Kurdistan syrien. Les 12 premiers kilomètres ont été réalisés par le GRK, les 18 derniers par Bagdad. Sur la portion restante, le fleuve Tigre constitue un obstacle naturel. Le KRG et le gouvernement irakien prétendent que la tranchée était une mesure de protection nécessaire à la paix et à la sécurité en Irak, y compris au Kurdistan. Ici, les gens se posent beaucoup de questions sur cette « protection ». Contre qui ? Contre quoi ? Daech ? Mais Daech ne peut pénétrer dans cette partie de la Syrie, gardée par les YPG-YPJ.

La majorité des Kurdes voient en réalité deux raisons à cette tranchée. D'une part, empêcher des réfugiés syriens, mais aussi le PKK et le PYD, d'entrer au Kurdistan irakien ; d'autre part, accroître l'efficacité des sanctions économiques prises contre le Kurdistan syrien pour l'obliger à accepter les conditions du GRK. Toutefois, je pense que les Kurdes de Syrie préféreront subir la famine plutôt que de passer sous les fourches caudines du GRK. C'est pourquoi, dans tout le Kurdistan, a surnommé cette tranchée la « Tranchée de la honte ». Les sanctions économiques ont fortement perturbé la vie dans la Cizîrê, où l'on manque de tout : médicaments, argent, médecins, infirmières, enseignants, techniciens et ingénieurs de l'industrie, notamment dans le secteur pétrolier. La Cizîrê, qui a des milliers de tonnes de blé à exporter, est contrainte de vendre son grain 200 à 250 dollars la tonne au gouvernement irakien, alors que celui-ci paie 600 à 700 dollars la tonne quand il l'achète ailleurs.

Dans le Rojava, cette attitude du GRK de Massoud Barzani — qui se qualifie lui-même de grand leader kurde — provoque l'incompréhension. Le 9 mai 2014, une grande manifestation pacifique contre la « Tranchée de la honte » a réuni plusieurs milliers de personnes à Qamislo, à l'appel du

Tev-Dem. On a pu y entendre plusieurs forts discours de différentes organisations, maisons du peuple, groupes et comités. Aucun de ces discours n'a créé de tensions. Les gens se rassemblaient principalement autour de l'idée qu'il fallait rétablir la fraternité, la coopération, et une bonne entente de chaque côté de la frontière, que tous les partis devaient se réconcilier et prononcer des paroles de paix et de liberté. La manifestation s'est achevée en fête de rue avec danses, chansons et hymnes.

Attentes et craintes

Où va le mouvement populaire du Rojava ? C'est difficile à dire, mais cela ne doit pas nous empêcher d'analyser et de réfléchir à son avenir. La victoire ou la défaite complète d'une expérience telle que la région n'en a pas connu depuis longtemps dépend de facteurs internes et externes.

Quoi qu'il arrive, nous devons y faire face ; ce qui compte, c'est de résister, d'être volontaire et ambitieux, de ne pas capituler, de ne pas se décourager et de croire au changement. Rejeter le système actuel, saisir chaque occasion, cela est plus important, je pense, qu'une victoire temporaire. C'est la clef pour atteindre le but final. [...]

L'affaiblissement du Tev-Dem

Comme nous l'avons vu, le Tev-Dem est l'âme du mouvement populaire, avec ses groupes, ses comités, ses maisons du peuple. Sans le Tev-Dem, pas d'Auto-administration démocratique (DSA). De façon générale, de l'existence du Tev-Dem dépend l'avenir du Rojava, et du modèle qu'il peut représenter pour l'ensemble de la région. Il est difficile d'évaluer l'équilibre des forces entre le Tev-Dem et la DSA. J'ai eu le sentiment que quand le pouvoir de la DSA croissait, celui du Tev-Dem diminuait. L'inverse peut être vrai aussi.

J'ai soulevé cette question avec les camarades du Tev-Dem. Ils n'étaient pas d'accord. Ils estiment que plus la DSA sera forte, plus le Tev-Dem sera fort. En effet, ils voient la DSA comme un simple organe exécutif, mettant en œuvre les décisions prises par le Tev-Dem et ses organes. J'ai du mal à fixer mon opinion à ce sujet, l'avenir tranchera.

Le PYD et les structures des partis

Ce sont le PYD et le PKK qui sont derrière le Tev-Dem, et ces deux partis présentent toutes les caractéristiques des grands partis dans cette région du monde : hiérarchie dirigeants-dirigés, tous les ordres descendant du sommet vers la base. Les militants sont peu consultés sur les orientations mais sont très disciplinés, ont des règles des ordres à appliquer, et des relations confidentielles avec différents partis, au pouvoir ou non dans différentes régions du monde. Et pourtant, le Tev-Dem est tout l'inverse. Beaucoup de ses militants ne sont membres ni du PKK ni du PYD. Ils croient à la révolution par en bas, n'attendent rien de l'État et des autorités, et participent aux réunions où les décisions sont prises souverainement, dans l'intérêt supérieur des habitants. Ensuite, ils demandent à la DSA de mettre en application leurs décisions. Et il y a encore beaucoup d'autres différences entre le PYD-PKK et le Tev-Dem.

La question est : comment se fait le compromis ? Est-ce le Tev-Dem qui suit le PYD-PKK, où bien est-ce eux qui suivent le Tev-Dem ? Qui contrôle qui ?

Je n'ai pas la réponse, je cherche encore, mais je pense qu'on sera bientôt fixés.

Une crainte : la sacralisation de l'idéologie et des idéologues L'idéologie est un point de vue. Tout voir par le prisme de l'idéologie peut conduire à un désastre, car cela peut donner des réponses toutes faites, et des solutions déconnectées de la réalité. La plupart du temps, les idéologues cherchent le juste mot dans de vieux livres qui ne sont plus pertinents pour comprendre la situation actuelle. Les idéologues peuvent être dangereux quand ils veulent imposer leurs idées tirées de ces vieux livres. Ils peuvent être bornés, rigides, inflexibles. Ils ne respectent pas les points de vue différents. Ils ont beaucoup de points communs avec les religieux, et certains

marxistes ou communistes. Pour résumer, ils croient que l'idéologie, ou la pensée, crée l'insurrection ou les révolutions. Pour des non-idéologues comme quoi, c'est le contraire qui est vrai. Il est regrettable que j'aie trouvé de nombreux idéologues au sein du PYD et du Tev-Dem, surtout quand nous en sommes venus à parler des idées d'Abdullah Öcalan. Il y a des gens qui ramènent Öcalan à tout propos dans les discussions. Ils ont une confiance totale en lui et, dans une certaine mesure, ils le sacralisent. Que ce soit de la foi ou de la crainte envers le leader, c'est effrayant, et cela ne présage rien de bon. Pour moi, rien ne doit être sacré et tout doit pouvoir être critiqué, et rejeté si besoin.

Le pire, c'est à la Maison des enfants et dans les centres de jeunesse, où les enfants apprennent les idées nouvelles, la révolution et beaucoup de choses positives qu'ils devront savoir pour être utiles à la société. Cependant, en plus, ces enfants apprennent l'idéologie et la pensée d'Öcalan, et à quel point il est le leader du peuple kurde. A mon sens, les enfants ne devraient pas être endoctrinés. On ne devrait pas leur enseigner la religion, la nationalité, la race ou la couleur. Ils devraient avoir leur liberté de conscience et qu'on les laisse tranquille jusqu'à ce qu'à l'âge adulte ils fassent leurs propres choix.

Le rôle des communes

J'ai déjà expliqué ce qu'étaient les communes. Leur mission doit évoluer. Elles ne peuvent pas rester cantonnées au traitement des problèmes locaux. Elles doivent accroître leur rôle, leurs prérogatives et leurs pouvoirs. Certes, il est vrai que le Rojava est dépourvu d'usines, d'entreprises et d'une véritable infrastructure industrielle. Mais dans la Cizîrê, qui produit surtout du blé, l'agriculture occupe beaucoup de monde dans les petites villes et les villages. Et la région est riche en pétrole, gaz et phosphates, bien que la plupart des gisements soient hors d'usage du fait de la guerre ou du manque d'entretien avant même le soulèvement.

Les communes pourraient donc investir ces domaines, les placer sous contrôle collectif et distribuer leurs produits aux gens en fonction de leurs besoins. Ce qu'il resterait après la distribution pourrait être soit vendu, soit échangé contre du matériel, soit stocké. Si les communes ne s'élèvent pas à ces tâches et se limitent à ce qu'elles font actuellement, évidemment, leur tâche restera inachevée.

En conclusion

Il y a beaucoup de choses à dire sur l'expérience du Rojava, et une foule de points de vue, de droite comme de gauche, des indépendantistes, des trotskistes, des marxistes, des communistes, des socialistes, des anarchistes et des libertaires. Pour ma part, en tant qu'anarchiste, je ne vois pas tout en blanc ou tout en noir, je n'ai pas de solution toute faite, et je ne la cherche jamais dans de vieux livres. Je pense que la réalité et les événements créent les idées et la pensée, pas l'inverse. Je les observe avec l'esprit ouvert, et je m'efforce de les relier entre eux.

Quelques mots importants, cependant, au sujet des insurrections et des révolutions. La révolution ne se limite pas à l'expression d'une colère, elle ne se fait pas sur ordonnance ou sur commande, elle ne survient pas en vingt-quatre heures, n'est pas un coup d'État militaire, bolchevique ou une conjuration politicienne. Elle ne se limite pas au démantèlement de l'infrastructure économique et à l'abolition des classes sociales. Tout cela, c'est le point de vue des gauchistes, des marxistes, des communistes et de leurs partis. Ils voient la révolution ainsi parce qu'ils sont dogmatiques et mécanistes. Pour eux, la révolution et l'abolition des classes signifie le socialisme et la fin de l'histoire.

A mon avis, même si la révolution réussit, le désir d'autorité peut survivre au sein de la famille, dans les entreprises, les usines, les écoles, les universités et d'autres lieux et institutions. A cela peut s'ajouter la persistance des différences hommes-femmes et l'autorité des premiers, même sous le socialisme. En outre, il restera nécessairement un résidu de culture égoïste et cupide, hérité du capitalisme. Tout cela ne peut s'évaporer ou disparaître en peu de temps. Cela peut être une menace pour la révolution. L'évolution de l'infrastructure économique et la victoire sur la

société de classe ne garantissent pas la pérennité de la révolution. Je pense qu'une révolution culturelle, éducative et intellectuelle est nécessaire. Les gens n'aiment pas le système actuel et pensent pouvoir le changer. La tendance à la rébellion, le refus d'être exploité, l'esprit de révolte sont des choses très importantes pour maintenir la flamme de la révolution.

A partir de là, que dire de l'expérience du Rojava ?

Cette expérience dure depuis deux ans et marquera des générations. Les Kurdes de Syrie ont l'esprit rebelle, ils vivent en harmonie, dans une atmosphère de liberté, et s'accoutument à une culture nouvelle : une culture du vivre-ensemble dans la paix et la liberté, une culture de tolérance, de partage, de confiance en soi et de fierté, une culture de dévouement et de solidarité. En même temps, il est vrai que la vie est dure, qu'il y a pénurie de biens de première nécessité, et que le niveau de vie est bas, mais les gens sont accueillants, conviviaux, souriants, attentifs et simples. L'écart entre les riches et les pauvres est faible. Tout cela aide les gens à surmonter les difficultés.

Ensuite, les événements et l'environnement actuels ont changé beaucoup de choses. Ils ne supporteront pas une nouvelle dictature ; ils se battront pour leurs acquis ; ils ne toléreront pas qu'on décide à leur place. Pour toutes ces raisons, ils résisteront au découragement, se dresseront de nouveau, lutteront pour leurs droits et résisteront au retour de l'ordre ancien.

Certains disent que tant que cette expérience aura Abdullah Öcalan, le PKK et le PYD derrière elle, elle court le risque de prendre fin et d'être remplacée par une dictature. C'est possible en effet. Mais même ainsi, je ne pense pas qu'en Syrie ou au Rojava, les gens puissent, plus longtemps, tolérer une dictature ou un gouvernement de type bolchevique. Nous ne sommes plus à l'époque où le gouvernement de Damas pouvait massacrer 30.000 personnes à Alep en quelques jours. Le monde a changé.

Il me reste à dire que tout ce qui s'est passé dans le Kurdistan syrien n'est pas seulement l'idée d'Öcalan, comme beaucoup le croient. En fait, cette idée est très ancienne, et Öcalan l'a développée en prison, en lisant des centaines de livres, en analysant les expériences et les échecs des mouvements nationalistes et communistes dans la région et dans le reste du monde. La base de tout, c'est qu'il est convaincu que l'État, quelle que soit son nom et sa forme, reste l'État, et ne peut disparaître s'il est remplacé par un autre État. Pour cela, il mérite d'être entendu.

Zaher Baher

ANNEXES
Glossaire

EI : Etat islamique – Daesh en arabe. Ses origines remontent à 2006, quand des combattants créent l'Etat islamique en Irak (EII), qui se réclame d'Al-Qaida. Défait en 2007-2008 par les forces américaines et loyales à Bagdad, l'EII se reconstitue puis participe aux combats en Syrie à partir de 2011. Il rompt avec Al-Qaida et, en 2013, devient l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL). Il proclame le califat en juin 2014.

PKK : Parti des travailleurs du Kurdistan, fondé en 1978 par Abdullah Öcalan. Organisation politique et militaire des Kurdes de Turquie, d'origine marxiste-léniniste, en guerre contre Ankara depuis 1984. Un cessez-le-feu a été signé en 2013 et des négociations sont en cours avec le gouvernement turc.

PYD : Parti de l'union démocratique, branche syrienne du PKK, créé en 2003 par les Kurdes de Syrie.

YPG et YPJ : Unités de protection du peuple, organisation combattante du PYD. Les YPJ ne sont composées que de femmes.

PDK : Parti démocratique du Kurdistan (Irak), fondé en 1946 par Moustafa Barzani. Dirigé par son fils Massoud, ce parti est proche de l'opposition syrienne et soutenu par la Turquie.
Peshmergas : Combattants kurdes irakiens, branche militaire du PDK de Barzani.

ASL : Armée syrienne libre. Rebelles syriens contre le régime de Bachar Al-Assad

Burkan Al Firat : État-major conjoint YPG/YPJ/ASL.

YBS : Les Unités de la Résistance du Sinjar, estimées à plus de 2000 combattant yézidis, ont été formées depuis août dernier par le PYD et le PKK.

voir aussi <http://rojavasolidarite.noblogs.org/>

<http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=669>

<http://www.alternativelibertaire.org/?Dossier-Kurdistan-Un-nouveau>

Recueil pour ethno-nous-autres Janvier 2018